

NOTRE DOSSIER
PAGES 11 à 16

La presse pour jeunes : **DERRIÈRE LES RÊVES, LA FINANCE**

lutte **ouvrière**

PORTUGAL

**UN AN
APRES
TANCOS**

P. 2 et 24

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 430 - 27 novembre 1976 - prix : 3 F

Licenciements, blocage des salaires, subventions...

LE GOUVERNEMENT N'A RIEN A REFUSER AU PATRONAT



François CEYRAC

Espagne: vers le plébiscite Juan-Carliste P. 8

sommaire

DANS LE MONDE

- Page 9 :
— Hassan, Giscard : les copains.
— Liban : la complicité israélo-syrienne.
Page 8 :
— Vers le plébiscite juan-carliste.
— Algérie : la dictature s'institutionnalise.
Page 10 :
— Pologne : quand Gierk se justifie.
— Italie : plan contre les travailleurs, avec la complicité des partis de gauche.
Page 24 :
— Portugal : vers une scission du Parti Socialiste ?
— La réforme agraire en question.

EN FRANCE

- Page 4 :
— PCF : de la main tendue au signe de croix.
— Le gouvernement veut implanter une centrale nucléaire dans la région parisienne.
Page 5 :
— Des attaques contre le droit à la santé.
— Vaccinations, culture et mysticisme.
— Le ras-le-bol des handicapés.
Page 6 :
— Saisies : des huissiers et des commissaires honneux.
— Démocratie française au lycée-CET de Corbeil.
— De nouveaux droits pour les policiers.
Page 7 :
— Une « justice populaire » triée sur le volet.
Page 17 :
— Dans les entreprises : Usinor, Citroën-Aulnay, Berliet-Dijon, Gévelot-Issy-les-Moulineaux.
Page 18 :
— Après le second tour des élections partielles.
— Un million de logements vides.
Page 19 :
— Lu avec intérêt.

DOSSIER

- Pages 11 à 16 :
LA PRESSE POUR LES JEUNES
— Pourquoi une presse des jeunes ?
— Une affaire commerciale.
— L'opium des jeunes.
— Une autre presse ?

DIVERS

- Page 20 :
— La mort d'André Malraux : l'aventure c'est l'aventure.
— Lyssenko et la « science » stalinienne.
Page 21 :
— RDA : Wolf Biermann, ou la dictature contestée.
— Livre : Avec le soleil, d'Edith Cresson.
Page 22 :
— Théâtre : Lorenzaccio, de Musset.
— Le spectacle de Guy Bedos.
Page 23 :
— Cinéma : 1900 (2^e partie), de Bertolucci. Une femme à sa fenêtre, de Granier-Deferre. Du côté des tennis.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Giscard est passé par la Lorraine... avec ses petits souliers

La tournée de Giscard en Lorraine avait pour but, nous disait-on, de répondre à l'inquiétude des Lorrains. En fait, comme on pouvait s'y attendre, il n'avait dans sa besace que des promesses propres à rassurer les industriels : amélioration des voies de communications, des autoroutes... à péage, sans compter sans doute de nouvelles subventions à la sidérurgie afin, nous dit-on, de favoriser les investissements générateurs d'emplois.

On sait que de telles subventions n'ont pas manqué aux maîtres de forges lorrains par le passé. Cela leur a permis non pas de fournir des emplois, mais au contraire de les réduire en augmentant la productivité de leurs usines. Et malgré cela, Giscard a le culot de prétendre que son objectif prioritaire reste la lutte contre l'inflation. Les travailleurs

lorrains n'avaient rien à attendre de Giscard, ils le savaient. Et ils l'ont manifesté. La preuve en a été fournie par la faiblesse de l'assistance qui se trouvait sur le passage du président. Au point que le commentateur d'un poste périphérique, qui soulignait ce fait, en était à remarquer que, si les foules n'étaient pas présentes, il n'y avait cependant pas eu de sifflets à l'adresse de Giscard. Belle victoire !

Plus remarquable, dans le contexte politique actuel, a été la réserve des personnalités du monde des affaires et de la politique, qui n'ont guère compensé l'enthousiasme défilant des foules populaires. Les élections partielles l'avaient laissé voir, les tournées provinciales le confirment : le giscardisme ne semble pas faire recette, même auprès de son public

traditionnel. Et Giscard lui-même l'a ressenti, puisqu'il a consacré une bonne partie de son discours de Nancy à tenter de justifier sa politique de « réforme ». A qui s'adressait-il lorsqu'il apostrophait l'assistance en ces termes :

« Quel grand acteur de la scène politique voudrait revenir sur les réformes ? ». A qui, sinon à ce grand acteur de l'UDR qui fut, il y a peu, son Premier ministre. En fait, Giscard s'est montré sur la défensive. Non pas tant par rapport à l'opposition que par rapport à une partie de sa propre majorité. Et la conclusion, il l'a fournie lui-même. Le rôle de président de la République n'est pas, a-t-il dit, de récolter les sourires. En Lorraine, cet objectif a été atteint. C'est bien le seul.

J.-P. V.

Les ministres feraient mieux d'économiser leur énergie

Le Conseil des ministres a lancé un « appel solennel » aux automobilistes pour qu'ils respectent les limitations de vitesse, qui permettent de consommer moins d'essence. Contrôle et répression des excès seront accrus.

On nous redit que le chauffage des locaux ne devra pas dépasser 20 degrés. Et il est question d'installer des compteurs individuels dans les immeubles à chauffage collectif. M. d'Ornano, ministre de l'Industrie, promet des « contrôles sévères ».

Tout cela sous prétexte d'économiser des devises, de ralentir la détérioration de la balance commerciale et de maintenir tant bien que mal la santé du franc, tant compromise par la crise.

Nous ne défendons évidemment pas les « excès de vitesse ». Mais rendre responsables de gaspillage

les automobilistes ou les particuliers qui se chauffent, c'est une plaisanterie.

Tout comme il y a deux ans, on risque de voir de nouveau des écoles, des HLM, des entreprises insuffisamment chauffées — en dessous même des 20° — sous prétexte d'économies.

On nous parle de contrôles sévères. Mais quelle est donc la température des salons de l'Elysée et du Conseil des ministres ? Hassan II a-t-il été reçu dans des locaux à 20 degrés ?

Si les ministres veulent limiter la consommation de produits pétroliers, pourquoi ne réduisent-ils pas les dépenses en carburant de l'armée. Les AMX en manœuvres ou les avions Mirage engloutissent pourtant d'énormes quantités d'hydrocarbures.

Qui gaspille l'énergie ? L'ouvrier qui se rend à son travail en auto,

ou le P-DG qui traverse l'Atlantique en Concorde ?

Le gouvernement, par ces « économies d'énergie », prétend lutter indirectement contre l'inflation. Mais il en est réduit à imposer les mêmes restrictions de consommation d'énergie à la population qu'il lui avait imposées en 1974. L'inflation, la santé du franc n'ont pas été améliorées pour autant. Et pour cause. Car ce n'est pas le prétendu « gaspillage » des consommateurs qui en est la cause, mais la politique du gouvernement qui subventionne à coups de milliards les industriels et les fabricants d'armements.

Non, tout cela n'est pas sérieux. Il ne s'agit de rien d'autre, tout comme il y a deux ans, que d'une mise en condition de l'opinion pour tenter de « faire passer » la politique générale d'austérité.

A.V.

ESPAGNE

Pour que
l'adultère
ne soit plus
un délit

Un millier de personnes, pour la plupart des femmes, ont manifesté le mercredi 24 novembre à Madrid, pour protester contre une condamnation qu'elles jugeaient scandaleuse : celle d'un homme et d'une femme « punis » de sept mois de prison et d'une forte amende pour adultère !

C'est qu'en Espagne, depuis l'accession au pouvoir de Franco, non seulement le divorce est interdit, mais l'adultère est un délit. Certes, il faut que le conjoint qui s'estime victime de l'adultère porte plainte, pour qu'il puisse y avoir poursuite. Mais alors les « coupables » risquent de six mois à six ans de prison ! La situation est cependant différente pour l'homme et pour la femme : la femme et son amant sont reconnus coupables même si l'adultère n'a été commis qu'une seule fois ; tandis que, pour être condamnable, l'époux ou l'épouse doit entretenir notoirement sa concubine, au domicile conjugal ou ailleurs.

La manifestation du mercredi 24, comme d'autres qui s'étaient déroulées les semaines précédentes, à Barcelone notamment, et à l'initiative d'organisations féministes essentiellement, pour des procès du même genre, réclamait la disparition du délit d'adultère dans le Code civil et l'abolition des « lois discriminatoires » dont sont victimes les femmes.

On parle de « libéralisation », de « démocratisation », en Espagne. Mais ce sont des droits et des libertés bien concrets qu'il s'agit d'obtenir. Et pour le faire, les femmes qui ont ces jours-ci s'y prennent de la meilleure façon qui soit et elles feront plus avancer les choses que toutes les concessions octroyées par Juan Carlos.

PORTUGAL

Les commandos
d'Amadora commémorent
le 25 novembre 1975

Le 24 novembre s'est ouvert à Lisbonne le procès de l'inspecteur Antonio Domingues, ex-agent de la PIDE (la sinistre police politique de Salazar), accusé d'avoir assassiné de sang-froid, en décembre 1961, le sculpteur communiste Jose Dias Coelho.

C'est le premier procès d'un membre de la PIDE depuis avril 1974. Mais ceux qui réclamaient depuis cette date le jugement des tortionnaires qu'employait Salazar, puis Caetano, ne seront sans doute guère satisfaits du résultat. Car si ces procès s'ouvrent aujourd'hui, c'est parce que les conditions politiques sont mûres pour permettre aux juges de passer l'éponge. D'ailleurs, sur les 1500 agents de la PIDE qui avaient été incarcérés après le 25 avril 1974, il n'en reste qu'une dizaine en prison. Et l'avocat de Domingues a si bien senti que l'heure est à la clé-

mence qu'il a demandé une condamnation de son client qui ne soit que symbolique.

Pourquoi serait-il inquiet, alors que, dans toutes les casernes du Portugal, on a célébré le 25 novembre l'échec de la mutinerie des parachutistes de Tancos, qui marqua le début de la reprise en main de la troupe par l'état-major, et que ces cérémonies ont pris un caractère plus solennel encore à la caserne du régiment de commandos d'Amadora, qui joua un rôle essentiel dans la défaite des paras de Tancos ?

Chaque régime a les grandes dates et les symboles qu'il mérite. Celui de Soares a définitivement troqué le 25 avril contre le 25 novembre, les oeillets contre les chrysanthèmes.

F.D.

(Voir nos autres articles sur le Portugal en page 24).

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

LUTTE OUVRIERE (1)

pour une période de un an : prix, 90 F.
pour une période de six mois : prix, 50 F.

LUTTE DE CLASSE pour une période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10.A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.

S.F.

Les travailleurs n'ont pas le choix : il leur faut faire payer la crise au patronat ou accepter d'en faire les frais

■ S'il y a des gens qui doutaient du fait que le gouvernement est au service des patrons et s'ils ont suivi les nouvelles politiques de la semaine, ils ont dû être éclairés. Lors du dernier week-end, Ceyrac, le dirigeant du CNPF, a tapé du poing sur la table en s'adressant au gouvernement. « Il faut retourner à la vérité » a-t-il déclaré. Ce qui pour lui signifiait (et il a lui-même traduit, pour être sûr d'être bien compris) : « Il va falloir licencier ». Deux jours plus tard, le gouvernement, par la voix du ministre du Travail Beullac, répondait qu'il ne s'opposerait pas « aux compressions d'effectifs quand elles se révéleraient indispensables ». C'est-à-dire qu'il donnait le feu vert aux patrons souhaitant licencier.

Mais les patrons ne se contentent pas de cela. Dans la même déclaration, Ceyrac réclamait également la libération des prix industriels qui sont censés être bloqués depuis la mise en application du plan Barre. Il est vrai que le gouvernement n'avait pas besoin de répondre à cela, puisqu'il y avait déjà plusieurs jours que Barre avait lui-même déclaré que le blocage des prix n'était qu'une opération psychologique, autrement dit, que les patrons n'avaient pas besoin de s'en faire.

Dernier point, enfin. Poursuivant la politique tous azimuts du patronat, l'un des collègues de Ceyrac à la direction du CNPF, Chotard, vient de rappeler à l'ensemble des patrons les consignes de cet organisme. Si les patrons sont pour le déblocage des prix, pas question, a dit Chotard en substance, d'augmenter les salaires autrement qu'en fonction des indices officiels de hausse des prix pour les mois à venir. C'est-à-dire : pas question d'autoriser des hausses de salaires qui compenseraient quelque peu l'érosion considérable de leur niveau de vie que la plupart des travailleurs ont subie ces derniers mois.

Il y a là un ton nouveau, de la part du patronat et du gouvernement. Cela ne signifie pas, bien sûr, que jusqu'à présent les patrons ne pouvaient pas licencier, par exemple quand ils le jugeaient nécessaire. Mais pendant toute la période que nous venons de vivre depuis que la crise s'est développée, la politique commune du patronat et du gouvernement avait été de limiter les dégâts en matière d'emploi et d'essayer d'éviter des licenciements massifs, quitte à ce que l'Etat se charge, sous couvert de lutter contre le chômage, de prendre à son compte les frais dus à l'indemnisation du chômage partiel, quitte à ce qu'il

renfloue les caisses patronales à coups de milliards.

Mais personne n'ose plus parler de reprise. Les perspectives économiques immédiates ne sont pas souriantes. Les patrons revendiquent un soutien encore accru du gouvernement. Et en cette période pré-électorale, Giscard et Barre veulent moins que jamais prendre le risque de mécontenter les possédants qu'ils représentent.

Les caisses ne sont certes pas vides. Mais le gouvernement ne veut plus utiliser ses fonds pour essayer d'atténuer quelque peu les effets de la crise. Ses milliards, il veut les leur réserver, les en faire profiter directement. Quant aux travailleurs qui seraient de ce fait réduits au chômage, jetés à la rue, c'est le dernier de ses soucis.

Les 20 000 licenciements annoncés dans la sidérurgie lorraine sont la première illustration de cette politique.

Le plan Barre était dès le départ un plan anti-ouvrier, visant à faire payer aux travailleurs les frais de la crise. Mais au début, nos gouvernants avaient quelque peu mis les formes. La main sur le cœur, ils nous tenaient de grands discours sur la solidarité nationale, au nom de laquelle chacun (et, de leur point de vue, les ouvriers en premier, bien sûr) devait se sacrifier.

Aujourd'hui, il n'est plus question de cela. L'égoïsme patronal s'étale au grand jour. Et à chaque demande du patronat, le gouvernement s'empresse d'obtempérer. C'est une offensive anti-ouvrière en règle qui est en train de s'amorcer sous nos yeux, si nous n'y mettons pas bon ordre.

Il est vrai que patronat et gouvernement ne peuvent qu'être encouragés par le fait qu'en dehors de la journée du 7 octobre, les confédérations syndicales ouvrières — dont ce devrait pourtant être le rôle — n'ont organisé aucune riposte d'ensemble au plan Barre. Mais, avec elles ou sans elles, il faudra bien pourtant que nous entrions en lutte pour faire aboutir nos revendications :

- L'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous, avec maintien total du pouvoir d'achat;
- L'échelle mobile des salaires;
- La revalorisation générale des salaires, de manière à compenser la baisse de notre niveau de vie.

Nous n'avons pas le choix. Si nous ne faisons pas ce qu'il faut pour faire passer leur crise aux patrons, c'est nous qui en ferons les frais.

Arlette LAGUILLER

UDR et RI : Une tempête dans un panier de crabes

Décidément, c'est la petite guerre entre les cousins de la majorité.

Tout se passe comme si la droite avait entamé la plus sordide des campagnes électorales, un an et demi avant l'échéance, à des fins de rééquilibrage interne. Tous les coups sont bons, pourvu que chacun voie ses positions consolidées. Et Chirac de lancer ses troupes à propos de tout et de rien contre les RI de Giscard au bord, sinon de la déroute, du moins de la panique.

Un coup avait déjà été porté en forçant Giscard à renoncer à présenter, comme futur maire de Paris, Dominati, le chef de file des RI parisiens.

Mais, forte de ses résultats aux partielles, l'UDR en veut plus, récuse le nouveau candidat Giscardien, d'Ornano, et prétend désormais présenter des candidats UDR.

Il y aurait du coup plusieurs listes de la majorité aux prochaines élections municipales...

Ici, c'est un chahut avec belles envolées lyriques d'un député UDR à l'Assemblée, invectivant Barre : « Craignez qu'on ne vous demande un jour ce que vous avez fait de la République »... qui en l'occurrence aurait donc sombré dans une minable histoire de patente remplacée par la taxe professionnelle, votée d'ailleurs par l'UDR elle-même en 1975 sous un gouvernement Chirac !

Mais démagogie électorale oblige vis-à-vis des petits patrons et autres industriels.

Là, pour varier les fronts de la guérilla, on rompt les lances à propos du Fonds Monétaire International et sur l'élection au suffrage universel du Parlement euro-

péen, sujet qui passionne la population, comme chacun sait.

Et pour couronner le tout, le général en chef des fantassins UDR prépare (pour le 5 décembre prochain) les assises de son rassemblement, qui désormais (tremblez de crainte et de respect !) sera doté d'un président, comme un vrai parti majoritaire devenu majeur, et non un simple ramassis de godillots qui devaient faire allégeance au chef de l'Etat (quand il était UDR) et qui, depuis Giscard, restaient nostalgiques avec un simple petit secrétaire général.

Toutes bannières déployées, l'UDR part donc à la conquête... électorale, et ne néglige aucun détail pour fomentier la déroute dans les rangs giscardiens.

Bien entendu rien, sauf des nuances imperceptibles, ne différencie la politique

d'un Chirac ou d'un Giscard, sinon les visées personnelles de l'un ou de l'autre, ou les fumets de la soupe électorale qui rassemble leurs troupes respectives.

Celui qui est sur la défensive, Giscard, en est réduit à n'avoir pour politique que la satisfaction au jour le jour de l'électorat de la droite que l'on prétend la plus bête du monde. Le second, humant le vent du succès, enfourche les moindres thèmes pouvant donner prétexte à démagogie électorale.

En la matière, tout se joue dans un panier de crabes, et vogue la galère... quitte à ce que les intérêts particuliers de chacun des rivaux les amènent plus loin qu'ils ne le voudraient, jusqu'à provoquer une crise gouvernementale par exemple...

H.C.



Et pour quelques parcmètres de plus...

Présentant le prochain budget de la ville de Paris, le préfet de Paris, a annoncé la création de 5.400 nouveaux parcmètres, répartis dans onze arrondissements.

De plus, dans certains quartiers, leur tarif sera majoré de 50 % (3 F de l'heure au lieu de 2 F) ; cela concernera : les Champs-Élysées, l'avenue de la Grande-Armée, les Grands Boulevards — c'est-à-dire essentiellement des secteurs de bureaux.

Au total, sur l'ensemble de Paris, le nombre de parcmètres sera donc porté à 32.000, rapportant 83 millions de francs. Et il n'y a pas de raisons que cela s'arrête là.

Mais si cette forme de racket, qui s'ajoute à toutes celles qui frappent les automobilistes, est très impopulaire, nul doute qu'un certain nombre d'usagers y ont néanmoins trouvé leur compte : on

peut au moins se garer en plein Paris dans les zones à parcmètres, ce qui est une entreprise très aléatoire ailleurs.

Mais que l'implantation de parcmètres — et la multiplication des « aubergines » chargées de verbaliser qui dépassent l'heure — puisse ainsi apparaître sinon comme une solution, du moins comme un moindre mal, ne fait que souligner quel degré d'aberration a atteint tout ce qui touche aux transports urbains parisiens.

Et le comble, c'est qu'au lieu de prendre des mesures pour créer un réseau de transports en commun suffisant, les pouvoirs publics cherchent à tirer profit de l'absurdité actuelle.

C'est là un domaine où leur imagination semble n'avoir pas de limites.

Jean-Jacques LAMY

Des crédits pour la santé

Il n'est pas rare que des malades descendent deux ou trois jours de suite en radio pour le même examen, et après quelques heures d'attente, remontent dans les services sans avoir pu subir leur examen pourtant indispensable pour la suite de leur traitement.

Il n'est pas rare également que certains malades en pré-opération soient mis à jeun deux ou trois jours de suite, de minuit à

midi, heure à laquelle on s'aperçoit que l'on ne peut pas les opérer.

Est-ce par manque de personnel radio ou par manque de chirurgiens, ou le matériel est-il insuffisant ? Toujours est-il qu'il est scandaleux que les malades et le personnel hospitalier souffrent des carences du budget de la santé.

Extrait du bulletin Hôpital La Tronche - Grenoble.

DE LA MAIN TENDUE... AU SIGNE DE CROIX ?

France Nouvelle, l'hebdomadaire du Parti Communiste, publie dans son numéro du 22/11/76, sous le titre significatif : « Notre objectif n'est pas la mort de Dieu », un article qui précise ce qu'il faut entendre aujourd'hui quand le PCF parle de main tendue aux chrétiens. Marchais avait déclaré, il y a quelques semaines, lors d'une tournée en Bretagne que la lutte anti-cléricale n'était plus de mise aujourd'hui. *France Nouvelle* va plus loin, qui déclare que « l'athéisme militant ne répond (...) ni aux nécessités historiques, ni à l'application concrète des principes du marxisme ».

L'hebdomadaire du PCF conclut donc, en substance, que si le marxisme suppose — du moins pour l'instant, car il est possible qu'en ce domaine le PCF franchisse d'autres pas — que l'on soit athée, cela doit rester une affaire privée, tout comme la croyance des chrétiens l'est de son côté. Le rédacteur de l'article appuie son propos sur une argumentation qui, à y bien regarder, n'est guère originale. Il ne faut pas, dit-il, rejeter le croyant du combat contre l'injustice de cette société d'exploitation. Comme si c'était le problème. Com-

me si les militants communistes devaient exiger en préalable que leurs camarades chrétiens abandonnent leur croyance pour les accepter à leur côté dans le combat de classes. Comme si tous les travailleurs et les paysans russes de 1917 avaient brûlé les icônes qui tapissaient les murs de leur habitation avant de partir à l'assaut de la société tsariste, avant de renverser la domination capitaliste ? Mais derrière les évidences qui servent d'arguments au PCF, il y a un nouveau et grave renoncement, sur le terrain de la lutte idéologique. Car s'il ne s'agit pas de considérer le travailleur chrétien comme un ennemi, ni même tel ou tel individu comme un adversaire uniquement parce qu'il est croyant, faut-il pour autant rester neutre vis à vis des conceptions auxquelles il se réfère ?

Pour un militant révolutionnaire, communiste, l'objectif n'est pas seulement de rassembler le maximum d'hommes et de femmes pour combattre le vieux ordre social — pour le PCF il s'agit surtout de rassembler le maximum d'électeurs — mais il est d'édifier une société qui se sera non seulement débarrassée de l'exploitation, mais aussi de l'obs-

curantisme. Lutter pour le socialisme, c'est aussi combattre tout ce qui fait obscurcir la conscience de l'homme, tout ce qui fait qu'aujourd'hui, parce qu'il n'est pas maître de son sort, il s'en remet à une puissance suprême extérieure.

France Nouvelle dit certes que, comme la croyance prend racine dans la société de classes, cette société ayant disparu, la religion n'aura pas lieu d'être. Mais cela ne dispense pas les militants communistes révolutionnaires, bien au contraire, d'affirmer haut et clair ce qu'ils pensent... et de la hiérarchie ecclésiastique, et des croyances, c'est-à-dire de reprendre à leur compte l'athéisme militant.

Certes, comme l'objectif du PC n'est pas d'édifier le communisme, mais d'accéder éventuellement au gouvernement aux côtés de Mitterrand, ses prises de position actuelles ne constituent pas une surprise. Elles s'inscrivent dans une évolution qui ne pourra que s'accélérer.

Quand on reprend Jeanne d'Arc à son compte — comme le fait le PCF — pourquoi ne pas reprendre « Sainte-Jeanne » par la même occasion ?

J.P.V.

Le gouvernement veut implanter une centrale nucléaire dans la région parisienne

Une campagne est actuellement menée contre le projet de construction d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Marne, en amont de Paris, campagne qui a commencé par un meeting organisé à la Mutualité.

C'est en effet à la fin du mois d'octobre que Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, décidait de la mise en route d'une enquête d'utilité publique, contre l'avis des experts de l'agence de bassin Seine-Normandie.

La Marne et la Seine étant deux rivières abondamment polluées, ce n'est vraiment pas la peine d'en rajouter, et ce simple fait aurait dû faire reculer les

pouvoirs publics.

Mais il y a plus grave. Même si ce que prétend l'EDF est vrai — à savoir que les risques que font courir les centrales nucléaires sont minimes et les expériences passées montrent qu'on a raison de se méfier —, il est cependant évident que le nombre d'habitants à qui on fait courir ces risques devrait entrer en ligne de compte ! Et implanter une centrale nucléaire aux portes de l'agglomération parisienne habitée par quinze millions de personnes est tout simplement déliant !

De plus, la centrale serait implantée sur une des nappes

phréatiques fournissant à l'agglomération parisienne une bonne partie de son eau potable. Or, le stockage de produits radioactifs, inévitable dans le fonctionnement d'une centrale, s'accompagne fréquemment d'infiltrations...

La volonté du gouvernement d'implanter une centrale dans la région parisienne est aberrante. Mais ce genre de décisions n'est-il pas inévitable, dès que les décisions sont prises non seulement en passant outre aux décisions des experts locaux, mais surtout sans demander l'avis de la population, pourtant directement concernée ?

J.J.F.

Métro : 33 blessés légers

Mercredi 24 novembre, deux rames de métro de la ligne N° 8 se sont heurtées entre les stations Concorde et Madeleine. Bilan : trente-trois blessés légers.

A l'heure où nous écrivons, la direction de la RATP a seulement indiqué que l'accident s'était produit à la suite « d'un incident de signalisation qui avait bloqué tous les feux rouges. Il a été alors ordonné par radio aux conducteurs de rames de rouler au pas. Il semble que le conducteur de la rame « tamponneuse » n'ait pas observé cette consigne et il a heurté à la vitesse de 8 Km/h la rame qui le précédait ».

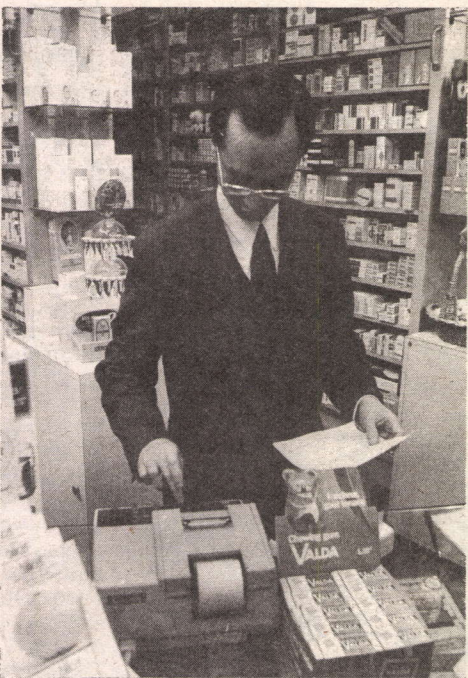
Ainsi, sans accuser directement

le conducteur, la direction de la RATP laisse entendre qu'il pourrait s'agir d'une défaillance humaine, ce qui reste d'ailleurs à prouver.

Visiblement, la direction de la RATP se réserve la possibilité d'accuser le lampiste.

Mais par contre ce que l'on sait, c'est que toutes les mesures de sécurité ne sont pas prises dans le métro, en particulier là où le matériel est vétuste (ce qui est le cas de la ligne N° 8) et, bien souvent, c'est la RATP elle-même qui est responsable des accidents et des incidents techniques qui ont lieu dans le métro.

Des attaques contre le droit à la santé



Le remboursement des médicaments : le gouvernement recule sans doute devant l'opposition des trusts pharmaceutiques, mais les consommateurs paieront plus. (Fotolib)

En même temps que le plan Barre, le gouvernement avait annoncé un certain nombre de mesures destinées à résorber le déficit de la Sécurité Sociale. En particulier, le gouvernement proposait de supprimer purement et simplement le remboursement de la Sécurité sociale pour 480 médicaments (fortifiants, laxatifs, levures). Les principales victimes de ce non-remboursement seraient bien sûr les assurés. Mais cela ne faisait pas sourire les laboratoires pharmaceutiques concernés, dont certains font une grande partie de leur chiffre d'affaires avec ces produits pharmaceutiques.

Heureusement pour les labora-

toires, cette proposition n'était applicable qu'après avis de la commission Coudurier, commission chargée d'établir le prix des médicaments et de réviser la liste des spécialités pharmaceutiques remboursées par la Sécurité sociale.

Or la commission Coudurier vient de rendre un avis opposé à la proposition du gouvernement (ce qui n'empêche pas, formellement, le gouvernement de faire passer cette mesure, mais l'en dissuade certainement).

Et on ne peut même pas dire que ce soit pour sauvegarder le droit à la santé de la population, puisque la même commission

propose d'abaisser le taux de remboursement pour ces produits.

Résultat : les médecins continueraient de les prescrire, puisqu'ils seraient quand même remboursés par la Sécurité sociale (même partiellement). Les laboratoires continueraient de faire des profits avec la vente des médicaments en question. Seuls les malades y perdraient, puisque leur remboursement serait diminué.

Décidément, dans les milieux gouvernementaux, l'heure n'est pas à s'attaquer si peu que ce soit aux intérêts des patrons.

Claude CHARVET.

Le ras-le-bol des handicapés

Le « ras-le-bol » des handicapés, c'est ce qu'ont voulu dénoncer 24 associations concernées par ces problèmes, qui ont organisé une conférence de presse le 24 novembre.

En juin 1975 en effet, a été votée une loi d'orientation en faveur des handicapés. Pour limitée qu'elle soit, cette loi prévoyait cependant la création d'une allocation d'études spéciales, la garantie de ressources pour les travailleurs handicapés et des dispositions tendant à favoriser la vie sociale des handicapés (par exemple, l'obligation pour des logements ou les transports d'être accessibles pour les handicapés).

Mais certains décrets d'appli-

cation (comme pour les logements par exemple) ne sont même pas encore parus.

Et quand ils le sont, ils ne sont pas appliqués pour des motifs divers. Ainsi, 3 000 dossiers d'enfants handicapés sont en instance à Paris — c'est-à-dire que leurs familles ne touchent pas les allocations — parce que les anciennes commissions qui auparavant allouaient les allocations ne se réunissent plus, tandis que celles qui ont été créées ne se réunissent pas encore !

Les organisateurs de la conférence de presse ont également dénoncé le montant ridiculement bas des allocations (ainsi, l'allocation aux adultes se monte à

46,6 % du SMIC seulement !).

En conclusion, il y a loin des grandes déclarations faites lors de la parution de la loi à la réalité, 17 mois après.

Et cela n'a rien d'étonnant. Dans cette société, l'Etat sait donner des milliards à Dassault et à ses compères, mais est bien incapable de débloquent les malheureux crédits qui permettraient aux handicapés de toucher les allocations promises ou de bénéficier des mesures prévues pour leur faciliter la vie, à eux ou à leurs proches. Des allocations et des mesures qui sont pourtant bien dérisoires face à leurs besoins.

Laurence VINON.



Les handicapés en ont ras-le-bol, mais ce n'est pas d'aujourd'hui. Ici, une manifestation, le 4 décembre 1974. (Fotolib)

Vaccinations, culture et mysticisme

Deux enfants sont morts de la diphtérie le 12 novembre dernier, à Tremblay-les-Gonesse.

Aussitôt, une partie de la presse n'a rien trouvé de mieux que d'en rejeter la responsabilité sur les parents, qui auraient dû faire vacciner leurs enfants contre la diphtérie.

Certains journaux d'extrême-gauche, par contre, se sont faits à cette occasion, les porte-parole de l'« anti-vaccination ».

Libération du 18 novembre publiait un communiqué de la « Ligue pour la liberté des vaccinations et dénonçait ceux « qui trouvaient là l'occasion de relancer une campagne en faveur des vaccinations ». Et on pouvait lire dans Rouge du 19 novembre dernier : « On nous dit aussi : « la vaccination n'est pas dangereuse... Là encore, certains ne sont pas de cet avis. Mais on ne leur donne pas la parole (...) ».

« La France reste le pays le plus vaccinaliste d'Europe. Les intérêts commerciaux pèsent certainement lourd dans le maintien de cette situation. Le vaccin est une denrée très lucrative... ».

Ces positions (que ne partagent tout de même pas tous les rédacteurs de Rouge, si l'on en juge par la prise de position en sens opposé de l'un d'eux, dans le numéro du 24 novembre) ne sont pas nouvelles. Ce sont celles de tout un courant qui, au nom de la « liberté individuelle » et du « retour à la nature », explique, entre autres, que la vac-

cination ne devrait pas être obligatoire, qu'elle est inefficace, voire nuisible.

Certes, il est vrai que la vaccination ne résout pas tous les problèmes, surtout qu'il ne suffit pas de la rendre obligatoire. La vaccination est encore, malgré tous les progrès de la médecine, la meilleure arme dont on dispose devant certaines maladies. Mais elle ne peut être pleinement efficace que si elle n'est pas ressentie comme une brimade, que si les gens ne sont pas tentés de s'y soustraire comme on essaie de se soustraire aux impôts, que si elle est acceptée volontairement. Et cela demande un autre niveau de culture générale et de culture scientifique que celui que cette société est capable de donner à la majorité de la population.

Mais dans cette société, l'obscurantisme n'est pas l'apanage des classes les plus pauvres. La preuve en est que, dans des couches sociales qui ne sont pas — loin de là — les plus défavorisées culturellement, que parmi des gens qui se veulent par ailleurs des esprits avancés, on voit surgir, au nom d'une conception quasi religieuse de la « nature » et des traitements « naturels », des gens qui se font des adversaires acharnés de la vaccination et qui trouvent jusque dans l'extrême-gauche des oreilles complaisantes.

Car on peut se dire d'extrême-gauche, et néanmoins défendre des idées réactionnaires.

Anne SEVILLE.

Les chèques se barrent

Le Parlement vient de voter en première lecture des mesures restrictives concernant l'utilisation des chèques bancaires : suppression des chèques aux porteurs, impossibilité « d'endosser » un chèque (c'est-à-dire de le faire verser sur le compte d'une autre personne que celle à laquelle il était primitivement destiné) et l'obligation de barrer tous les chèques.

D'après les auteurs de ce projet de loi, il s'agirait de lutter contre les vols de chèques dans le courrier (que la pratique de l'endossement permettait aux voleurs de toucher assez facilement) et contre la fraude fiscale (la même pratique permettant à un commerçant de verser le chèque reçu d'un client sur le compte d'un prête-nom, sans qu'il figure dans sa comptabilité à lui, commerçant).

C'est très joli de s'apercevoir maintenant que l'usage des chèques permet un certain nombre de combines de ce genre. Mais

pourquoi, alors, avoir mené pendant des années une politique (l'interdiction de verser en liquide des salaires de plus de 1 000 F) qui a pratiquement obligé tous les salariés à avoir un compte bancaire ? Car si les mesures que viennent de voter les députés ne gêneront en rien les gens fortunés, l'obligation de barrer tous les chèques (c'est-à-dire l'obligation, quand on recevra un chèque, de le déposer à son compte en banque et d'attendre que sa banque l'ait encaissé avant de pouvoir tirer dessus) ne manquera pas de gêner bon nombre de petites gens qui — à la fin du mois, ou même avant — n'ont pas la possibilité d'attendre trois ou quatre jours avant de tirer sur un chèque reçu, pour une raison ou une autre.

Quant à la lutte contre la fraude fiscale, parions que ce n'est pas avec ce système de gagnepetit que Dassault a réussi à détourner tant de milliards au fisc.

Roger PERIER.

Saisies :



Les huissiers et le commissaire ont saisi par erreur, mais sans ménagements, les meubles d'un chauffeur de taxi parisien. Mais c'est aussi scandaleux lorsqu'ils ne se trompent pas d'étage. (Ph. AFP)

Des huissiers et des commissaires honteux

● La semaine dernière un chauffeur de taxi, habitant une HLM du 11^e arrondissement à Paris et qui dormait après avoir travaillé toute la nuit, a eu la surprise à son réveil de voir son appartement vidé ! Quelques instants après, on frappait à sa porte pour lui ramener ses meubles : l'huissier et le commissaire venus pour faire une saisie dans l'immeuble s'étaient tout bonnement trompés d'étage. Avaient-ils vu le dormeur dans l'appartement qu'ils videraient ? Ah, bien sûr ! Pourquoi ne l'avaient-ils pas réveillé ? L'huissier lui-même en donne l'explication en guise d'excuse : « Pour éviter tout scandale, qui ne peut que provoquer un grand retard, il est préférable de ne pas devoir affronter la colère des propriétaires ».

Deux jours plus tard, c'était dans une HLM de Bagnole que pareille méprise arrivait. Là, l'huissier, le commissaire et la bande pénétraient dans un appartement en fracturant la porte, volaient meubles, télé, frigo... et repartaient en laissant la porte ouverte. Ils ne s'étaient pas trompés d'éta-

ge, mais il y avait plusieurs mois que l'appartement avait changé de locataire et que celui qu'ils devaient saisir n'habitait plus là. Ces messieurs avaient fait exprès de ne pas vérifier auprès de la conciergerie s'ils étaient bien à la bonne adresse : on ne sait jamais, si la conciergerie alertait les voisins.

Et on comprend que ces gens-là agissent à la sauvette, comme des voleurs, qu'ils se cachent, qu'ils aient honte, vu le métier qu'ils font, qu'ils craignent la réaction des habitants, des voisins, car ces saisies sont révoltantes. Et ce sont des vols dont les victimes sont toujours ceux qui sont le plus dans la misère. On les dépouille du peu de meubles qu'ils peuvent avoir, pour un ou deux loyers qu'ils n'ont pas pu payer, ou pour une dette de quelques centaines de francs au percepteur. Un mobilier que l'on vendra ensuite à bas prix. Car on s'en moque : c'est juste pour récupérer le montant de la dette et l'huissier évalue toujours très largement ce qu'il se donne le droit de voler. Mais sa victime, qui devra re-

nouveler son mobilier, en aura pour des mois et des mois d'économies.

Alors, ce ne sont pas tellement ces deux erreurs qui sont graves. Et on peut même espérer que cette fois, les victimes, dont l'une a porté plainte, finiront par obtenir une indemnisation complète des dégâts. Mais les autres, ceux qui sont les victimes officielles des saisies (comme cette famille ouvrière de Créteil, avec quatre enfants à charge, qui, pour une dette de 653,30 F s'est vue voler la semaine dernière également, ses meubles de salon, son armoire, un bar, son poste de radio et sa télé, son réfrigérateur), ils ne reverront plus rien. Ils ont été volés selon la loi. Il arrive parfois heureusement que les voisins soient alertés à temps et que, s'ils ont pu se rassembler assez nombreux, ils réussissent à empêcher la saisie. C'est de cela que les huissiers et commissaires ont peur. C'est pour cela qu'ils essaient toujours d'opérer en cachette, quitte à faire des erreurs.

Olivier BELIN

Pour les droits civiques aux anciens détenus

Un nouveau mouvement, le Mouvement d'émancipation collective et individuelle, qui compte entre autres parmi ses fondateurs, Serge Livrozet et Jacques Lesage de la Haye, nous a fait parvenir un communiqué, dont nous publions ci-dessous les extraits :

« Les anciens détenus appartiennent (...) à une catégorie de justiciables ayant fait l'objet de sanctions (...) et l'on pourrait penser qu'une fois la peine purgée, il ne reste plus de trace de la condamnation prononcée sous l'alibi de la sauvegarde de la société. Il n'en est rien. (...)

L'article 42 du Code pénal nous interdit aussi bien d'être éligibles qu'électeurs. Ce qui ne nous empêche nullement d'être obligés de payer des impôts de la même façon que tous les ci-

toyens. (...) C'est donc au titre de nos capacités manuelles et intellectuelles, mais aussi au titre du droit à la dignité et à la qualité de citoyen à part entière, que nous entendons réclamer avec force le droit de vote et d'éligibilité.

(...) Nous nous sommes réunis à quelques-uns pour créer le Mouvement d'émancipation collective et individuelle, afin de dénoncer l'injustice et la fausseté du processus électoral actuel. »

Même si nous pensons que le droit de vote ne changera pas les choses et que l'efficacité des anciens détenus qui veulent changer la vie et la société dépendra bien plus de leur conscience et de leur combativité que de leur bulletin de vote, nous ne pouvons bien sûr que soutenir la revendication du MECI pour l'obtention des droits civiques aux détenus.

LE MEILLEUR CHOMEUR DE FRANCE

Le titre de Meilleur ouvrier de France est décerné sans qu'on connaisse au départ l'identité du candidat. Il n'est révélé qu'ensuite.

Cette fois, stupeur, le meilleur ouvrier est... chômeur depuis 20 mois ! Pire, c'est un gréviste du Parisien Libéré, syndiqué CGT et qui participe à l'occupation de son imprimerie de la rue d'Enghien, à Paris.

Giscard aura sans doute bonne mine lorsqu'il devra, le 12 décembre prochain, remettre en personne la médaille au lauréat. Celui-ci a d'ailleurs déjà annoncé son intention de s'entretenir avec le président du problème des travailleurs du Parisien Libéré.

En tout cas, l'institution patronaliste du Meilleur ouvrier de France se retourne cette fois contre ses promoteurs qu'elle ridiculise.

Les ouvriers sont bons, certes, mais ce sont l'organisation sociale et les institutions qui sont absurdes.

Vincent GELAS.

DES NOUVEAUX DROITS POUR LES POLICIERS

Actuellement se discute au Parlement un projet de loi visant à la répression du banditisme. Du moins c'est Poniatowski qui le dit ! Sous prétexte de lutter contre un éventuel « trafic d'armes », les policiers seraient autorisés à fouiller les voitures.

Jusqu'à présent en effet les automobiles étaient assimilées à un domicile, c'est-à-dire qu'il était nécessaire d'avoir un mandat de perquisition pour les fouiller. Et cette fouille devait se faire sous le contrôle d'un juge. Désormais, n'importe quel policier pourra tout à fait légalement visiter votre voiture.

Oh, ce n'est pas qu'ils se gênaient auparavant pour le faire, et d'autant plus facilement que b'en des gens ignoraient que c'était illégal ou estimaient qu'ils au-

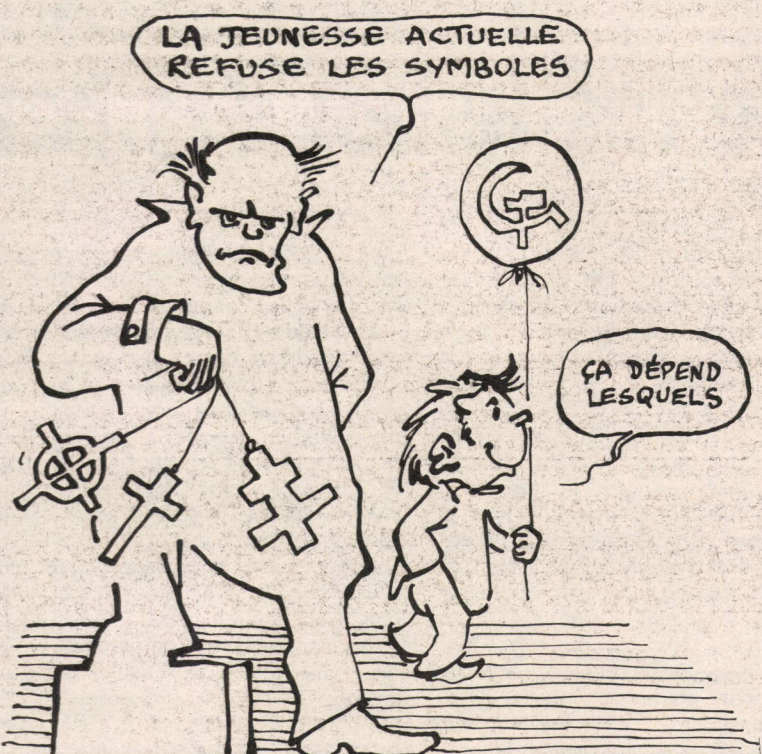
raient moins d'ennuis en laissant fouiller leur voiture qu'en s'opposant à cette fouille.

La loi, c'est bien connu, ce n'est pas aux flics de l'appliquer ! Mais le vote de cette nouvelle loi (car, même si elle subit quelques modifications dans les allers et retours entre la Chambre et le Sénat, elle a bien des chances de passer) va donner de nouveaux droits à la police et, finalement, lui permettre d'outrepasser encore plus la loi...

Une fois de plus, comme lors du vote de la loi anti-casseurs, la « répression contre le banditisme » a bon dos et ne vise qu'à renforcer encore plus les pouvoirs de la police, dans le même temps qu'est restreinte la liberté individuelle.

Marianne LAMIRAL

" Démocratie française " au lycée-CET de Corbeil



Depuis l'année dernière, nous avons un nouveau proviseur, membre de l'UDR et même « coordinateur » d'une opération de rassemblement de l'UDR dans l'Education nationale. Il s'est fait fort, d'après La Nation du 6 octobre, de reprendre en main les jeunes « manipulés par des adultes affiliés au PC, au PS ou à leurs satellites ».

Chose promise, chose due. Nous n'avons plus le droit de nous réunir : le préfabriqué qui servait de foyer a été laissé à l'abandon et vient d'être rasé. Plus de droit d'affichage : toutes nos affiches sont arrachées par l'administration qui les garde pour son dossier personnel (qui doit être maintenant plutôt épais). La discipline s'est renforcée : au CET, trois retards donnent un avertissement et trois avertissements un renvoi de trois jours. Les sanctions et les menaces sont de plus en plus fréquentes, pour les internes comme pour l'ensemble des lycéens.

Mais le summum de cette « po-

litique libérale avancée » fut atteint le vendredi 19, lorsque, en arrivant le matin, nous avons trouvé toutes les portes fermées et cadenassées, sauf une petite, nous obligeant à entrer un par un (nous sommes environ 3.000). Et en plus de cela un comité d'accueil était présent : le proviseur, bien sûr, mais aussi des flics en civil, à la porte et dans le lycée (il y a eu des contrôles d'identité aux alentours de l'établissement).

Le proviseur a peur de nous voir manipulés. Mais avait-il autant peur l'année dernière, lorsque nous trouvions des paquets de tracts de l'UJP sur les tables, en entrant en classe le matin ?

Notre proviseur avait déclaré à La Nation : « la « gauche » a lancé la bataille sur le terrain de la jeunesse. Or si nous perdons un jour la bataille sur ce terrain, nous la perdrons partout ».

S'il s'imaginaient que c'est avec ce genre de méthode qu'il va convaincre les jeunes...

Correspondant LO.

Une justice « populaire » triée sur le volet

Après le jugement en cour d'assises qui le 16 novembre dernier a acquitté sous les applaudissements du public l'homme qui avait tiré sur un Algérien avec son 22 long rifle, lui sectionnant la moelle épinière, le paralysant pour la vie, certains commentateurs ont eu le culot de faire « remarquer » sur les ondes qu'il était mal venu d'accuser la justice de racisme, puisqu'en l'occurrence il s'agissait d'une justice « populaire », celle des neuf jurés d'assises. Tant il est vrai que certaines bonnes âmes n'hésitent jamais à invoquer la prétendue bassesse populaire pour camoufler la leur. Ce qu'ils ont omis de remarquer, par contre, c'est que, parmi les neuf jurés chargés de « faire justice » dans un procès où la victime était un travailleur immigré, il n'y avait pas un seul travailleur immigré (alors qu'il y a trois millions de travailleurs immigrés en France, soit 10 % de la population active !).

En réalité, le caractère « populaire » des tribunaux d'assises est une véritable imposture. Et ce n'est pas par-

ce qu'on y fait participer neuf petits bourgeois soigneusement sélectionnés, pleins de suffisance, dignes représentants de cette majorité silencieuse qui ne s'exprime qu'à l'ombre des prétoires, que les tribunaux d'assises ont quoi que ce soit de populaire. La sélection de ces fameux jurés est particulièrement scandaleuse. Au point que Giscard d'Estaing lui-même avait parlé il y a quelques années de réexaminer les règles de désignation des jurés, pour que le jury d'assises représente « le plus fidèlement possible le corps social » (sic). C'est dire à quel point il doit peu le représenter dans la réalité.

Bien sûr, il n'est pas dit qu'un jury plus représentatif, dans l'affaire d'Alençon, n'aurait pas eu de réactions racistes. Mais qu'en la circonstance on n'ait au moins pas l'indécence de parler de justice populaire.

Tout se passe en effet comme si les magistrats et les notables, qui participent aux commissions qui désignent les listes de jurés possibles, s'entouraient de toutes les garanties possibles et imaginables pour obtenir



des jurys... à leur mesure. Le témoignage d'un ténor du Barreau de Marseille, Emile Pollak, qu'on ne peut certes pas taxer de gauchisme, dans son livre La parole est à la défense, est à cet égard éloquent :

« Le recrutement des jurés est pour moi un mystère. Les listes d'où ils sortiront sont, je crois, proposées par les maires et contrôlées par les juges d'instance. C'est la théorie. Mais quelque chose me laisse toujours profondément rêveur : c'est que, dans un département comme celui des Bouches-du-Rhône, avec une ville comme Marseille, donc plusieurs millions d'habitants, la cour d'assises ne peut pas être pourvue facilement de jurés. C'est énorme ! Et pourtant cela doit être puisqu'on arrive d'une session à l'autre à retrouver des gens qui ont déjà été jurés plusieurs fois ! Des jurés professionnels, en quelque sorte. (...) »

Il existe une liste de cinq cents ou six cents noms, d'où l'on extrait par tirage au sort vingt-quatre noms... Les chouchous, c'est les petits bouti-

quiers, les placides retraités (de quoi ? La Cour de cassation permet qu'ils ne disent pas de quel emploi), des petites gens sensibles à la peur du méchant bandit, qui vont se trouver écrasés par la majesté de la cour, la personnalité du magistrat et qui ne comprennent pratiquement rien à ce qui se passe sous leurs yeux. (...) »

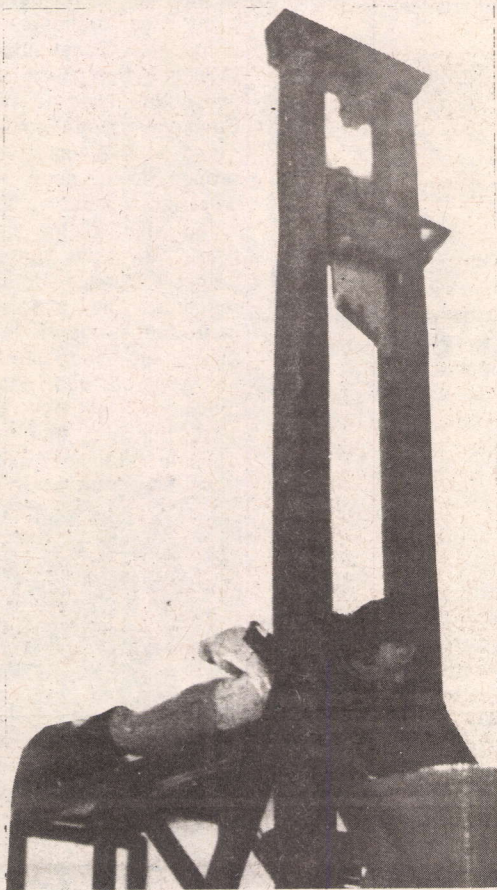
Un jour, dans une cour d'assises que je ne veux pas désigner, j'ai plaidé que les aveux avaient été arrachés à mon client par la violence. Le soir-même j'ai appris qu'un juré avait dit : « Cet avocat, il faudrait le foutre au bloc ». C'était un commissaire de police à la retraite. Je n'avais pas été curieux au moment du tirage au sort. (...) »

Un jour que, machinalement, devant un retraité, j'avais dit : « De quoi ? » l'homme se tourna vers moi et répondit malicieusement : « Retraité de la gendarmerie. Maintenant, je sais que mon compte est bon. Allez-y, récusez-moi ! ». Sans commentaires.

H.C.

LA JUSTICE N'A PENSE A LA MERE DE RANUCCI... QUE POUR LUI RECLAMER DE L'ARGENT

Reconstitution d'une exécution lors de la manifestation contre la peine de mort qui a eu lieu récemment à Paris. (Sipa')



Le Trésor public vient de réclamer à la mère de Christian Ranucci, guillotiné en juillet dernier à l'âge de 20 ans pour le meurtre d'une fillette, le paiement des frais du procès de son fils !

Il faut vraiment manquer de pudeur pour aller oser réclamer à une mère de payer la condamnation à mort de son fils ! Mais ce geste est à la mesure de cette société ignoble qui assassine froidement, au nom de la morale et de la justice.

Sans ressources, moralement très éprouvée par le drame de son fils, la mère de Christian Ranucci a refusé de payer les 6 000 F qu'on lui réclamait.

Dans une interview publiée par Libération du 17 novembre dernier, elle raconte : « Il faut parler des mères des condamnés. Elles vivent l'enfer

sur la terre. Je vis sous médicaments. Autrement, je n'aurais pas tenu ».

Mais de cela, justement, on ne parle pas.

Tous les défenseurs de la peine de mort, tous ceux qui réclament à grands cris au nom de la morale et de l'humanité la tête d'un assassin, se gardent bien de parler des parents des condamnés, de leurs proches. Non seulement ils veulent la mort d'un homme qui a tué, mais aussi ils sont prêts à infliger à ceux qui l'aiment — et qui sont innocents — d'indicibles souffrances.

Les gens qui ont envoyé Ranucci à l'échafaud, des jurés à Giscard, n'ont pas eu une pensée pour sa mère Et cela mesure toute l'hypocrisie des larmes qu'ils ont versées sur les parents d'un enfant assassiné.

A.S.

Guillotines électorales

Le pourvoi en cassation de Joseph Keller et Marcellin Horneich, condamnés à mort pour avoir violé et tué un couple de jeunes Anglais, a été rejeté. Il ne reste plus que la grâce présidentielle qui puisse leur éviter la mort.

La télévision a présenté des images montrant les deux condamnés jouant aux boules avec leurs gardiens dans la cour de la prison. Spectacle fausement banal — on leur avait cependant laissé les menottes aux mains — de deux hommes qui vivent dans l'incertitude, dans l'attente d'une décision qui fera qu'ils pourront continuer à vivre — à croupir dans une prison — ou qui les conduira dans les heures qui suivent vers l'échafaud.

Certes, le crime des deux con-

damnés à mort était horrible. Mais n'est-elle pas encore plus scandaleuse, plus horrible, l'attitude de tout l'appareil judiciaire qui, de sang froid, a décidé de supprimer deux vies !

D'autant que, si Giscard refuse la grâce de ces deux condamnés, chacun sait bien que ce ne sera pas dû à l'horreur de leur crime, mais aux calculs sordides d'un homme supputant les incidences électorales de sa décision finale, le nombre de voix réactionnaires que son geste peut lui garder.

Joseph Keller et Marcellin Horneich seront-ils exécutés ? S'ils le sont, ce sera parce que les élections partielles ont été mauvaises pour les Républicains Indépendants.

Jean-Jacques FRANQUIER

ORLY SUD

Les CRS d'Air France contre les travailleurs immigrés

C'est l'Ait el Kébir, la fête du mouton. Les immigrés rejoignent le Maghreb, chargés d'énormes colis pour leurs familles. Ils arrivent à l'aéroport un peu angoissés : ils ont été si souvent les victimes de la surcharge et de la malhonnêteté des agences de voyage dont le seul objectif est le profit, on leur a si souvent vendu des billets alors que l'avion était déjà plein.

Ce lundi matin, une trentaine de travailleurs qui furent débarqués la veille de l'avion pour Oujda, occupaient le comptoir-vente en signe de protestation. Des chariots à bagages bloquaient l'accès des autres passagers. Finalement, Air France a fait appel aux CRS qui les ont délogés.

C'est sans doute ce qu'on appelle le « traitement spécial » Afrique du Nord.

En définitive, ils sont partis pour Oujda lundi dans la journée, avec 24 heures de retard.

Pour nous non plus, la situation n'est pas drôle. Nous étions en première ligne pour subir la colère, justifiée, de ces voyageurs qui ne sont finalement pas traités comme les autres parce que ce sont des travailleurs immigrés.

C'est la direction qui est responsable de cet état de fait puisqu'elle connaît le problème posé depuis des années et qu'elle n'ignore pas non plus les noms des agents de voyage escrocs. Elle dispose pourtant de tous les moyens de faire cesser le scandale. En ne s'y opposant pas, elle s'en rend complice.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Air France Orly-Sud.)

ESPAGNE

VERS LE PLEBISCITE JUAN-CARLISTE

Comme on pouvait s'y attendre, les Cortès ont donc approuvé le projet de réforme politique du gouvernement Suarez. Le référendum destiné officiellement à faire approuver ce projet par la population, et en réalité à faire plébisciter Juan Carlos et sa politique, a aussitôt été fixé au 15 décembre. Et Suarez a annoncé que les élections destinées à désigner les députés des chambres prévues par cette réforme auront lieu en juin 1977.

Un an après la mort de Franco, le vote des Cortès a sonné le glas du régime laissé en place par le Caudillo. Et la manifestation des anciens combattants franquistes, place de l'Orient, si elle a prouvé que l'extrême-droite existe toujours (et la classe ouvrière devra en tenir compte) a montré aussi que ce n'est plus elle qui fait la loi.

Mais si Juan Carlos poursuit la réalisation de son objectif : la mise en place, en Espagne, d'un régime parlementaire bourgeois, il serait illusoire que la population laborieuse d'Espagne attende

de cela l'avènement d'une société réellement démocratique. La libéralisation de Juan Carlos ne vise qu'à limer les aspérités des chaînes de la classe ouvrière espagnole, pas à les briser. Comme le prouve l'arrestation pendant quelques jours des délégués de la LCR-ETA VI, pour faire pendant aux mesures qu'il était amené à prendre en même temps contre l'extrême-droite. Comme le prouve aussi le fait que si on parle aujourd'hui d'élections « libres » pour juin 1977, on ne sait rien encore de la liste des formations politiques qui pourront y participer (le cas du Parti Communiste, en particulier, étant toujours en suspens).

La manière dont est prévue la campagne pour le prochain référendum est d'ailleurs elle aussi significative de la « démocratie » juan carliste. Seuls les partis légaux (c'est-à-dire les associations politiques reconnues par la loi franquiste) pourront y participer officiellement, et avoir accès à la radio et à la télévision. Pour les partis « légalisables » (ceux

qui sont aujourd'hui seulement tolérés, comme les deux partis socialistes) le ministre de l'Intérieur a annoncé que le gouvernement se réservait le droit de les faire accéder, à sa convenance, aux mass-média officiels. Quant au Parti Communiste et à l'extrême-gauche, il n'est même pas question d'eux.

Visiblement, Juan Carlos ne tient pas à donner la parole aux formations de « l'opposition démocratique » qui pourraient envisager de faire voter « non », et il tient aussi à montrer qu'il peut avoir une nette majorité de oui, sans leur soutien éventuel.

Ce n'est pas d'un gouvernement bourgeois que la classe ouvrière peut attendre des libertés démocratiques réelles. Et encore moins d'un gouvernement qui prépare un plébiscite. Après, comme avant le vote de la réforme « démocratique », les seules libertés sur lesquelles la classe ouvrière pourra compter sont celles qu'elle saura conquérir.

F.D.



Manifestation organisée par les franquistes à l'occasion du 1^{er} anniversaire de la mort de Franco, place d'Orient, à Madrid. (AFP)

ALGERIE

LA DICTATURE S'INSTITUTIONALISE

Les consultations électorales se succèdent en Algérie : référendum sur la Charte nationale le 27 juin dernier, puis vote sur la Constitution qui vient de se dérouler. Le 10 décembre ce sera l'élection du président de la République, et en janvier 1977 ce sera au tour de l'Assemblée nationale de se faire élire.

Quatorze ans après l'indépendance, le régime a donc décidé de se donner une façade démocratique. Car la précédente Constitution adoptée sous Ben Bella avait été suspendue avec la venue de Boumedienne au pouvoir.

Les journalistes ironisent à propos de la quasi-unanimité dans les résultats : la Constitution vient d'être approuvée par 99,18 % des suffrages exprimés. Chaque fois qu'on rencontre des chiffres de ce genre on subodore la fraude. Et il y en a certainement eu, ne serait-ce que dans cette province éloignée où sur 180 000 inscrits il n'y a guère eu que 213 abstentions ! Et

l'absence de démocratie va se traduire également par le fait que Boumedienne sera candidat unique à l'élection présidentielle.

Maïs la fraude et les mesures dictatoriales n'expliquent pas tout. Si les élections avaient été absolument libres, il est probable que le régime aurait quand même bénéficié du soutien de la majorité de la population.

Car les masses populaires considèrent encore que c'est « leur » régime, celui de l'indépendance algérienne, celui de la dignité retrouvée.

En tout cas, à l'époque pas si ancienne de la domination coloniale française, l'Algérie en avait connu de ces scrutins truqués où la métropole était parvenue au tour de force d'obtenir l'écrasante majorité des voix de ceux qui prenaient ou allaient prendre, les armes contre elle !

Certains qui ont l'ironie facile aujourd'hui feraient bien de s'en souvenir.

S.D.

R.F.A.

STRAUSS, CANDIDAT A LA DIRECTION DE LA DROITE ALLEMANDE

Le 19 novembre, Franz Josef Strauss a annoncé que les cinquante-trois députés de la CSU, le parti « chrétien-social » bavarois dont il est le dirigeant, ne siègeraient plus avec ceux de la CDU, le parti « chrétien-démocrate », et qu'ils allaient constituer un groupe parlementaire à part au Bundestag.

Ce n'est pas la première fois que le chef de la CSU, parti qui n'existe qu'en Bavière et qui est plus marqué à droite que la CDU (parti qui existe dans toute l'Allemagne, sauf en Bavière) prend du champ par rapport à cette dernière et proclame avec éclat son indépendance. C'est de tradition à chaque veille d'élections, ou quand il s'agit de répartir les portefeuilles entre la CSU et la CDU dans un cabinet ministériel. Lors de la préparation des élections de 1969, Strauss avait même menacé de présenter des candidats CSU contre ceux de la CDU si ceux-ci ne faisaient pas une campagne assez à droite à son goût. Il avait même menacé d'étendre son parti aux autres états de l'Allemagne Fédérale, par le biais de comités « d'amis de la CSU ».

Cette fois pourtant, Strauss

pourrait bien passer aux actes. Les récentes élections du 3 octobre dernier ont montré une certaine poussée à droite de l'électorat allemand. Si les sociaux-démocrates, et le parti libéral pour l'instant leur allié, ont conservé de justesse une majorité réduite au Bundestag, et le pouvoir, la CDU et plus encore la droite ont nettement progressé.

Mais la CDU n'a progressé que de 3,5 % des voix alors que le parti de Franz Josef Strauss gagnait 5 % de voix supplémentaires en Bavière. Au point que Strauss a pu accuser les « gens du Nord » d'être responsables du fait que la coalition dirigée par Helmut Schmidt, a finalement conservé la majorité.

Celui qui porte le surnom de « taureau bavarois », et qui s'est distingué durant la récente campagne électorale par des déclarations tonitruantes contre le danger marxiste, que représente selon lui le SPD, éclipsant à cette occasion le falot candidat-chancelier Helmut Kohl, chef de la CDU, a donc de bonnes raisons de tenter de s'imposer comme le leader reconnu de la droite à l'échelle du pays tout entier et

non plus seulement de la Bavière.

Dans l'Allemagne de 1976, touchée par le chômage où le gouvernement « socialiste » de Schmidt assume l'impopularité des mesures gouvernementales, les vociférations d'un Josef Strauss contre les « rouges » qui, selon lui, fourmillent dans l'enseignement, et la menace des « Cosaques » installés aux portes de l'Allemagne ; sa campagne contre « l'égalité qui s'oppose à la liberté » pour un régime fort nettement marqué à droite, peuvent lui valoir de nouveaux succès auprès de tous les petits bourgeois mécontents.

Peu importera alors que l'homme providentiel, qui s'adresse au nom du renouveau moral ait été mêlé aux scandales des pots de vins distribués par Lockheed dès la fin des années 1960, et que cet ardent défenseur d'une armée allemande forte intégrée dans l'OTAN, ait été le responsable de l'achat des fameux Starfighters surnommés les cercueils volants par les pilotes de l'armée ouest-allemande. Si l'époque est favorable aux brailards, Franz Josef Strauss a ses chances !

Pierre VERNANT.



Boumedienne.

(Fotolib)



Giscard et Hassan main dans la main, en mai 1975 à Fez. Copains et coquins.

(Ph AFP)

HASSAN, GISCARD : LES COPAINS

Il a suffi que Hassan II vienne à Paris pour discuter affaires avec Giscard, pour que la presse et la télévision découvrent et vantent à qui mieux mieux les mérites du régime marocain.

Il faut dire que Giscard, en recevant à l'aéroport son « copain » — c'est Hassan lui-même qui se qualifie ainsi — avait donné le ton en le félicitant de « **doter le Maroc d'institutions adaptées à ses données particulières, avec la participation de tous les partis politiques** ».

Ce que Giscard ne dit pas — à moins qu'il pense que ce soit cela, l'adaptation aux « données particulières » — c'est que les dirigeants des partis politiques marocains n'ont en fait le choix qu'entre

cette participation — c'est-à-dire l'alignement pur et simple sur la politique du monarque — et un séjour de durée indéterminée et d'issue incertaine dans les prisons moyenâgeuses du royaume, où crouissent des centaines d'opposants.

En fait, même si, depuis l'aventure nationaliste de la « marche verte » vers le Sahara espagnol, Hassan a pu se targuer d'un soutien populaire, son régime n'a pas changé. C'est toujours la même dictature, sanguinaire et féodale.

De ce point de vue, ses déclarations aux journalistes de la presse française sont édifiantes. Questionné sur le sort des prisonniers politiques au Maroc, il a simplement répondu qu'il n'y en avait pas. Il y

a bien des prisonniers, mais **« ce ne sont pas des prisonniers politiques, mais des hors-la-loi. Un homme qui sort de la loi n'est plus un prisonnier politique »**.

Décidément, les copains de Giscard se suivent et se ressemblent.

Il y a quelques mois, Giscard était reçu par son copain le Chah d'Iran.

Début novembre, il déléguait Galley chez le copain Duvalier, à Saint-Domingue.

Aujourd'hui, c'est le copain Hassan qui vient à Paris.

Comme brochette de dictateurs sanguinaires, on peut difficilement faire mieux. Mais Giscard, l'« humaniste libéral avancé », n'a pas peur de se salir les mains. Les affaires sont les affaires.

Liban :

La complicité israélo-syrienne

Les trente mille hommes et l'imposant matériel militaire de l'armée syrienne — d'ailleurs même pas repeint en blanc, aux couleurs de la force arabe, comme il aurait dû l'être pour respecter les formes — occupent maintenant la quasi-totalité du Liban.

Les Israéliens, qui avaient depuis longtemps déclaré qu'ils ne toléreraient pas la présence des Syriens au Sud-Liban, dans la zone limitrophe d'Israël, ont envoyé des renforts sur la frontière et déclenché un tir d'artillerie sur des villages libanais, samedi et dimanche 20 et 21 novembre, en riposte à quelques obus libanais ou palestiniens tombés en territoire israélien.

Les tirs d'artillerie sur la frontière n'ont causé aucun mal à l'armée syrienne, mais en ont fait à des villages libanais du camp

progressiste. Belle façon de faire semblant de montrer les dents aux Syriens, tout en bombardant Palestiniens et Libanais !

Car en fait, malgré leur hostilité affichée, les Israéliens et les Syriens sont complices contre les Palestiniens et les progressistes libanais, et de longue date ! Lorsque les troupes syriennes avaient commencé leur invasion du Liban, la flotte de guerre d'Israël effectuait un blocus des côtes libanaises tenues en main par les Palestino-progressistes.

En fait, il semble qu'un compromis sera trouvé de part et d'autre. Le Sud-Liban, aux frontières d'Israël, est surtout peuplé de villages chrétiens du camp conservateur. Après tout, les Syriens pourront sans doute renoncer à occuper ces endroits-là, ce qui permettra à Israël de sauver les apparences.

Est-ce à dire que la complicité de fait entre Israël et la Syrie se prolongera continuellement ? L'antagonisme entre les deux pays n'a pas disparu. Si l'occupation syrienne venait à se prolonger au Liban — et tout indique que les Syriens envisagent de rester longtemps, une annexion du Liban n'est même pas exclue — deux conséquences pourraient se produire. D'une part, un rebondissement du conflit entre la population libanaise et l'armée syrienne. Et d'autre part, Israël pourrait cette fois décider de s'opposer à l'annexion du Liban, son intérêt étant de maintenir la division des Etats dans cette région du monde.

En tout cas, la présence de la prétendue « force de paix » arabe est grosse de nouveaux conflits.

André VICTOR

Afrique du Sud :

6 ANS DE PRISON POUR AVOIR ÉDITÉ DES TRACTS

Le journaliste sud-africain Anthony Holiday vient d'être condamné à six ans de prison par la Cour suprême de Prétoria pour « activités subversives ». Les activités subversives en question consistent en l'édition de tracts favorables au Congrès National Africain et au Parti Communiste Sud-Africain. Ces deux organisations sont bien entendu illégales et la propagation de leurs idées par voie de tracts est considérée par le régime dictatorial de M. Vorster comme une activité hautement dangereuse.

En septembre dernier, un autre journaliste d'Afrique du Sud, David Rabkin, avait été condamné à dix ans de réclusion exactement pour les mêmes motifs.

Cette fois-ci, au cours du procès de M. Holiday, on fit témoigner contre lui deux journalistes qui avaient également participé à l'édition de ces tracts : promesse leur avait été faite que, s'ils acceptaient d'être témoins à charge, ils seraient libérés. L'un des deux a bien été libéré. Mais l'autre a été maintenu en détention, car on l'a inculpé pour d'autres charges...

Le système de l'Apartheid tente de se survivre par les emprisonnements, les tortures et les assassinats. Dans sa répression, il n'épargne pas davantage les Blancs qui prennent fait et cause pour la liberté et l'égalité des races.

Il faudra sans doute encore bien d'autres mouvements de la population noire comme on en a vu ces derniers mois et bien d'autres actes courageux comme celui de Anthony Holiday pour renverser le régime raciste et dictatorial d'Afrique du Sud.

Mais c'est grâce à cette lutte, à la mobilisation de la population noire, qu'on peut espérer aujourd'hui que les jours de ce régime sont comptés.

H.D.

Comment l'esprit vient aux patrons

Quinze hommes d'affaires sud-africains parmi les plus influents veulent lancer un fonds de plusieurs millions de rands pour améliorer la qualité de la vie des Africains vivant dans les zones urbaines d'Afrique du Sud.

Bon nombre d'homme d'affaires et d'industriels d'Afrique du Sud sont, paraît-il, hostiles à la politique de l'Apartheid. Pas au point toutefois de mettre un terme à la situation de demi-esclaves où sont réduits tous les Africains qui travaillent dans les mines et les usines d'Afrique du Sud, c'est-à-dire dans leurs propres entreprises. Les sentiments sont une chose, les profits en sont une autre.

D'où vient ce subit accès de générosité ? Tout simplement des émeutes qui ont enflammé les banlieues noires du Cap et du mouvement anti-Apartheid qui s'est manifesté si fermement depuis le mois de juin. Le fonds ne concernerait d'ailleurs que la population des villes, celle qui a manifesté sa colère et sa volonté d'en finir avec l'Apartheid.

C'est donc la révolte des opprimés d'Afrique du Sud qui parvient seule à ouvrir l'esprit (et la bourse) des dirigeants racistes blancs. Mais il serait étonnant que les quelques miettes que ces exploitateurs consentiront à sacrifier pour garder leur système d'exploitation parviennent à contenir les aspirations à la liberté qui animent les Noirs d'Afrique du Sud.

H.D.

L'ARGENTINE FAIT APPEL A L'ABOMINABLE VÉNALITÉ DE LA PRESSE

L'Argentine vient d'annoncer qu'elle allait dépenser un million de dollars pour améliorer son image de marque à l'étranger. Il s'agit de susciter des « articles positifs », c'est-à-dire favorables à l'Argentine. Décidément rien n'a changé depuis que le gouvernement des tsars achetait de la même façon des articles favorables aux journaux les plus prestigieux d'Europe, comptant sur « l'abominable vénalité de la presse ».

Mais contrairement aux tsars, le gouvernement argen-

tin ne sait apparemment pas que la première précaution à prendre, quand on veut acheter la presse... c'est d'être un peu discret.

Nous voilà donc prévenus. Et nous saurons quelle valeur accorder à certains articles qui présenteraient l'Argentine sous un jour moins sinistre que celui auquel nous ont habitués depuis des mois les innombrables dépêches sur la répression exercée par la police ou les bandes fascistes à sa solde.

POLOGNE

Quand Gierek se justifie

Le 19 novembre, le porte-parole du gouvernement polonais a cru bon de démentir de « façon solennelle » qu'aucun ouvrier de Radom ou d'Ursus ait été mis en prison pour fait de grève. Par contre il y aurait soixante-quatorze personnes détenues « pour avoir commis des actes criminels » a déclaré W. Janivrek, au nom du gouvernement polonais, « actes qui sont pénalement sanctionnés par la loi dans tous les pays du monde ». Nuances...

Il est bien révélateur que le gouvernement polonais se sente obligé de se justifier de l'accusation de réprimer la classe ouvrière. Ceci d'autant plus que les informations sur les emprisonnements de grévistes d'Ursus et Radom émaneraient d'un « soi-disant Comité de défense des ouvriers » qualifié d'« illégal » par le gouvernement polonais.

En fait, si les bureaucrates de Varsovie se justifient aujourd'hui, c'est bien qu'ils y sont contraints. Et ceux qui les forcent ainsi à rendre des comptes, ce sont les grévistes de juin 1976, ces « hooligans », ces voyous, comme les appelait alors Cyrankiewicz.

Et ceux-ci sentent bien, malgré les arrestations et passages à tabac dans les locaux de la Milice, que l'ensemble de la classe ouvrière et finalement une partie

notable du pays sont avec eux, contre ce soi-disant gouvernement « socialiste ». Cinq mois après les grèves, Gierek voudrait bien que tout rentre dans l'ordre, que les usines se taisent. Malheureusement pour lui, c'est le contraire qui se passe : plus de 800 ouvriers protestent contre des licenciements et arrestations pour fait de grève de jeunes intellectuels recueillent de l'argent pour aider les grévistes et font circuler des informations dans tout le pays et à l'étranger ; l'Eglise même — et c'est une puissance importante en Pologne — en profite, car elle y voit son intérêt, pour attaquer le gouvernement en soutenant les ouvriers...

Mais surtout, et c'est un gage d'avenir, la classe ouvrière est sortie renforcée de cette nouvelle épreuve. En juin — six ans après les émeutes ouvrières de la Baïtque — les ouvriers polonais ont à nouveau affronté le gouvernement et l'ont forcé à reculer, à annuler les hausses des prix. Quant aux contorsions et aux démentis, auxquels personne ne songe à croire, des Gierek et compagnie, ils ne peuvent que souligner les points marqués par le prolétariat polonais.

Pierre LAFFITTE.

THAILANDE

UNE ASSEMBLEE BOTTEE

En Thaïlande, c'est un décret royal qui a nommé les membres de l'Assemblée nationale. Et sur 340 membres, 180 (plus de la majorité) appartiennent à l'armée ou à la police. Les sièges restants s'échelonnent de la droite à l'extrême-droite.

En somme, une Assemblée par-

faitement représentative : représentative du régime qui a organisé les massacres d'étudiants du mois dernier, qui a dissous tous les partis de gauche ou simplement libéraux et qui réprime féroce-ment toute opposition.

CHINE

LA VEUVE LUBRIQUE

La campagne contre la veuve de Mao, Chiang Ching, arrêtée et emprisonnée quelques jours après la mort du « grand timonier », continue. Et au fur et à mesure que le temps passe, les reproches qui lui sont adressés prennent un caractère de plus en plus délirant. Chine Nouvelle affirmait le 22 novembre que les femmes de Tientsin (ville située à 100 km au sud-est de Pékin) accusent aujourd'hui Chiang Ching d'avoir osé défendre devant elles, en 1974, la « jupe-chemise » « afin qu'on lui érige un monument », et « d'avoir conspiré pour

devenir impératrice ». Mais il y a pire. Chiang Ching se serait fait projeter en privé des « films pornographiques, policiers, d'aventures et d'intrigues amoureuses ». Quels films faisaient donc ainsi les délices de cette veuve lubrique ? Eh bien, *Autant en emporte le vent*, *Le comte de Monte-Cristo* et *Le Rouge et le Noir*.

Décidément, si le ridicule tuait, les problèmes de succession se joueraient de manière encore plus aiguë et plus fréquente dans les hautes sphères de la Chine populaire.

Yvette BLONDIN.

ITALIE

UN PLAN CONTRE LES TRAVAILLEURS, AVEC LA COMPLICITÉ DES PARTIS DE GAUCHE



Les employés manifestent à Rome contre les mesures d'austérité du gouvernement Andreotti. (Ph. UPI)

En Italie, l'inflation a atteint un taux record pour le mois d'octobre : 3,4 %. Ce qui porte à 19,9 % la hausse constatée en un an — en attendant de nouvelles hausses des tarifs (chemins de fer, électricité, téléphone) qui doivent entrer en vigueur prochainement.

Pendant ce temps, est mis en place le plan d'austérité — que le gouvernement Andreotti a pu faire passer grâce à l'abstention des députés communistes et socialistes au Parlement. La dernière mesure en date consiste à payer en Bons du Trésor — payables dans deux ans ! — toutes

les augmentations des salaires de plus de 4 000 F par mois et la moitié des augmentations des salaires situés entre 3 000 F et 4 000 F par mois...

Pendant ce temps, les patrons discutent avec les syndicats pour obtenir la révision du système d'échelle mobile des salaires actuellement en vigueur — inutile de dire qu'il s'agit d'une révision « en baisse » que le patronat veut obtenir.

C'est donc un véritable plan de guerre que la bourgeoisie italienne met en place contre le niveau de vie des travailleurs avec la complicité des partis de gauche

et de la bureaucratie ouvrière.

Mais ce qui se prépare en ce moment contre la classe ouvrière italienne représente ce qui attend les travailleurs de France, s'ils donnent carte blanche à l'Union de la gauche. Et, en France comme en Italie, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même, sans se faire d'illusions sur ceux qui marchent auprès des bourgeois le crédit qu'ils ont auprès d'elle, pour passer à l'offensive du patronat et du gouvernement qui ne pensent qu'à lui faire payer la crise.

Sylvie Friedman.

Après l'inculpation de deux étudiants iraniens:

Meeting de soutien aux emprisonnés le 29 novembre à la Mutualité

Pour protester contre l'inculpation pour tentative de meurtre de deux étudiants iraniens, contre les expulsions, les perquisitions et les interpellations qui ont suivi l'attentat dirigé contre un « attaché culturel » de l'ambassade d'Iran, qui s'est révélé être un agent de la SAVAK, les organisations étudiantes iraniennes (CISNU), le PCR, l'UCF, Révolution !, la LCR, la GOP et Lutte Ouvrière appellent au meeting le lundi 29 novembre, à la Mutualité, Paris 5, salle B, 20 h 30.

Du tract appelant à ce meeting nous extrayons les passages suivants :

« Nous dénonçons la police de Poniatowski qui dans cette affaire a reconnu avoir opéré les arrestations sur la base de dossiers déjà établis. Les étudiants iraniens arrêtés ont été malmenés, privés de nourriture et de sommeil plus de 48 heures. (...)

Nous dénonçons les agissements de la SAVAK en Iran, qui fiche et traque les militants iraniens et jouit d'une totale liberté d'action accordée par le gouvernement français. La police européenne collabore étroitement avec la SAVAK. Nous dénonçons l'atteinte aux libertés démocratiques ainsi perpétuée, notamment en ce qui concerne les étrangers. (...)

Il est à noter la rapidité avec laquelle la police française s'est empressée de fabriquer des coupables (...) Après la signature de « faibles contrats » au régime fasciste iranien qui ne peut tolérer d'opposition, pas même à l'étranger. (...)

Nous dénonçons (...) la complicité du gouvernement français avec le régime fasciste du Chah. Ce régime écrase toutes les luttes ouvrières et populaires dans le sang et a assassiné en six mois plus de 70 révolution-

naires iraniens (récemment 3 militants révolutionnaires viennent d'être abattus dans un affrontement avec la police et 7 autres arrêtés à Téhéran).

Devant cette machination policière, les atteintes intolérables aux droits des étrangers en France et plus généralement aux libertés démocratiques, nous exigeons l'expulsion des agents de la SAVAK en France, comme cela fut récemment le cas en Suisse.

- Levée des deux inculpations !
- Libération des étudiants arrêtés !
- Retour en France des quatre expulsés !
- Arrêt de toutes poursuites contre le mouvement étudiant et les anti-fascistes iraniens en France !
- Soutien à la lutte du peuple iranien et aux organisations révolutionnaires et aux opposants victimes de la répression !

dossier

LA PRESSE
POUR
LES JEUNES



Pour les jeunes : des jeux, des images et des rêves Pour les éditeurs : une bonne affaire !

Pourquoi une presse pour jeunes ?

La presse que l'on qualifie de « pour jeunes » a des contours très flous. Les professionnels de la presse estiment qu'elle s'adresse aux lecteurs entre 4 et 20 ans. En pratique, l'ensemble des jeunes qui ne travaillent pas encore sont visés par cette presse. Pour toucher cette clientèle, les éditeurs se lancent dans des tentatives diverses : moto, bandes dessinées, vedettes, karaté. Tous les thèmes sont bons, pourvu qu'ils fassent recette ! Mais il leur est souvent difficile de savoir ce qui marchera, et surtout pour combien de temps. L'enfant peut à tout moment renoncer à « Babar » pour adorer « Barbapapa ». L'adolescent peut abandonner un journal d'idoles sans crier gare, pour s'intéresser à la presse pour adultes. Ces changements d'intérêt sont inévitables dans la mesure où le public d'un journal pour jeunes se renouvelle de 35 à 45 % par an. Il change ainsi entièrement tous les trois ans.

Finalement, la tactique commerciale des gros éditeurs consiste à limiter les risques en fabriquant les goûts des jeunes, en provoquant à l'avance les renouvellements de formules. L'engouement pour les posters ou pour les autocollants n'a pas surgi spontanément chez les jeunes. Des éditeurs avides de profit ont su l'inculquer à coups de capitaux.

Le domaine des journaux pour jeunes est un marché que des capitalistes cherchent à gagner avec ni plus ni moins de scrupules que s'il s'agissait d'armes ou de pâtes alimentaires. Le résultat est que cette presse attire fréquemment les foudres de nombreux parents et éducateurs, qui la jugent vulgaire, défendant des valeurs fausses, encourageant la paresse intellectuelle par le recours outrancier aux images. Mais cette presse est-elle en règle générale plus stupide que celle réservée aux adultes ? Hit pour les jeunes n'a guère à envier à France Dimanche et c'est le même mépris du lecteur qui se manifeste dans les deux cas. La lecture de l'une prépare à la lecture de l'autre.

La grande presse, pour jeunes comme pour adultes, cherche à vendre par tous les moyens, sans souci de culture ni d'information.

Qu'est-ce qui la différencie ? A quoi tient son apparente diversité et son ton pseudo-décontracté ? C'est qu'elle s'adapte, pour le détourner à son profit, à ce qui fait l'originalité et la force de la jeunesse.

Les jeunes n'ont pas encore subi l'exploitation. Pour eux, tout est encore possible théoriquement. Ils peuvent rêver, imaginer une autre vie, secouer les habitudes les plus poussées. C'est le temps de la vie où la révolte, le goût du rire et de l'aventure n'ont pas encore été étouffés.

Une presse se proposant de répondre à ces qualités, plus fréquentes chez les jeunes, aurait une tâche immense à accomplir. Dans la société actuelle, la presse pour les jeunes ne peut guère vendre que des apparences d'aventures, des simulacres de contestation, des produits de remplacement à une vie libre.

Les origines de la presse pour jeunes



Les premiers journaux destinés aux enfants sont apparus vers 1830. L'un des plus célèbres est le *Journal des Jeunes personnes*. Devant les premiers succès remportés par ce journal, d'autres titres paraissent, la *Semaine des enfants* et le *Journal des familles*, qui bénéficient de la collaboration d'illustrateurs talentueux, comme Gustave Doré. A partir de 1862 *Le magasin d'éducation et de récréation* connaît une grande vogue, surtout grâce aux récits de Jules Verne. Après 1870, les personnages comiques font leur apparition : le sapeur Camembert et le savant Cosinus sont les solides piliers du *Petit Français illustré*.

Jusqu'alors, toutes ces publications s'adressent surtout aux enfants de la bourgeoisie, ne serait-ce que par leur prix relativement élevé.

Les fils et filles d'ouvriers et de paysans doivent se contenter des images fabriquées à Epinal par l'entreprise Pellerin. En 1845, Nicolas Pellerin réussit à vendre plus de 5 millions d'images à un coût modique, en exploitant une main-d'œuvre en majorité enfantine. Le succès des images d'Epinal ne se dément pas jusqu'en 1880. Les récits en seize petites images sont vendus par des colporteurs dans toute la France et exportés dans de nombreux pays. Les héros en sont aussi bien Napoléon 1^{er}, l'Enfant-Jésus que le Petit Poucet.

A la fin du XIX^e siècle, la situation de cette presse est totalement modifiée par l'établissement de l'école gratuite et obligatoire. Les millions d'enfants qui apprennent à lire à l'école publique vont avoir accès à une presse bon marché qui leur est spécialement destinée. En 1901, Offenstadt, à la tête de la « Société parisienne d'édition », part à la conquête de cette clientèle potentielle en lançant le *Petit illustré*. En 1907 avec l'*Epatant* il veut toucher les enfants des milieux populaires en employant l'argot. L'astuce d'Offenstadt consiste à sortir de nombreux titres spécialisés par tranche d'âge ou par centre d'intérêt : *Cri-Cri* pour les tout-petits, *Fillette* pour les filles, *Intrépide* sur les voyages, etc.

Les maisons d'édition catholiques s'efforcent après la guerre de 1914-1918 de combattre l'influence jugée pernicieuse de la presse Offenstadt, en publiant notamment *Bayard*, *Bernadette* et *Cœurs Vaillants*. Offenstadt tient, malgré tout le haut du pavé de la presse enfantine jusqu'en 1934. A partir de cette date, la concurrence des illustrés américains (le *Journal de Mickey*) et italiens (*Hurrah ! de Del Duca*) va faire rage.

En très peu de temps ces journaux occupent près des deux tiers du marché, d'autant plus facilement que leur prix de revient est bas.

Pendant la dernière guerre, le « Front patriotique de la jeunesse », animé par le Parti Communiste Français, publie clandestinement le *Jeune patriote*. Il est à l'origine de *Vallant*, le premier journal pour jeunes à paraître au lendemain de la guerre. On assiste en même temps à un retour en force des illustrés américains (les « comics ») et à la création des périodiques belges, *Tintin* et *Spirou*. Les aventures guerrières y tiennent une place importante. C'est dans ce contexte et à l'initiative des parlementaires communistes qu'une loi « organisant le contrôle des publications destinées à la jeunesse » est votée en 1949. Un chaud partisan de cette loi constatait cinq ans plus tard qu'un des rares effets de cette loi, c'est que « les pin-up des illustrés se sont quelque peu vêtues » !

LA LOI SUR LES PUBLICATIONS DESTINEES A LA JEUNESSE

La presse destinée à la jeunesse est réglementée par la loi du 16 juillet 1949 (il n'existait auparavant aucune réglementation).

Cette loi dit que : « Les publications ne doivent comporter aucune illustration, aucun récit, aucune chronique, aucune rubrique, aucune insertion présentant sous un jour favorable le banditisme, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine, la débauche ou tout acte qualifié crime ou délit, ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse ou entretenir des préjugés ethniques » (article 2 de la loi).

Le reste de la loi énumère les sanctions qui punissent les infractions et détermine les conditions à remplir pour publier une presse destinée aux jeunes.

En fait, la loi n'empêche nullement et n'a jamais empêché le déferlement de la violence ou l'expression de préjugés racistes dans certaines bandes dessinées, dont cela constitue le pain quotidien.

La protection de la jeunesse ne peut de toute façon pas être du ressort d'une loi, qui d'ailleurs ne peut rien pour lutter contre la médiocrité qui règne en maître sur la majeure partie de la presse destinée aux jeunes.

dossier

LA PRESSE POUR LES JEUNES

Qui fait la presse des jeunes ?

LA PRESSE COMMERCIALE

Plusieurs centaines de titres, de nombreuses maisons d'édition, quelques gros groupes de presse, parmi lesquels :

Edimonde :
groupe Hachette. Publie Mickey, Mickey Parade, le Journal de Babar, Picsou Magazine.

Filipacchi :
a lancé la presse des idoles en 1962 avec *Salut les copains*, en liaison avec Europe n° 1.

Edite également des livres, possède une maison de disques. Vient de racheter *Paris-Match*.

Publie : *OK-Age Tendre*, et *Salut* (formule renouvelée de *Salut les copains*).

Groupe de Lesguern (S.A. Week-End Publications) :

Yann de Lesguern est issu du groupe Prouvost. A épousé la nièce de Ferdinand Béghin, le roi du sucre, naguère associé à Prouvost.

De Lesguern publie *Hit*, lancé en 1971 en collaboration avec RTL (émission Hit Parade).

Editions Bernardini :
éditent *Podium*, le journal de Claude François, principal actionnaire, gérant et membre du comité de rédaction.

Claude François a aussi une maison de disques : Disques Flèches.

LA PRESSE LIEE AU PC

En 1974, le groupe Vaillant éditait 16 titres, soit 45 millions d'exemplaires par an au total.

Ses principaux titres sont : *Pif-gadget*, *Pif-poche*, *Pifou*, dont la diffusion dépasse 400 000 exemplaires (parmi les plus lus) et *Rahan*.

LA PRESSE CATHOLIQUE

Groupe Bayard :
Pomme d'Api (le premier des journaux pour tout-petits en France), *Okapi*.

Editions de Fleurus :
Perlin et *Pinpin*, *Fripounet*, etc. Soit un tirage mensuel total de 600 000 exemplaires.

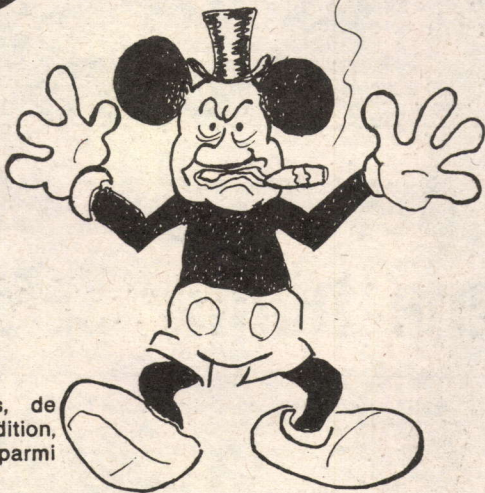
LA PRESSE LAÏQUE

Jeunes Années Magazine :
plusieurs tranches d'âge; fait par les Francs et Franches Camarades.

Amis-Coop :
publié par le Mouvement de la coopération à l'école.

Francs-Jeux :
édité par les Publications Infantines (groupe d'enseignants).

les petits mickeys
font les grosses affaires!



UNE AFFAIRE QUI MARCHE !

Malgré la disparition de certains titres, malgré la baisse de vente enregistrée par d'autres, dans l'ensemble cette presse se porte bien :

— Chiffre d'affaires annuel : 500 millions de NF, soit la moitié de celui de l'industrie du jouet !

— Les moins de 20 ans sont plus de 16 millions en France, soit 33 % de la population totale.

— Plusieurs centaines de titres, représentant au total un tirage annuel de plus de 300 millions d'exemplaires.

EPP
L'Echo de la Presse et de la Publicité

Cette cible vaut
50
MILLIARDS*

HIT
est votre meilleure arme
pour l'atteindre

* SUPPORT DES 15-24 ANS
... qui dépensent 50 milliards a.3. par an!

Dans les revues spécialisées, les éditeurs jouent cartes sur table... Ils parlent argent et font valoir l'immense marché potentiel que représentent leurs lecteurs.

une affaire

La bande dessinée concurrence-t-elle la lecture ?

Les enfants sont de grands consommateurs de bandes dessinées. Pourquoi cet engouement ?

La bande dessinée met directement en scène sous les yeux des enfants et par l'intermédiaire d'images colorées un monde où tout est possible. L'humour, le merveilleux, la poésie, l'aventure, pour peu que l'auteur ait du talent, touchent l'enfant. Le jeune trouve dans ses illustrations tout un univers qui lui est propre et dont il a besoin pour rêver. Un univers qui n'a rien à voir avec le monde des adultes, de l'école, ou des parents, et qui lui permet de s'évader. Il y retrouve ses personnages favoris, dont il fait des amis, des confidents, des complices. Le clin d'œil au lecteur, fréquent dans les illustrés, lui fait sentir qu'il est là chez lui.

Les enfants ne sont nullement disposés à boudier leur plaisir. Seuls, certains parents et enseignants s'inquiètent. La bande dessinée concurrence-t-elle la lecture ?

En fait, l'une ne se situe pas sur le même plan que l'autre. La bande dessinée procure un plaisir immédiat qui ne nécessite aucun effort particulier. Son langage s'apparente davantage à celui du cinéma qu'à celui de la littérature. Il

a sa valeur propre. Il n'empêche pas de lire l'enfant qui a le goût de la lecture. Mais la bande dessinée ne peut pas davantage se substituer au livre.

Prétendre que la bande dessinée peut être un instrument culturel au même titre que le livre relève de la démagogie. C'est l'optique, sans nul doute rentable, de la maison Larousse, qui publie actuellement une histoire de France en bandes dessinées. La conception en est chauvine : le barbare franc Clovis a comme par hasard une tête beaucoup plus sympathique que le barbare asiatique Attila. La publicité de cette publication indique d'ailleurs clairement : « Allez les Francs ! ». Mais ce n'est pas seulement les clichés de la conception bourgeoise de l'histoire que reproduit Larousse. On veut ancrer l'illusion qu'un jeune peut connaître l'histoire des hommes sans aucun document et sans aucune réflexion de sa part.

Sans nier les qualités propres que peut avoir une bande dessinée, il est ridicule de prétendre que ce mode d'expression peut avoir toute la richesse d'un livre. La participation que la lecture exige d'un enfant est un facteur irremplaçable de son développement intellectuel et culturel.

Christophe, 12 ans :

« On achetait *Rahan*. Mais depuis qu'il coûte 8 F on ne l'achète plus. Je lis les bandes dessinées pour me distraire. J'aime bien les journaux où il y a des gadgets ou des autocollants. Je lis *Astérix*, *Spirou*, *Tintin*, *Strange*, des bouquins de science-fiction. C'est imaginaire, c'est mieux. Il y a un truc qui est bien, c'est *Super Dingo* : il mange des cacahuètes et après il vole... »



LA DIFFUSION DE LA PRESSE DES JEUNES

Francs Jeux :	55
Spirou :	75
Babar :	82
Okapi :	117
Tintin :	160
Rahan :	161
Pomme d'api :	184
Mickey :	305
Picsou :	402
Pif gadget :	407
Pif poche :	473

15 ans :	107
OK Age tendre :	250
Podium :	293
Nouveau Stéphanie :	345
Hit :	424
Salut les copains :	502
(nouvelle formule Salut)	

Les chiffres du tableau ci-dessus représentent la vente moyenne par numéro en milliers d'exemplaires, ainsi que les services gratuits permanents. Ces chiffres sont donnés par l'OJD (Office de justification de la diffusion). Cet organisme, qui comprend des professionnels de la publicité, de la presse et des annonceurs, effectue, à la de-

mande des journaux de toute sorte qui le désirent, des contrôles des chiffres de ventes.

Le nombre de lecteurs est, lui, nettement supérieur, chaque numéro passant de main en main.

Des bulles et des billets

Les bandes dessinées ne s'adressent pas seulement à un public de jeunes. Les patrons des quotidiens à gros tirage les considèrent comme un argument de vente fondamental. Dans la petite-bourgeoisie intellectuelle, il

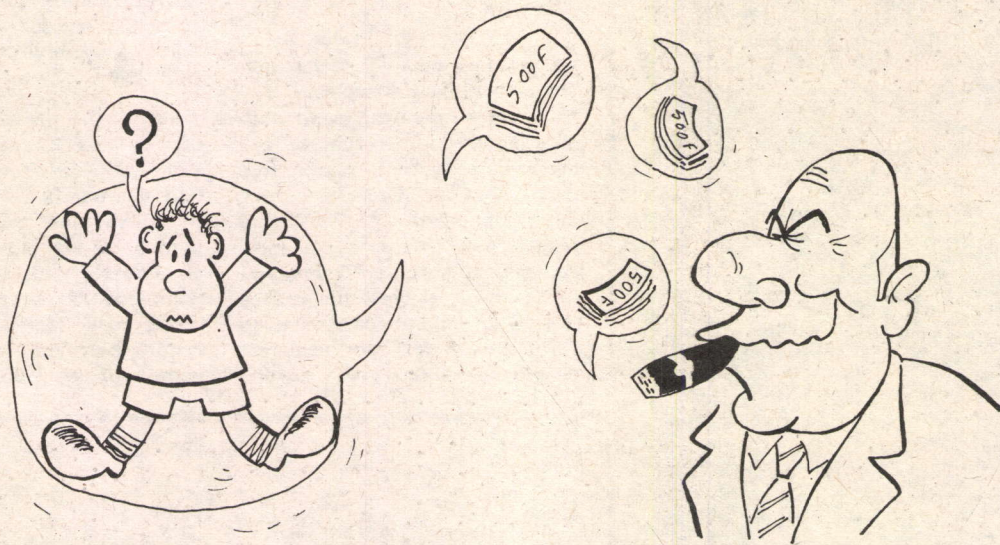
existe un véritable snobisme de la bande dessinée : entre initiés, on l'appelle la « B D » !

Mais si l'éventail de la bande dessinée permet de s'adresser à tous les âges et

à tous les milieux, son public de choix reste tout de même la jeunesse. Dans les journaux destinés aux enfants, elle occupe en moyenne les trois quarts de la surface. Au même titre que

le cinéma ou la télévision, la bande dessinée est une marchandise avant d'être un moyen d'expression. Et si elle occupe une place aussi importante, c'est parce qu'elle se vend bien.

Des images pas si innocentes que ça...



Le reproche le plus fréquent fait à la bande dessinée est qu'elle inculque une mentalité déplorable à la jeunesse, en étalant à longueur d'illustrés des récits faisant la part belle à la violence, au crime ou à la guerre !

Ce n'est pas le cas de toutes les bandes dessinées, mais force est de reconnaître que la majeure partie de la production destinée à la jeunesse, par le choix des

ces personnages sont mis en valeur et hissés au rang de héros.

Préjugé répandu, le racisme sous des formes diverses est fréquent dans ces illustrés. Même si ce n'est pas le thème de fond du récit, un éclairage particulier, un grisé suggérant un visage menaçant ou inquiétant suffisent à susciter l'antipathie. Les histoires de guerre sont l'occasion de décrire ceux qui sont désignés



Le triomphe de la force.

sujets abordés et la façon dont ils sont traités, est le véhicule de tous les préjugés et toutes les mythologies répandues dans la société, dont elle donne de plus une image partielle et conservatrice.

C'est vrai des plus mauvaises bandes dessinées, où on trouve des histoires stéréotypées et sans recherche, la seule différence consistant dans l'habillement des personnages : cow-boy, agent secret ou cosmonaute.

Dans ces séries, du genre *Colt*, *Mission spéciale* ou *Danger*, les motifs qui font agir les personnages, vengeance, appât du gain ou honneur militaire, ne sont évidemment pas de nature à élever les préoccupations du lecteur. Et cela d'autant plus que

comme ennemis sous un jour caricatural où tous les préjugés xénophobes s'expriment.

Cette catégorie d'illustrés se propose uniquement d'être un passe-temps. Mais au bout du compte, c'est toute une vision du monde qu'elle transmet : un monde cynique où il est naturel de dégainer son pistolet pour trancher un différend, où les valeurs militaires sont des buts en soi, un monde où le bon est récompensé et le méchant puni, bref où chacun a la place qu'il mérite.

Mais les illustrés qui pourraient paraître plus anodins, comme *Tintin* ou *Spirou*, propagent, même si c'est d'une façon moins vulgaire, le même type d'idéologie.

Sous un air paternaliste et bon

Espèces de coloquintes à la graisse d'anthracite! Je vous tire de vos oubliettes, et tout ce que vous trouvez pour me remercier, c'est de me tomber sur le dos!



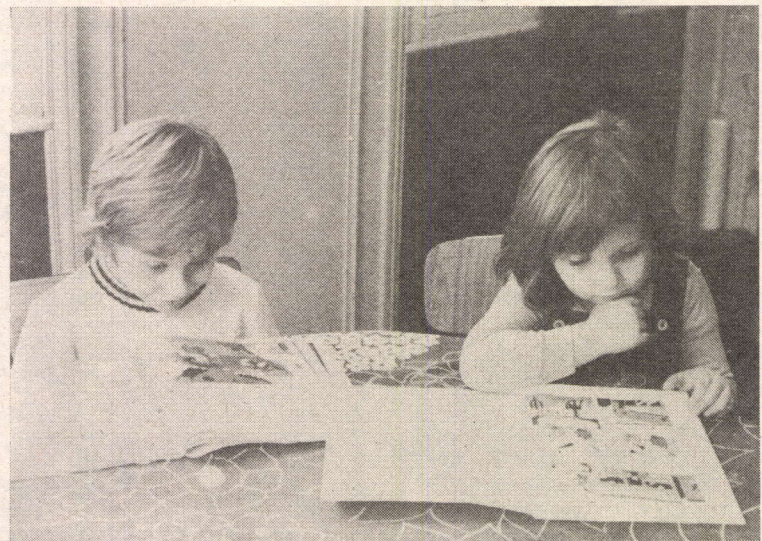
Un échantillon du racisme véhiculé par la presse enfantine.

enfant, il n'y a pas une seule aventure de *Tintin* où les Africains, Asiatiques, Arabes et en général tous les étrangers ne soient montrés sous un jour défavorable.

Dans *Coke en stock* notamment, les Africains sont dépeints comme inférieurs à *Tintin*, le bon Européen blanc qui vient les tirer d'une mauvaise affaire dont eux auraient été bien incapables de se sortir tout seuls. La façon dont Hergé les fait parler, la naï-

veté qu'il leur prête véhiculent le racisme plus sûrement qu'une profession de foi ouverte.

C'est révoltant, mais nullement étonnant. Car il serait naïf de croire que la presse enfantine peut être « innocente » ou « pure ». La raison en est qu'elle est produite par des adultes, formés au moule de la société dans laquelle nous vivons, et qu'à travers eux circulent les idées, valeurs et préjugés qui ont cours dans la société.



Mais que découvre-t-il dans ces images ?

"Pif-Gadget":

Ou comment garder à tout prix l'oreille des masses enfantines

Dans la presse pour enfants, le groupe Vaillant tient une place particulière. D'abord parce que ce groupe est lié au Parti Communiste Français. Et ensuite parce qu'une de ses publications, *Pif-Gadget*, reste en tête des ventes depuis plusieurs années, devançant même le *Journal de Mickey*.

Au *Jeune patriote* publié sous l'occupation avait succédé à la Libération *Vaillant*. Et quelques années plus tard, il changeait de nom pour adopter celui du héros le plus populaire du journal, *Pif le chien*. Le contenu de certaines bandes dessinées s'efforçait de mettre la lutte contre les injustices au premier plan dans les aventures de héros au service des opprimés (Robin des Bois, Nasdine Hodja...). La science-fiction était traitée dans *Les pionniers de l'espérance* sous l'angle de la lutte d'une humanité cherchant plus à connaître l'univers qu'à dominer les extra-terrestres. A la fin des années 1960, les responsables du journal décidèrent de redresser le chiffre des ventes par des initiatives audacieuses. Ils publièrent des récits complets et abandonnèrent ainsi le suspense irritant du « à suivre ». Surtout, ils décidèrent de vendre *Pif* accompagné d'un gadget. Le succès de la nouvelle formule s'avéra fulgurant. Certains gadgets, comme les pois sauteurs venus du Mexique, permirent de vendre à plus d'un million d'exemplaires. Mais parallèlement, le caractère de dénonciation des injustices s'estompait dans les récits et, depuis, les bandes dessinées de *Pif* ne se distinguent guère des productions courantes valorisant la violence gratuite. Il suffit de lire dans *Pif* la bande *Docteur Justice*, qui répond à la mode du karaté. On est loin de la période 1945-1949, où le Parti Communiste Français condamnait vigoureusement la violence dans le contenu des « comics ». Devant la baisse des ventes en 1975, les éditions Vaillant ont fait à nouveau appel à leur service marketing. Et c'est un pas plus net dans la démagogie qui a été accompli, les personnages des feuilletons télévisés, comme *Mannix* et *John West*, se retrouvant héros de bandes dessinées. Le chanteur Julien Clerc est même devenu le corsaire Julien. Les critères de qualité sont de moins en moins en vigueur. Avant tout, *Pif* veut plaire pour être vendu.

dossier

LA PRESSE
POUR
LES JEUNES



Posters et imposteurs

« L'attachement des jeunes aux vedettes, aux idoles, s'est dégradé. Or il faut bien dire que nous n'avons pas trouvé de produit de remplacement ». Voilà ce que déclarait froidement un certain Philippe de Séchet, membre de la direction générale de la publicité aux Editions Fillpacchi, dans l'Echo de la presse et de la publicité.

Effectivement, les chiffres de ventes des revues d'idoles sont en baisse. Mais elles sont encore les plus lues par les adolescents. N'ayant rien trouvé de mieux, comme ils le disent eux-mêmes, les éditeurs continuent donc à exploiter au maximum ce filon rentable.

Des vedettes à toutes les sauces : « Questions pour les faire rougir », « William Sheller t'invite », « Carène Chéryl au microscope », tel est le menu habituel offert par Salut.

Faire croire au lecteur que, grâce au journal, il est vraiment dans l'intimité de ses vedettes favorites, qui ne livrent leurs secrets que pour lui seul, c'est le procédé classique. Ce qui vaut à celui-ci des révélations à sensation... et bien des surprises !

Il apprendra par exemple que le dessert « fav » (entendez favori) de Dave est la mousse au chocolat... Il découvrira le cœur battant l'adresse « secrète » de Claude François, livrée par Salut, adresse qui n'est en fait tout bonnement que l'adresse officielle de sa revue, Podium...

Fan de William Sheller et lecteur de Salut, il se réjouira de savoir que sa vedette favorite habite modestement à la campagne, faisant lui-même la cuisine et repeignant ses meubles... Mais il risque de ne plus très bien savoir à quoi s'en tenir s'il achète par hasard Hit : son idole aurait en réalité « une maison de campagne luxueuse à Montfort l'Amaury, le petit Hollywood français. C'est là en effet que la plupart des artistes et milliardaires parisiens ont choisi de fixer leur résidence ».

Apprenant enfin que « Ringo prépare sa ruine », il frémissait à la vue d'une photo compromettante de celui-ci en train de jouer au poker en compagnie d'une charmante jeune fille... Photo tellement compromettante que Hit annonce ensuite sans rire qu'elle a été prise « avec l'autorisation de Ringo » !

L'opium des jeunes

A première vue, il existe toute une variété de magazines adressés aux jeunes... du moins si l'on ne va pas plus loin que les titres. Car fondamentalement cette presse, axée sur un nombre limité de thèmes, vise un seul et unique but : utiliser le désir des jeunes de s'évader, de vivre autre chose, de s'affirmer, pour vendre et faire des bénéfices.

Le public que visent les éditeurs de cette presse, leur « cible », pour employer le vocabulaire imagé et cynique de ces margouillins, est un public très jeune. Quand Fillpacchi a sorti Salut les copains, en 1962, la plupart des lecteurs de ce journal avaient plus de 15 ans. Actuellement, ce type de presse touche de plus en plus ceux de 12-13 ans. A tel point qu'il est de plus en plus difficile de dis-

tinguer nettement une presse enfantine d'une presse pour adolescents.

Pour justifier le niveau médiocre de leurs publications, leurs responsables prétendent qu'eux au moins ont le mérite de distraire et de faire rêver les jeunes. C'est sans doute vrai. Et cette presse ne mériterait pas d'être durement mise en cause si elle se contentait d'être plaisante et agréable à l'œil.

Mais cette presse ne fait pas que cela. Elle suscite des désirs artificiels et met en place tout un monde où les modèles dérisoires, les préjugés rétrogrades et les valeurs morales établies règnent en maîtres et marquent la personnalité mal léable des lecteurs. Et cela, malgré ou plutôt grâce au ton jeune, nouveau ou décontracté

utilisé pour faire passer cette camelote frelatée. Pour bien des jeunes, cette presse alimente des préoccupations qui sont ni plus ni moins des drogues, propres à faire croire qu'on échappe au quotidien.

Dans le jargon du métier, « monter un coup », c'est chercher à capter l'attention du lecteur par n'importe quel moyen. C'est, par exemple, monter de toutes pièces une idylle entre deux vedettes et la livrer avec force photos et secrets dévoilés au jeune public, pour le faire rêver... et acheter le magazine.

Il est significatif que les rédacteurs de cette presse à sensation reprennent le vocabulaire propre aux gangsters pour caractériser les moments forts de leur activité. Le but est bien le même : gagner de l'argent.

Idoles à vendre ou salut les requins

Faire des jeunes des consommateurs de vedettes, bien mieux, les transformer eux-mêmes en agents publicitaires grâce aux posters, autocollants ou tee-shirts, tel est le but des Bernardini, Fillpacchi, de Lesguern et autres.

Bien plus que les annonces publicitaires classiques, qui, si elles sont abondantes dans Hit, le sont par contre relativement

peu dans les autres revues du même style, c'est de loin la publicité indirecte qui domine. C'est elle dont l'impact publicitaire est le plus puissant.

Après avoir subi à longueur de pages la photo de « Clo-Clo » ou les paroles de ses chansons, le lecteur sera amené inconsciemment à acheter ses disques, même si cela n'est pas suggéré explicitement dans Podium...



Le point de vue de quelques jeunes sur la presse qui leur est destinée :

Une fille, 17 ans, en BEP :

« Je trouve qu'il n'y a pas assez de magazines à notre portée. Car ils sont soit pour les plus jeunes, et nous semblent naïfs, soit très sévères, et ne parlent que des problèmes d'ordre adulte. »

Fille, 16 ans, CET :

« J'ai lu 15 ans pendant trois ans. Mais j'ai arrêté car ça devenait de plus en plus bide et de plus en plus cher. Il n'y avait que des histoires de cœur et rien qui traitait sur les problèmes des 15 ans (argent de poche, etc.). »

Fille, 16 ans :

« J'aime bien lire des bouquins de vedettes de temps en temps, mais je n'y attache pas beaucoup d'importance. »

Fille, 15 ans, CET :

« Je lis régulièrement OK Magazine. Ça ne parle pas toujours des chanteurs : il y a des recettes, comment se faire des affaires, quelles est la mode de cette année. Et dans OK il y a aussi des récits que des jeunes ont vécus. »

Fille, 15 ans, BEP :

« Je ne lis pas de magazines régulièrement parce que j'estime que c'est trop cher et je ne leur porte pas tellement d'intérêt. Je lis de temps en temps des bandes dessinées, des magazines de rock. Mais je préfère acheter un bon livre de poche. Je trouve que ce sont des journaux à petites histoires et à potins. »

Fille, 16 ans :

« Je lis parfois Hit parce que ça divertit, ça change. On voit

la vie des artistes. Ça m'amuse car ce n'est pas souvent vrai. »

Fille, 15 ans, CET :

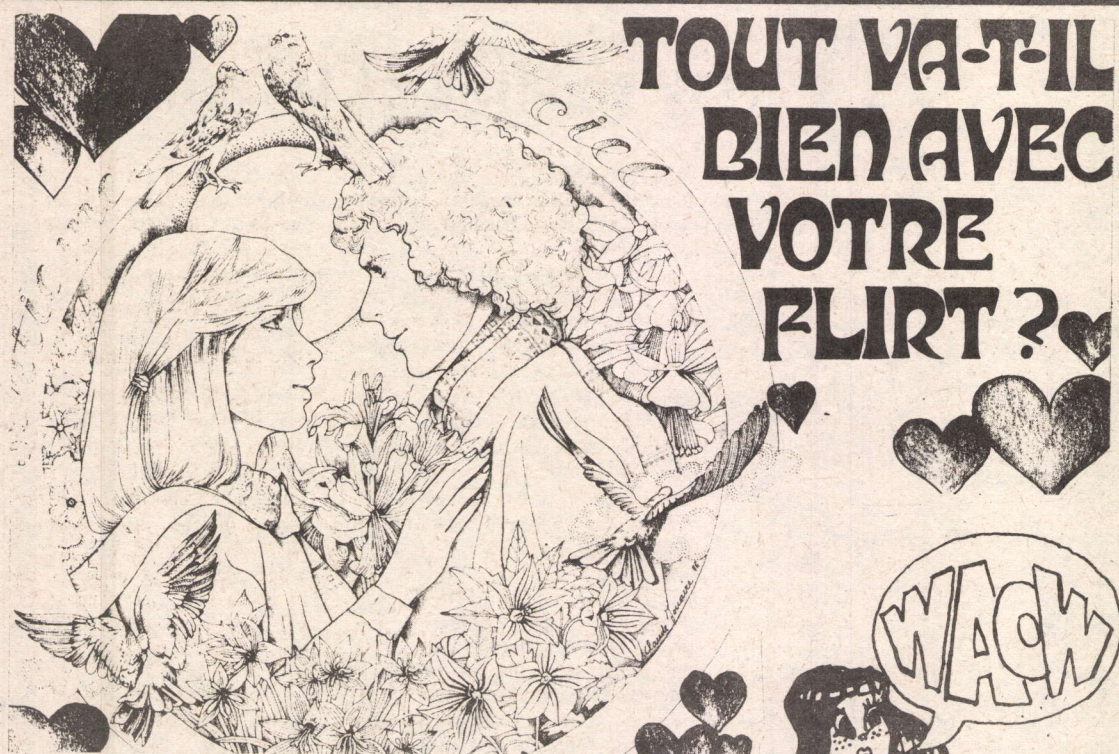
« C'est trop cher et il y a trop de publicité. Maintenant, je lis Jacinte car il traite des problèmes des jeunes, des débouchés des jeunes, etc. »

-Garçon, CET, 15 ans :

« Je lis des bouquins de sport, de foot. Mais souvent ils ne parlent que des « verts ». C'est moche. »

Garçon, CET, 15 ans :

« Les illustrés sont très chers. Un livre sur le foot de 15 pages coûte 5 F. Certains collégiens travaillent le samedi et le dimanche et peuvent les acheter. Les autres, ils les piquent dans les magasins. »



TOUT VA-T-IL BIEN AVEC VOTRE FLIRT ?

Pour les filles : rêver et se soumettre

« Hello les filles, vous savez ce que pensent de vous les garçons ? » ; « Cloclo t'offre une preuve d'amour » ; « Ecris un poème d'amour à M. Sardou » ; « A quelle vedette aimeriez-vous plaire ? » ; « Comment être belle comme Carène Chéryl ? » : voici quelques titres relevés au hasard dans les magazines de jeunes spécialement destinés aux filles, comme **OK Age** tendre, **Quinze ans** ou **Nouveau Stéphanie**.

Ils choquent. Ils révoltent. Car ils sont révélateurs du mépris dans lequel ils tiennent les filles et les femmes en général, les confinant dans leur rôle de femme soumise ou d'adoratrice n'ayant pas de personnalité propre.

Quand certains problèmes sont abordés, comme les relations avec les garçons, les parents, ils servent à allécher la lectrice, mais surtout pas à apporter une réponse. Ces articles à prétention sociale se réduisent à des témoignages banals, esquivant les véritables questions.

Les seules informations utiles sont données dans le courrier, notamment sur la contraception dans **OK Age** tendre. Mais cela tient vraiment une place très réduite.

Le reste, que ce soient les mini-romans, les tests, les jeux, les rubriques beauté-mode, cuisine, ont tous un point commun, mis à part leur bêtise : c'est de colporter les préjugés les plus réactionnaires sur le rôle et la place de la femme dans la société. Ils perpétuent l'image de la femme être inférieur, qui ne se définit qu'en fonction de l'homme ou du garçon, mais qui n'existe jamais comme un être à part entière. Le souci majeur de la jeune fille doit être de plaire. C'est pourquoi on lui explique à longueur de page : « Comment séduire les garçons », « Comment maigrir ? », « Beauté, succès ?... C'est si simple ! ». Sa vie, ses moindres gestes et pensées

sont déterminés par la réaction du garçon, son bon vouloir.

Dans **Nouveau Stéphanie**, un test pose la question « Es-tu la fille de leurs rêves ? », successivement pour quatre vedettes : 1) Patrick Juvet ; 2) David Essex ; 3) Alan ; 4) Frédéric François. La réponse à la première partie en résume parfaitement l'esprit : « Patrick est un garçon exigeant. Si tu n'obtiens pas dix bonnes réponses, tourne-toi vers

une autre vedette pour occuper tes rêves ».

Voilà comment les vendeurs de miracles occupent les rêves des adolescentes : avec la perspective d'une journée passée avec P. Juvet, C. François, un poster, une photo d'une autre vedette, etc. Voilà à quoi ils réduisent, comment ils avilissent la vie sentimentale et les aspirations de milliers de jeunes de moins de 15 ans.



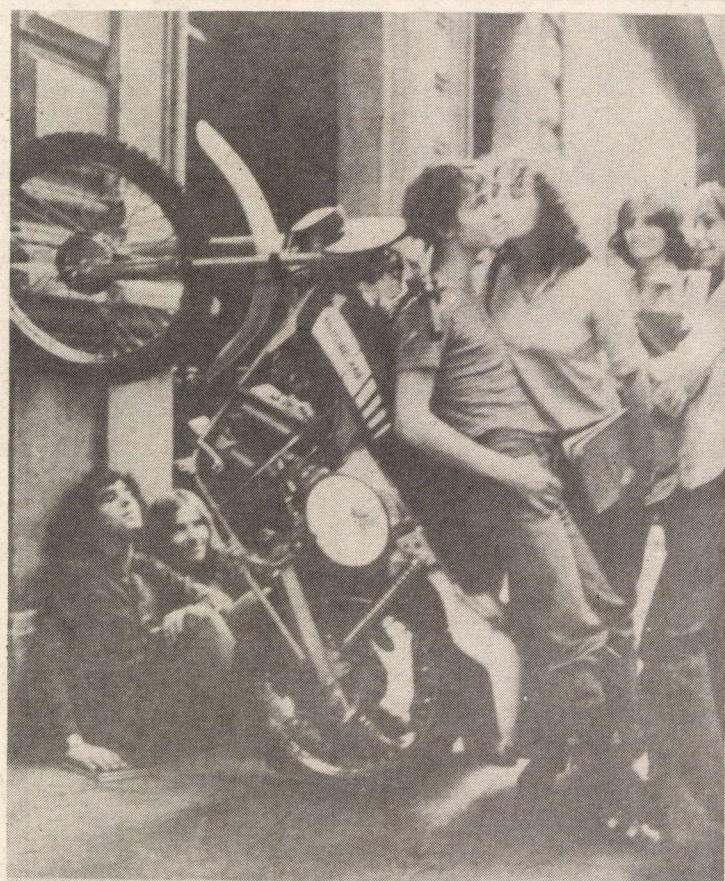
Une autre presse pour adolescents ?

Alors que, pour les petits, certains journaux de qualité existent, pour les adolescents par contre c'est le grand vide. Les essais des mouvements laïcs ou catholiques de combler cette lacune se sont soldés par des échecs.

La constatation de cette carence a amené récemment certains éditeurs à sortir de nouveaux titres qui se proposent de faire une large place à l'information et à la réflexion. Certain dans un but commercial comme Terminal et

Impulsion, d'autres par conviction comme Antirouille.

Mais l'audience de ces journaux reste limitée à un public essentiellement lycéen et ils sont loin de toucher la grande masse des adolescents.



100% PURE MOTO

Pour les garçons : des muscles et des motos

Sans être des journaux destinés à la jeunesse, certains connaissent un grand succès parmi les jeunes. C'est le cas de beaucoup de journaux spécialisés à vocation sportive, qui sont lus essentiellement par les jeunes garçons.

Qu'elle traite de moto, de karaté ou de football, cette presse se veut celle des « initiés » et des « mordus » et exalte plus ou moins explicitement les vertus prétendues « viriles » en collant aux modes du moment.

Le motard bardé de cuir et à casque intégral, lié à la machine avec laquelle il fait corps, pour laquelle il sacrifie tout et dépense jusqu'à son dernier sou, ce n'est pas une nouveauté. Ce qui en est une, c'est le nombre important de jeunes touchés par cette mode.

La presse de motos, que ce soit **Moto-Journal** ou **Moto-Revue**, étale les photographies avantageuses de modèles rutilants, les listes de caractéristiques techniques des engins, les comparaisons des dernières productions. Tout cela en fait

de véritables prospectus publicitaires pour les motos et la multitude des accessoires et équipements qui vont avec, et sans lesquels il n'y a pas de bon motard qui se respecte.

Quant à **Karaté**, **Dragon** ou leurs semblables, ils se sont engouffrés dans la vogue des arts martiaux. Le contenu de cette presse laisse à penser que tout un chacun, avec du travail et de la persévérance, peut devenir l'égal d'un Bruce Lee, héros invincible, maître de lui et maître des autres, dont les posters sont largement diffusés.

Le contraste entre la morale non violente proclamée par ces journaux et la violence des images qu'ils publient montre assez que l'idéologie orientaliste qu'ils affichent ne sert en fait que d'alibi pour exploiter en le flattant le goût malsain pour la violence.

Dans un autre genre, le vent de folie sur le thème « Allez les verts » a été l'occasion pour **Football Magazine** ou **Miroir du Football** de trouver une seconde jeunesse, tandis que d'autres titres comme **Onze** ou **Foot-Supporter-Magazine** en ont profité pour apparaître.

Ces revues n'ont que très peu de rapport avec la promotion du sport. En fait, les footballeurs tiennent ici la place que tiennent les chanteurs dans d'autres journaux et les posters de Baratelli, Rocheteau ou Larqué remplissent le même rôle que ceux de Johnny, Sylvie ou Cloclo.

Le trait commun de cette presse c'est que, derrière la technique, la mécanique ou le sport, on trouve toujours le même thème éculé du surhomme, dans lequel le jeune est censé se retrouver et s'affirmer.

une autre presse?

dossier

LA PRESSE POUR LES JEUNES

La presse éducative pour les enfants

A côté de la presse à but purement commercial, il existe des journaux qui veulent avoir une valeur éducative. Parmi ceux-ci, il faut distinguer les journaux édités par les catholiques de ceux conçus par des mouvements laïcs.

La presse catholique est distribuée dans les kiosques. Tout en s'efforçant d'être attrayante, elle mise sur la qualité de l'information et des illustrations. Son but est naturellement de créer un sentiment religieux chez les enfants. Mais pour y parvenir elle procède discrètement, sans afficher ses intentions. Dans un numéro d'*Okapi*, édité par le groupe Bayard, on trouve même une évocation élogieuse de la vie de Célestin Freinet, éducateur athée s'il en



fut !

La presse des mouvements laïcs est diffusée presque exclusivement dans les écoles publiques. Les principaux titres sont *Jeunes années*, *Amicoop* et *Franco Jeux*. Ces journaux sont faits avec la collaboration d'enseignants et d'éducateurs

qui connaissent bien les enfants. Ils veulent éveiller leur intérêt par des contes, des récits variés, des reportages sérieusement documentés. Ils visent également à les distraire et à développer leur sens social à partir de bricolages et de jeux divers.

LA PRESSE EDUCATIVE LAÏQUE :

Jeunes Années est le magazine actif des Francs et Francs Camarades. Il s'adresse à différentes tranches d'âge sous le même titre. Il y a les 3 à 5 ans, les 5 à 8 ans, les 8 à 11 ans et les plus de 11 ans. On peut le demander à l'école laïque du quartier ou s'abonner : 66 Chaussée d'Antin, Paris 9^e.

Amicoop : magazine des jeunes coopérateurs scolaires édité par la SCATOCCE : 101 bis, rue du Ranelagh - Paris (16^e).

Franco jeux est dirigé par un groupe d'enseignants. On le trouve lui aussi dans les écoles primaires. Il s'adresse aux enfants jusqu'à 10 ans.

LE POINT DE VUE D'UN MILITANT DU S.N.I. (SYNDI-

CAT NATIONAL DES INSTI- TUTEURS) ET DE L'OCCE (OFFICE DE LA COOPERA- TION A L'ECOLE).

« *Amicoop* s'adresse aux enfants jusqu'à 10 ans. Dans ce journal, il y a une volonté pédagogique. C'est un outil de travail complémentaire d'une pédagogie coopérative comme l'exprime la maxime d'*Amicoop* : « Une société d'élèves gérée par eux ». Il veut prouver, démontrer que dans la classe on peut créer des rapports humains autres que ceux qui existent dans la société. »

UN DELEGUE DES «FRANCS ET FRANCHES CAMARA- DES » (DE ROUEN) NOUS DIT :

« *Jeunes années* a été créé en 1953 par les Francs Cama-

rades. Les Francs ont démarré au lendemain de la guerre pour amener une éducation complémentaire à l'école, pour favoriser l'ouverture d'endroits où les enfants puissent avoir des activités de leur âge, puissent se retrouver. Et c'est dans cet esprit que *Jeunes années* a été créé. Actuellement nous avons des problèmes financiers car la vente de *Jeunes années* dépend des enseignants. C'est une vente militante. Le milieu scolaire demeure un milieu limité. Actuellement, pour tenir un journal pareil, c'est une bagarre continue. Jusqu'alors, *Jeunes années* était exonéré de TVA. Maintenant on risque de la payer. Pour l'avenir, nous étudions la possibilité d'un *Jeunes années* qui s'adresse aux CES, car c'est le désert sur le plan des journaux pour cet âge. »

Que voudraient les jeunes ?

« Que reprochez-vous à la presse actuelle pour jeunes ?

Réponse unanime : Elle n'est pas intéressante, superficielle, pas réaliste. Ces journaux-là, ils nous prennent pour des imbéciles. Comme si on rêvait toute notre vie de passer une journée avec Patrick Juvet ou un autre idiot dans le genre ! Après, on dit qu'on ne s'intéresse pas aux problèmes. Mais c'est eux qui ne nous en parlent pas !

— Quel serait pour vous un bon journal pour jeunes ?

— Il faudrait y trouver des problèmes actuels qui nous concernent. Il devrait surtout être sérieux, qu'il y ait des enquêtes, que ce soit vrai, pas superficiel comme aujourd'hui. Que ce ne soit pas trop compliqué non plus, et varié. Des sujets comme la drogue. Mais qu'on nous dise vraiment les choses telles qu'elles sont.

Une intervient : Oui. Mais un

journal fait uniquement avec des sujets comme ça va nous mettre le cafard. Il faut de l'humour, de la bande dessinée.

Une autre répond : Oui. Mais tu ne peux pas faire rire sur des problèmes sérieux, sinon c'est encore superficiel.

La première rétorque : Evidemment, cela dépend des sujets. Mais il faut rigoler et rêver de temps en temps, car sinon la vie n'est pas marrante.

— Quelle presse voudraient les jeunes ?

— J'aimerais bien trouver un journal où on parlerait des problèmes des jeunes avec leurs parents, où l'on pourrait savoir quoi faire quand on ne s'entend plus du tout avec eux, ou des choses de ce genre.

J'aimerais trouver des journaux parlant du problème des jeunes dans le monde, des problèmes du monde actuel, mais à notre portée. »

Interview de quatre membres du comité de rédaction d'Antirouille. Sur les quatre, trois ont plus de 25 ans; deux sont permanents au journal, le troisième est employé; la quatrième est une lycéenne de 16 ans.

« Quel public visez-vous ?

— Nous voulons surtout nous adresser aux jeunes pas politisés. A tous ceux qui lisent *Salut les copains*, *Hit* etc.

— Quel public touchez-vous réellement ?

— Pour l'instant, il est à plus de 70 % lycéen. Pour l'âge, cela varie selon les garçons et les filles : les premiers ont entre 15 et 20 ans, les secondes entre 13 et 17 ans.

— Fabriquez-vous votre journal en fonction des désirs des jeunes ? Et comment les connaissez-vous ?

— Bien sûr, d'abord par le courrier. Deuxièmement au travers de l'avis des jeunes qui participent au comité de rédaction. Et en plus, tous les mercredis, nous faisons une opération porte-ouverte et nos lecteurs viennent nous voir.

— D'après vous, quels sont leurs désirs et comment y répondez-vous ?

— Ils veulent que l'on parle de leur vie quotidienne, de leurs préoccupations : le chômage, la famille, la sexualité, la drogue, l'avenir, etc. On essaie d'exprimer ce qu'ils ressentent.

Cela, c'est du point de vue des sujets. Maintenant, du point de vue de la forme, nous pensons qu'il faut partir du vécu, les faire parler, eux directement. Dans les dossiers que nous faisons, une grande partie est consacrée aux interviews. Il y a très peu d'articles traités. Le courrier tient une grande place (cinq pages).

— Quels obstacles rencontrez-vous ?

— On n'est pas beaucoup et c'est du boulot. Surtout si on veut être aussi bon que les professionnels de la presse commerciale. Et il faut l'être pour être lu. Le problème fric est là aussi. Un journal mis en vente par les NMPP, on ne reçoit l'argent que cinq mois plus tard. Il faut beaucoup de fric : Sardou avec ses 400 briques, s'est cassé la figure au cinquième numéro. Alors, on cherche à être rentable sans crever de faim. On a nos chances : comme il n'existe rien dans la presse pour adolescents, à part la presse militante, il y a un « créneau » à prendre. Notre ambition est de devenir un journal de masse. »

Quelle presse pour les jeunes ?

Qu'elle soit faite avec de très faibles moyens par des éducateurs de bonne volonté ou lancée à grand fracas par des brasseurs d'affaires, la presse pour les jeunes est toujours faite par des adultes. Et pour les groupes financiers qui se partagent le marché, il s'agit d'une entreprise rentable. Qu'elle spéculé délibérément sur les préjugés par souci de rentabilité commerciale ou qu'elle traduise indirectement les préjugés de ceux qui la fabriquent, la presse pour jeunes ne sort pas des ornières de cette société.

Et pourtant, une littérature qui s'adresserait à la générosité, au désintéressement des

jeunes, à leur amour de la justice, à leur désir de rêves et de liberté, à leur audace, à leur sens des responsabilités, à leur besoin d'aimer et d'être aimés, à leur extraordinaire curiosité du monde qui les entoure et des rapports qui existent entre les hommes, une telle littérature pourrait rencontrer un accueil très favorable parmi les jeunes.

On l'a vu, un certain nombre d'éducateurs, de militants politiques, chrétiens ou laïques, de jeunes eux-mêmes ont essayé de créer une autre presse avec, selon les cas, plus ou moins de succès. Dernièrement les Editions des Femmes ont

édité une série d'opuscules destinés aux tout-petits afin de combattre le plus tôt possible l'influence de la misogynie qui imprègne illustrés, abécédaires et autre littérature à l'usage des enfants. Mais ces initiatives restent marginales. Les lois du marché et le poids des comportements liés à l'organisation sociale, jouent contre elles.

En fait, par ce qu'elle demande de moyens financiers, de désintéressement et surtout de respect des jeunes, une telle presse ne pourrait être produite et maintenue que par des militants politiques, par un parti au service d'une autre société, d'un autre idéal humain : le socialisme.



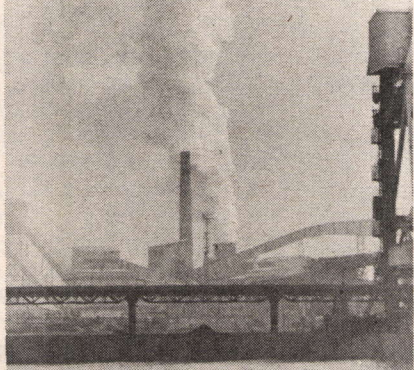
NOTRE PROCHAIN DOSSIER :

Les enfants de l'assistance

- De l'abandon pur et simple à la prise en charge partielle : qui sont les « enfants de l'Assistance » ?
- La politique de l'Etat.
- Le malaise des « travailleurs sociaux » de l'Aide à l'Enfance.
- Enfance inadaptée... ou société inadaptée ?

**Usinor
assassine,
manque
d'assassiner...**

**et s'en tire
avec un chèque**



(Ph. ADJA)

Depuis l'accident mortel qui a eu lieu à Usinor le 10 novembre dernier (le 82^e en 14 ans) où un ouvrier Jacky Morizot, fit une chute de 43 m dans la cage d'un ascenseur, la direction a entrepris de faire réviser l'ensemble des ascenseurs et, dans les jours qui ont suivi, beaucoup ont été immobilisés.

Le mardi 1^{er} novembre, une des quatre grandes bandes transporteuses qui charrient le minerai depuis le quai jusqu'aux hauts fourneaux, s'est effondrée. Ce sont des dizaines de tonnes de ferraille, de poutres et de poutrelles métalliques qui se sont abattues de 40 mètres de hauteur sur une route ouverte au public. Les occupants d'un camion et d'une voiture qui passaient ne l'ont échappé que de quelques secondes. Une tour métallique d'une cinquantaine de mètres de haut, à laquelle aboutissait la bande transporteuse, s'est mise à vaciller et c'est en catastrophe, par les escaliers, puisque l'ascenseur était consigné, et dans l'obscurité de surcroît, que les trois travailleurs qui s'y trouvaient durent l'évacuer. Enfin, deux autres ouvriers, eux aussi, ont eu chaud : ils s'apprêtaient à monter sur la passerelle qui longe la bande, quand elle s'est écroulée. On le voit, c'est un véritable miracle si cet accident n'a fait aucune victime !

Mais en fait, on se demande bien pourquoi Usinor se gênerait : il n'est jamais condamné. La semaine même où ces accidents survenaient — sans parler des accidents « bénins » — était jugé à Dunkerque le procès intenté par la famille d'un jeune travailleur électrocuté en septembre 1974 à Usinor. Deux agents techniques d'Usinor ont été condamnés à des peines d'amende et un chef de chantier de l'entreprise extérieure qui employait la victime, à six mois de prison, dont trois mois fermes, par défaut. Et Usinor ? A payer solidairement avec les condamnés, 36 428 F d'indemnités à la famille de la victime. Un chèque (et un petit chèque, pour ce trust), voilà ce que coûte à Usinor la vie d'un travailleur.

Les patrons ne prennent pas de risques. Les fautes, ils les font commettre par une armée de chefs, petits ou plus grands, qui poussent à la production, au mépris de toutes les consignes de sécurité. Et en cas de pépin, ce sont eux, les chefs, qui ont accepté de jouer les larbins des patrons, qui payent.

Quant aux patrons, ils s'en tirent, la tête haute — et la conscience tranquille ? — avec un petit chèque.

CITROËN - AULNAY :

Encore une fois les nervis de la direction à l'œuvre

A Citroën-Aulnay, les 23, 24 et 25 novembre, viennent d'avoir lieu les élections au Comité d'entreprise. Sur 4 599 inscrits au premier collège et 3 466 suffrages exprimés, la CFT obtient 3 097 voix, la CGT 286, la CFDT 49 et FO 34 !

La baisse de la CGT est significative : pour les élections des délégués du personnel, il y a quatre semaines, elle avait obtenu 438 et 400 voix, et maintenant 286 !

C'est que ces élections, la direction les a préparées activement.

Les travailleurs ont été convoqués un à un dans les bureaux d'agent du secteur. Là, le même cinéma que d'habitude : « Toi, tu votes, tu ramènes les bulletins. Toi, tu ne votes pas. » La direction s'est assuré ainsi des votes des travailleurs.

La direction organise un véritable terrorisme. Lundi 15 novembre, trois militants CGT ont à nouveau été agressés. Alors qu'ils distribuaient des tracts, plusieurs dizaines de nervis se sont rués sur eux. A cinq ou six ils se jetaient sur chaque militant pour arracher ses tracts. Ils étaient comme fous. Ils ont mis le feu aux papiers qu'ils venaient d'arracher. Et ils tiraient vers le feu l'un des diffuseurs qui était à terre. Ils criaient : « On va te cramer, on va te cramer ! » A ce moment, un travailleur extérieur à l'usine a voulu s'interposer. Des coups ont été échangés. Des chauffeurs des compagnies de cars, qui amènent les ouvriers à l'usine, se seraient aussi battus contre les comandos.

Cependant, si un grand nombre de

travailleurs de Citroën s'étaient rassemblés, aucun n'a réagi. Tout le monde a peur. Et si un bon nombre trouvent que les agissements de la direction sont scandaleux, personne n'ose rien faire.

Le mercredi 17, un nouveau tract était distribué. Et comme les incidents précédents avaient donné lieu à un certain nombre de démarches officielles, la direction n'a pas osé récidiver. Mais elle a envoyé interprètes, flics, agents de secteur, CFT et nervis autour des diffuseurs.

Si bien que très peu de travailleurs osaient prendre les tracts. Et ceux qui les prenaient se les voyaient arracher des mains dans les vestiaires par les agents de secteur.

Correspondant L.O.

BERLIET - LYON :

En 1975, 13 jours de chômage technique, payés à 60 Et en 1976 ?

Cette année encore, la direction de Berliet vient d'annoncer une semaine de chômage entre Noël et le Nouvel An et laisse entendre qu'il y aurait deux autres semaines chômées au premier trimestre 1977.

A l'occasion de la journée d'action de la métallurgie du 18 novembre, les travailleurs de chez Berliet ont manifesté devant les locaux du Comité central d'entreprise où avait lieu la réunion syndicats-direction. Et c'est 200 ouvriers et employés qui sont entrés dans la salle et ont pris à partie les représentants de la direction.

Sous les huées et les sifflets, ceux-ci tentaient de justifier ces nouveaux jours chômés. Mais cette fois-ci, les travailleurs eux-mêmes étaient en face d'eux et ne l'ont pas entendu de cette oreille. De tous les coins de la salle, fusaient les remarques et les cris : « On voit bien que c'est nous qui travaillons, pas vous » ; « Vous vous en moquez de subir le chômage, vous êtes payés au forfait » ; « Commencez par baisser les cadences sur les lignes, avant de nous faire chômer ». A propos de la mise en route d'une troisième ligne



(Fotolib)

dans l'atelier Montage-Camions, un représentant de la direction a répliqué qu'il ne sortait que cinq véhicules par jour. Ce fut un tollé général, les travailleurs le traitant de menteur : « Eh bien, c'est d'accord, on vous prend au mot. On n'en sortira plus que cinq par jour et vous verrez ! »... « Si c'est la cinquième semaine de congés que vous nous donnez, nous voulons bien. Mais payez-la ! ».

L'ambiance était chaude et nous étions tous contents d'avoir dit à la direction ce que nous avions sur le cœur et d'avoir montré que nous ne nous laisserions pas faire comme cela.

Les syndicats ont appelé à sortir de la salle, en demandant à la direction de revoir sa position quant au paiement des jours chômés.

En 1975, nous avons été payés à 60 %, ce qui faisait une perte de salaire de 20 à 60 F, davantage parfois, par jour. Cette année, l'avenir ne s'annonce pas meilleur. Et ce que nous savons, c'est qu'il faudra nous battre si nous voulons obtenir le paiement à 100 %.

Correspondant L.O.

Gévelot (Issy-les-Moulineaux) :

**A la chaufferie,
la direction doit embaucher**

A la Chaufferie, il y a deux personnes en moins. La direction exige tout de même que le travail soit fait par ceux qui restent, et cela à n'importe quelle condition.

Ainsi, la semaine dernière, elle a exigé d'un travailleur qui terminait son poste à 22 h 30 qu'il revienne le lendemain matin à 6 h 30. Et comme ce camarade a quatre heures de transport aller-retour, elle a trouvé une solution miracle... pour elle. Ce travailleur a dormi à l'usine, sur un brancard.

Nous ne devons pas accepter tout ce que la direction exige de nous, pour sortir à tout prix sa production. Notre santé doit avoir plus de prix à nos yeux que ses profits.

Un autre camarade l'a très bien compris, qui a refusé de faire un double poste, bien que la direction l'ait menacé de licenciement. Il a eu raison et la direction a été obligée de reculer.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Gévelot - Issy-les-Moulineaux)

HOPITAL COCHIN :

**Lait pasteurisé...
mais non dératé**

Un rat dans le lait des malades. C'est ce qu'a pu constater un agent en prenant son service le matin à la cuisine centrale.

Face à la présence des rats, l'administration n'a encore rien fait. Il y a quelques mois, elle a édité une brochure sur l'hygiène. Serait-ce tout ce qu'elle sait faire ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hôpital Cochin - Paris.)

APRÈS LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS PARTIELLES

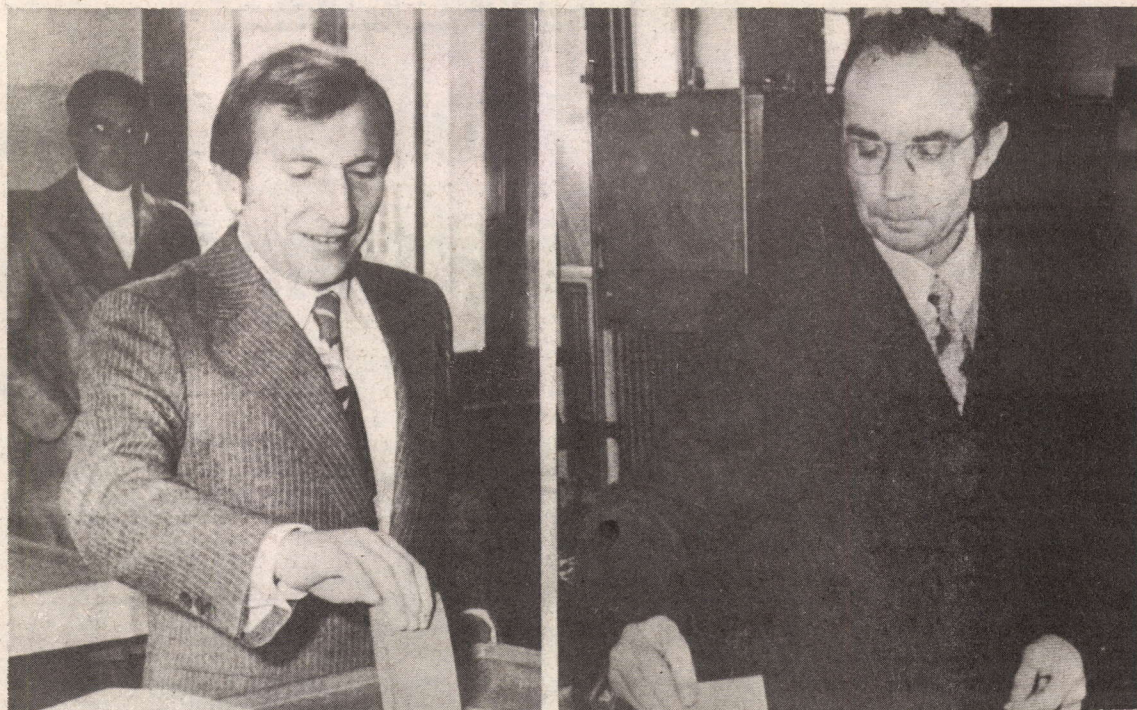
Les résultats du second tour des élections législatives partielles ont confirmé les tendances qui s'étaient déjà nettement dessinées à l'issue du premier.

Du côté de la majorité, ce sont les Républicains Indépendants — les hommes politiques liés au gouvernement Giscard — qui sont perdants. Tandis que, quelques jours avant le second tour du scrutin, Chirac et Tibéri, les élus UDR du premier tour, faisaient une entrée remarquée au Palais Bourbon, leurs malchanceux collègues RI, Gérard Ducray et Bernard Destremau, continuaient à battre la campagne, une campagne loin d'être gagnée d'avance. Et en effet, dans le Rhône, Ducray était battu par le socialiste Poutissou et ne récoltait que 46,65 pour cent des suffrages au second tour, contre 58,07 % au second tour des législatives de 1973. Tandis que Bernard Destremau dans les Yvelines ne l'emportait que d'extrême jus-

tesse, avec 50,66 % des voix en 1976 contre 58,92 % en 1973, et cela, pour comble, dans un match qui l'opposait à un candidat du Parti Communiste.

Pour la majorité, le bilan n'est donc pas brillant. Certes, l'UDR enregistre deux succès dès le premier tour. Mais à l'issue du second, les Républicains Indépendants accusent deux échecs — ceux de Proriol en Haute-Loire et de Ducray dans le Rhône — et un recul dans les Yvelines. La majorité dite présidentielle sort donc affaiblie de ces élections et plus divisée encore qu'elle n'apparaissait, entre le « clan Giscard-Barre » et le « clan Chirac-Guénà », qui marque de toute évidence des points.

La gauche, elle a largement progressé. Elle a gagné deux nouveaux sièges de députés, dans des circonscriptions qui étaient des fiefs d'hommes de droite. Mais surtout, elle enregistre un accroissement spectaculaire en pourcentages



Ducray, républicain indépendant battu par le socialiste Poutissou dans le Rhône. (AFP) Ph. Elie Kagan

de suffrages exprimés : globalement, le pourcentage des voix recueillies par l'extrême-gauche, le PC, le PS et les Radicaux de Gauche réunis passe de 39,54 % au premier tour de 1973 à 46,75 % en 1976.

Mais au sein de ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche », c'est le Parti Socialiste de Mitterrand qui sort largement vainqueur. Vainqueur sur la droite, à laquelle il a pipé des voix d'électeurs centristes, et vainqueur aussi sur son allié de l'Union de la gauche, le Parti Communiste, dont la

lente perte de vitesse électorale continue de s'affirmer. Pratiquement partout, le PS a gagné en nombre absolu et en pourcentage de voix ; tandis que, pratiquement partout, le PC a perdu.

Cela dit, les résultats de ce second tour des partielles ont apporté au PC un lot de consolation : tant dans l'Allier que dans les Yvelines, ses candidats présents au second tour comme candidats de la gauche tout entière ont été capables de faire le plein des voix de gauche et l'étiquette « com-

muniste » n'a pas dissuadé les électeurs socialistes et radicaux de gauche du premier tour de reporter leurs voix sur les candidats du PCF.

C'est un lot de consolation, qui prouve que les efforts des dirigeants du Parti Communiste font pour donner un autre visage à leur organisation portent leurs fruits. Mais un lot de consolation seulement car, si le PC n'effraie pas les électeurs « de gauche » au second tour, il n'en attire cependant pas plus au premier. Au contraire.

Michelle VERDIER.

"ROUGE", CRITIQUE DE L'AMBIGUITÉ ÉCOLOGIQUE

Répondant à une tribune libre d'un membre du PSU parue dans un numéro précédent du quotidien de la LCR, *Rouge* présente une analyse politique des candidatures écologistes qui étaient présentes dans les élections partielles qui se sont déroulées dans le V^e arrondissement de Paris et dans les Yvelines. A cette occasion, *Rouge* se démarque politiquement de ces candidatures, en soulignant à juste titre les ambiguïtés qu'elles recouvrent. Une telle prise de position est à remarquer car dans le passé, l'attitude de la LCR n'a pas toujours été sans ambiguïté face aux aspects politiques du courant écologiste.

« Le camarade Verger du PSU polémique contre l'analyse que nous avons faite des résultats du V^e arrondissement. Pour lui, s'il y a régression des organisations d'extrême-gauche, les 7 % du candidat écologiste Brice Lalonde représenteraient « le courant de

Mai 68 », un courant d'extrême-gauche, écorché par la division des révolutionnaires et leur incapacité à « centrer leur propagande et leur action sur des thèmes sensibles ».

D'accord avec Verger pour saisir toute l'importance de la lutte écologique et constater le retard des organisations révolutionnaires, notamment la LCR, à s'en saisir.

Cependant, nous ne sommes pas d'accord avec l'idéalisation qu'il fait de ce courant qui ne draine pas que les voix d'extrême-gauche, mais qui touche aussi bien l'électorat du PC ou du PS, voire au-delà. Cette ouverture est permise par l'ambiguïté politique des Amis de la Terre qui se félicitent dans *Libération* du 16 novembre de l'isolement des « groupes gauchistes » et qui souhaitent en « terminer avec le terrible monopole de la représen-

tation que sont les partis institués ».

Cette démagogie apolitique et anti-organisation est dangereuse. Jamais Brice Lalonde ne s'est prononcé sur les moyens de changer la vie et son cadre. Or Verger ne peut ignorer le développement de certaines réactions dans l'extrême-gauche face au poids grandissant de l'Union de la gauche. Certains sont prêts à abandonner le combat politique avec les tenants du Programme commun (quel gouvernement, quel pouvoir, quelle stratégie pour arriver au socialisme ?), ils préfèrent se replier sur des terrains importants, mais plus limités, de la lutte anticapitaliste. Que nous ayons à nous interroger sur nos modes d'intervention, sur nos thèmes de propagande, ceci est évident. Mais pas pour laisser le terrain politique dans les mains de la bourgeoisie ou des réformistes. »

LE PSU TOUJOURS ENTRE DEUX CHAISES

C'est sa position habituelle : le PSU ne sait jamais exactement où il se situe. A propos de ses médiocres résultats dans les élections partielles, *Tribune Socialiste* (n° 719 du 18 novembre) s'interroge sur les « sérieuses leçons » de ces élections, et écrit :

« Au fond, bien des travailleurs, même parmi ceux qui se sentent proches de nous dans la vie quotidienne, ne comprennent pas très bien quelle utilité politique présente, au niveau national, le PSU, et en quoi il serait nécessaire de le renforcer, que ce soit en terme de suffrages ou en terme d'adhésion. »

Eh oui ! Bien des électeurs n'arrivent effectivement pas à distinguer quelle différence politi-

que sépare le PSU du PS. Et à juste titre.

Le PSU se veut l'aile gauche, non de l'Union de la gauche — car le PSU clame bien haut qu'il n'est pas signataire du Programme commun — mais de l'« Unité populaire », ce vocable qui désigne en fait l'Union de la gauche plus le PSU, et qui n'a de sens... que pour les militants du PSU. En tout cas, rien de fondamental ne sépare le PSU du PS. Même l'autogestion est réclamée par ce dernier ! Quoi d'étonnant alors à ce que le PSU ait toutes les peines du monde à faire croire qu'il défend une politique autonome, « même parmi ceux qui sont proches de nous » !

A.V.

Un million de logements vides et 16 millions de mal logés : l'absurdité d'un système fondé sur l'argent



Photo Elie Kagan

Une récente enquête de l'hebdomadaire catholique *La Vie* vient de faire savoir qu'il y a actuellement en France plus d'un million de logements vides, et neufs pour la plupart. Ils sont situés principalement dans les grandes villes et leurs banlieues. Rien qu'à Paris, 20 000 logements neufs seraient inoccupés : il faut dire que leur prix moyen est de 5 000 F le mètre carré, ce qui porte le prix d'un F3 de superficie moyenne dans les 30 millions anciens, sans compter le crédit.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le dernier recensement fasse état de 16

millions de mal logés, c'est-à-dire de gens qui ne vivent pas forcément tous dans des taudis, mais qui ne disposent même pas des éléments de confort qui permettraient selon les critères officiels de l'Institut des Statistiques d'être considérés comme des « bien logés ».

Et il n'est pas question pour ces millions de personnes de pouvoir accéder un jour à ces logements, car les promoteurs préfèrent les laisser vacants plutôt que d'abaisser les prix de vente ou de location.

Voilà où on en arrive : à des aberrations de ce genre. Les logements vides suffiraient à

satisfaire les besoins d'une partie de la population mal logée. Mais pas question, ils n'ont pas été construits dans ce but, mais uniquement pour permettre à quelques promoteurs de s'en mettre plein les poches. Ceux-ci préfèrent laisser ces logements vides plutôt que de risquer de faire s'écrouler les prix du marché immobilier. Et cela, disent-ils au nom de l'intérêt social bien compris. C'est-à-dire le leur.

Mais l'intérêt social n'exigerait-il pas que l'on réquisitionne les biens de ces spéculateurs et de ces accapareurs, au profit des plus mal lotis ?

Marianne LAMIRAL.

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

N° 152 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

rouge

Le point
sur le
quotidien
« Rouge »

Les efforts réalisés par la rédaction de Rouge dans la présentation du journal ont été remarqués. Les camarades de Rouge se donnent toujours comme objectif d'atteindre 4 000 lecteurs — la vente se situe actuellement aux alentours de 2 700 — quotidiens sur Paris-surface et, à cet effet, ils ont organisé une journée « R » de mobilisation de leurs militants pour la diffusion du quotidien et une deuxième qui doit avoir lieu début décembre. « Un journal ne se met pas sur pied en quelques mois. Nous avons eu tous les problèmes à résoudre en même temps » écrit Rouge du 24 novembre, qui constate aussi le paradoxe suivant : « Toutes les lettres notent l'amélioration du journal. Sur la forme comme sur le fond », alors que depuis « fin septembre, la souscription ne rentre quasiment plus. A ce rythme-là, nous

ne passerons pas décembre ».

Après cette première sonnette d'alarme, la rédaction fait le point de la situation d'ici fin décembre :

« Il manque 50 000 F (5 millions d'anciens francs) pour fin novembre. Ce n'est pas énorme, mais il faut les trouver. Et ce « faible » chiffre n'est dû qu'au fait que nombre de camarades ne sont pas venus se faire rembourser leurs prêts, ce qui gonfle d'autant l'échéance de fin décembre. Et celle-ci est très inquiétante. Le trou, actuellement prévu pour cette date, est de 420 000 F (42 M. d'AF). Un coup de collier au dernier moment ne parviendra pas à les combler.

Il faut donc : 50 000 + 420 000 = 470 000 F d'ici fin décembre, ce qui fait plus de 10 000 F par jour alors que nous recevons moins de 2 000 F actuellement.

Il faut s'y atteler dès maintenant. Ce serait vraiment trop stupide, au moment où la nécessité de Rouge est plus que jamais évidente, qu'il s'améliore, que nous parvenons à réduire son coût et qu'un début de progression de vente est sensible, de buter sur l'échéance de décembre.

— Intensifier la souscription. L'organiser dans tous les coins (nombreux) où elle ne l'est pas aujourd'hui.

— Chercher et envoyer des prêts militants.

— Améliorer systématiquement la vente, très rarement prise en charge de façon militante.

Sont les tâches qui ne peuvent plus attendre.

IL FAUT 470 000 F D'ICI FIN DECEMBRE POUR QUE ROUGE VIVE !

Libération

Dans le fief
de Marcel
Dassault :
le petits
cadeaux
entretien-
nent
la clientèle
électorale

LE DISTRIBUTEUR DE BILLETS DE 500 F

« Heureux les habitants du nord de l'Oise et de Beauvais car les cadeaux, petits et grands, sont pour eux. Leur généreux bienfaiteur : Marcel Dassault, député de la première circonscription de l'Oise depuis 1958 et qui entend bien le rester. (...) »

On se doute bien que les fantaisies prodigieuses déployées par le riche constructeur aéronautique ne sont pas désintéressées, loin s'en faut. (...) »

Généralement, ces donations se font à l'occasion des rares tournées que Dassault vient faire dans sa circonscription. Il vient alors les poches de son célèbre pardessus bourrées de billets de 500 F et toujours prêt à dégainer son carnet de chèques. (...) »

Naturellement, il va voir en priorité les personnes les plus influentes (maires, curés, gardes-champêtres) et il leur demande ce dont ils ont besoin. C'est ainsi qu'un maire s'est vu offrir un chèque de dix millions pour l'installation d'une salle polyvalente, qu'un curé a touché huit millions pour refaire la toiture de sa chapelle. C'est ainsi qu'il a offert à la plupart des communes un car de transports, même à celles qui n'en demandaient pas, et que l'une d'entre elles a d'ailleurs dû le

revendre parce qu'elle ne pouvait se payer ni chauffeur ni assurances. (...) »

L'HABILLEUR DES MAJORETTES

Mais Dassault pense aussi aux autres, aux simples particuliers. L'Oise-libérée dimanche, hebdomadaire dont il a pris la direction en 1957, n'est pas vendu mais distribué gratuitement à tous ses électeurs, tout comme Jours de France. Les lecteurs apprennent ainsi, à l'occasion d'une fête municipale, que « les majorettes ont été entièrement équipées grâce à la générosité de M. Marcel Dassault, député » (O.L.D. du 21 novembre). Les personnes âgées reçoivent un colis une ou deux fois par an. Il a offert des robes à toutes les femmes de fonctionnaires et n'oublie jamais d'envoyer un cadeau aux facteurs (sans doute pour la peine qu'ils se donnent en distribuant ses journaux). Il a payé des invitations à des écoles entières pour aller assister au meeting du Bourget (ah, les avions...).

LE GRAND FRISSON DES BOURGEOIS

Jusqu'en 1960, la MFTC (Manufacture française de tapis et couvertures) et Novacel (qui fabrique entre autres les éponges « Spontex ») étaient en effet les seules industries de Beauvais. Depuis l'installation des usines Massey-Ferguson

(tracteurs) et Lockheed (les freins pour les avions) ont drainé une population nouvelle très variée, installée à la périphérie dans de grands ensembles de standing différent évidemment, selon que l'on soit cadre ou OS. Seul le centre reste vraiment bourgeois. Tout ceci a amené les notables beauvaisiens à tout miser sur la générosité de Marcel Dassault et à l'aider en contrepartie, comme l'administration du Collège du Saint-Esprit (où a étudié l'un de ses petits-fils) qui a fourni un contingent d'élèves pour coller les affiches du candidat.

Pour sa part, Dassault prépare activement sa réélection. En gâtant par exemple la ville de Bresles, 5 000 habitants, qui votait auparavant à gauche et qu'il couvre de présents pour lui éviter de retomber dans l'ornière. Et en installant aussi, dans ce que M. Amsallem considère comme le quartier-clé des prochaines élections, au milieu des HLM, deux pistes de boules recouvertes chacune d'un toit en aggloméré ondulé soutenu par sept poutres blanches.

Est-il besoin de préciser que le malin mégalomane n'a pas omis de faire écrire, en lettres noires, sur la poutre centrale de chacune des deux pistes, recto-verso : « Jeux de boules Marcel Dassault ».

N° 27 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

rouge

Quand
le « Parisien
libéré »
subventionne
« Laissez-les
vivre »

Dans un article daté du 20 novembre, Rouge rapporte comment le journal Le Parisien libéré finance le mouvement « Laissez-les vivre », qui aldaît le premier à truquer ses chiffres de vente...

« Laissez-les vivre » est cette organisation de défense du foetus qui bénéficie du soutien résolu du Parisien libéré. Il n'était pas un pet lâché par l'un de ses membres qui ne fut rapporté dans les colonnes du Parisien, photo à l'appui. Nous, on croyait, naïvement, qu'Amaury se fendait d'un tel soutien pour des raisons morales et idéologiques. Bien sûr, on se doutait bien qu'il donnait un peu d'argent, mais, toujours par naïveté, on pensait que c'était à fonds perdus, comme il sied aux nobles causes...

Eh bien non ! On s'est trompé. Amaury était basement intéressé, comme n'importe quel petit affairiste.

Voici l'histoire.

La diffusion d'un quotidien, les lecteurs de Rouge en savent quelque chose, est quelque chose de très sérieux. D'autant plus sérieux que du chiffre de diffusion dépendent les tarifs de publicité faits par le quotidien.

Seul petit problème : cette diffusion est contrôlée par un organisme très sérieux qui s'appelle « l'Office de justification de la diffusion ». Ce sont ses chiffres qui sont à la base des contrats de publicité signés avec les annonceurs. D'où un petit problème pour tout entrepreneur de presse qui aimerait augmenter ou maintenir ses tarifs de publicité : comment faire comptabiliser par l'OJD des

exemplaires qui ne sont pas vendus ?

Plusieurs combines existent.

L'une fut d'ailleurs utilisée par le Parisien libéré jusqu'en 1974. Elle consistait à faire croire à l'OJD que chaque jour 30 000 à 50 000 exemplaires étaient vendus « au numéro », à la sortie de l'imprimerie, achetés par des individus qui n'aimaient pas les kiosquiers.

Il faut croire qu'en 1974 la combine ne fut pas jugée crédible par l'OJD puisque l'un des responsables, M. Treillou, dit crûment à Guy Bechtel, un des gros bonnets du groupe de presse Amaury, qu'on se payait de sa tête. Comment faire croire, en effet, que plus de 30 000 personnes, une vraie manif, se bouscullaient chaque jour aux portes de l'imprimerie de la rue d'Enghien ?

Bechtel qui a plus d'un tour dans son sac imagina la parade :

Dire que ce sont des sociétés qui viennent chercher ces exemplaires pour les diffuser parmi leurs membres. Restait à trouver des sociétés et associations se prêtant à cette manœuvre. Des gens de toute confiance puisqu'ils donneraient à Amaury des chèques bidons (pour justifier les ventes auprès de l'OJD) dont Amaury restituerait le montant sous forme de subventions. Bref une petite manœuvre de dessous de table.

Et c'est à ce niveau que « Laissez-les vivre » intervient. Cette association très morale fut contactée pour qu'elle prenne sa part dans la manœuvre. Les discussions se menèrent avec Mme Lejeune, la femme du docte professeur aussi moral

que son association, et semblent s'être conclues positivement puisque, dans une note confidentielle de Bechtel à Amaury il est dit : « Je verrai Mme Lejeune pour lui faire « acheter » — les guillemets sont de Bechtel — 500 exemplaires journaliers ».

A 80 centimes le numéro, pendant 26 jours, ça fait un peu plus d'un million d'anciens francs, somme que « Laissez-les vivre » aurait dû remettre en chèque tous les mois à Amaury pour que ce dernier puisse justifier de cette fausse vente. En échange de quoi Amaury décida de subventionner le journal de l'Association de façon à pouvoir lui remettre le chèque.

En tous cas, après ce petit arrangement, les rapports entre Amaury et « Laissez-les vivre » furent des plus idylliques.

L'association envoya 17 500 lettres à des médecins proches d'elle pour leur suggérer (« sans faire bien entendu aucune pression sur la liberté de chacun » dit la lettre), de s'abonner au journal d'Amaury. Il est vrai que ce dernier avait promis de ristourner 25 % de ces abonnements à « Laissez-les vivre ».

Ces petits cadeaux d'Amaury ne furent d'ailleurs pas les seuls. Toujours au congrès de 1974, le Parisien libéré livra 900 exemplaires gratuits et s'engagea à publier dans ses colonnes un soutien rédactionnel pour l'ouverture du congrès. En échange dans le hall du palais des congrès où se trouvait la réunion, figurait un panneau (payé par Amaury) d'une hauteur de 2,5 m, avec le texte : « le Parisien a toujours soutenu la vie. » (...) »

L'aventure, c'est l'aventure

De son apparition sur la scène publique à sa mort, Malraux a joué au grand homme que des qualités quasi exceptionnelles auraient placé très au-dessus de la mêlée. Il a cherché à donner de lui-même l'image d'un intellectuel qui mérite son nom, c'est-à-dire d'un homme qui aurait « ordonné sa vie et ses actes autour d'une idée »... Resterait à savoir de laquelle. Sur le sujet, Malraux l'énigmatique est resté obscur et il est probable que l'« idée » en question se résument finalement en peu de choses : l'exaltation de sa propre personne.

Mais peu importe qu'André Malraux ait été ou non animé de grands sentiments. Ce qui est sûr, c'est qu'il a toujours été un homme de droite : un homme de droite fourvoyé quelque temps dans les rangs de la gauche, mais qui a très vite retrouvé sa voie, la « voie royale », aux côtés de cet autre grand mégalomane de droite qu'était De Gaulle.

Car André Malraux a été, avant tout, le gaulliste de la première et de la dernière heure : gaulliste en 1943, quand il a rejoint les rangs de la Résistance ; gaulliste en 1947, quand a été fondé le RPF ; et gaulliste de 1958 à 1969, ministre de la Culture, jusqu'au moment où celui auquel il avait attelé son char regagna son refuge de Colombey.

En Mai 1968, le soi-disant « romantique révolutionnaire » n'était pas du côté de ceux qu'enthousiasmaient de grandes idées généreuses. Il était dans le camp de ceux qui se crispaient autour des idées de nation et d'ordre à tout prix et manifestait, avec Michel Debré et bien d'autres, sur les Champs-Élysées, où tout ce

beau monde entonnait des Mar-seillaise hystériques.

Si le romancier des années 1930-1940 a fait de la « révolution » l'héroïne de plusieurs de ses romans, en particulier de celui qui l'a rendu célèbre et lui a valu le Goncourt en 1933, *La condition humaine*, si Malraux s'est engagé physiquement jusque dans les années 1938 dans le même camp que des millions d'exploités luttant contre leur oppression, cela n'a jamais été pour autre chose que par goût d'aventure, pour se « réaliser » personnellement.

Déjà en 1931, Léon Trotsky avait fait le tour du personnage. A propos du roman *Les conquérants*, écrit en 1928 et relatant un des épisodes, de la première phase de la révolution chinoise de 1927 — celle de Canton — il écrivait :

« Par de petites touches colorées, suivant la méthode des pointillistes, Malraux donne un inoubliable tableau de la grève générale, non pas certes comme elle est en bas, non comme on la fait, mais comme elle est aperçue en haut : les Européens n'ont pas leur déjeuner, les Européens étouffent de chaleur — les Chinois ont cessé de travailler aux cuisines et de faire fonctionner les ventilateurs. Ceci n'est pas un reproche à l'adresse de l'auteur : l'étranger-artiste n'aurait sans doute pas pu aborder son thème autrement. Mais on peut lui faire un autre grief qui, lui, est d'importance : il manque au livre une affinité naturelle entre l'écrivain, malgré tout ce qu'il sait et comprend, et son héroïne, la révolution. Les sympathies, d'ailleurs actives, de l'auteur pour la Chine insurgée sont indiscutables. Mais elles sont corrodées par les ou-

trances de l'individualisme et du caprice esthétique. (...) Dans le roman, il est des pages, belles par leur intensité, qui montrent comment la haine révolutionnaire naît du joug, de l'ignorance, de l'esclavage et se trempe comme l'acier. Ces pages auraient pu entrer dans l'anthologie de la révolution si Malraux avait abordé les masses populaires avec plus de liberté et de hardiesse, s'il n'avait pas introduit dans son étude une petite note de supériorité blasée, semblant s'excuser de sa liaison passagère avec l'insurrection du peuple chinois, aussi bien peut-être à l'égard de lui-même que des mandarins académiques en France et des trafiquants d'opium de l'esprit. »

Et Trotsky, déjà, dénonçait en Malraux l'aventurier politique, celui qui avait choisi un camp pour « vivre intensément » — comme on dirait aujourd'hui — et non par fidélité à une idée. Et Trotsky le critiquait d'autant plus vivement que la plupart des héros des romans de Malraux, ceux que l'artiste veut faire passer pour des « révolutionnaires professionnels », ne sont que des bureaucrates — du Kuomintang ou de l'appareil des PC stalinien —, des aventuriers politiques, comme l'auteur lui-même, des artisans d'une politique de trahison de la révolution.

A chaque fois qu'il s'engageait — en Chine et en Espagne — du côté des opprimés, ce fut dans un cas pour justifier la politique du Kuomintang et dans l'autre celle des dirigeants stalinien, égarés de la révolution espagnole.

Aujourd'hui, il est logique que la droite unanime rende un profond hommage à Malraux. Et il

est logique aussi que la gauche traditionnelle — et le PCF en particulier — lui rende le même hommage car, sur le terrain du nationalisme, le PCF n'a rien à envier à la droite.

Qu'ils se disputent donc la dépouille de Malraux !

Pour notre part, nous la leur laissons, et tout entière.

Michelle VERDIER

Lyssenko, et la "science" stalinienne

Trofim Denissovitch Lyssenko vient de mourir, en URSS, à l'âge de 78 ans. La presse soviétique n'a consacré que peu de place à la disparition de l'homme qui, pendant des années, fut le dictateur incontesté (parce qu'incontestable, sous peine de mort !) de la biologie soviétique. Mais sa carrière restera certainement dans l'histoire comme la plus parfaite illustration des aberrations auxquelles le stalinisme a pu conduire sur le plan scientifique.

Jusqu'à ce jour de 1927 où la *Pravda* publie le premier article à sa gloire, rien ne semblait prédisposer l'obscur horticulteur qu'était Lyssenko à devenir un jour le président de l'Académie des sciences agricoles de l'URSS, et surtout pas la qualité de ses études et l'étendue de ses titres scientifiques. Mais à l'heure de la « construction du socialisme dans un seul pays », il y a des possibilités d'avenir pour les jeunes ambitieux prêts à jurer qu'ils sont capables de multiplier les rendements de l'agriculture soviétique. Lyssenko est de ceux-là. En quelques années — aidé par sa profonde inculture scientifique — il va bâtir une théorie « nouvelle » de l'hérédité, affirmant qu'il est facile de modifier par certains tours de main les caractéristiques des espèces vivantes et de faire en sorte qu'elles transmettent ces caractéristiques nouvelles à leurs descendants. Il s'affirme capable de créer de nouvelles espèces à rendement exceptionnel, d'acclimater des espèces tropicales au climat des steppes polaires, et des espèces septentrionales aux déserts d'Asie centrale.

Les résultats expérimentaux ne confirment pas ces brillantes théories ? Qu'importe. L'URSS des années 1930 est pleine de responsables s'évertuant à déguiser leurs résultats, à truquer leurs statistiques, pour faire plaisir à la clique dirigeante stalinienne, dont le pouvoir s'affirme de plus en plus ouvertement.

Des expériences à la portée d'un étudiant de première année suffisent pour démontrer que Lyssenko a tort et que ce sont les tenants des conceptions classiques de l'hérédité (reposant sur les travaux de Mendel et de Morgan) qui ont raison ? Qu'importe aussi. Dans l'URSS de ces années-là, l'essentiel n'est pas d'avoir raison sur le plan scientifique.

L'essentiel est d'être le plus doué dans l'art de l'intrigue, de savoir faire sa cour à l'appareil, de savoir aussi dénoncer dans les termes adéquats ses adversaires. Et Lyssenko, sur ce plan-là, a des dons. Dès 1940, ses adversaires prennent le chemin des camps de concentration, où mourront certains des plus grands biologistes soviétiques.

C'est que, très rapidement, Lyssenko a reçu un renfort de choix

en la personne de Staline. Il n'est pas question pour celui-ci de laisser se prolonger une discussion comme celle qui oppose Lyssenko (et les charlatans du même acabit qu'il a regroupés autour de lui) aux partisans de la génétique classique. De la biologie à la politique, il n'y a qu'un pas, qui peut être vite franchi. Comme toujours en pareil cas, Staline va arbitrer le conflit. Il ne connaît rien en biologie. Mais si Lyssenko affirme que c'est guidé par la pensée du grand Staline qu'il a eu d'aussi brillants résultats, c'est Lyssenko qui a raison. Désormais, les élucubrations des lyssenkistes sont promues au titre de « science prolétarienne », alors que les conceptions des partisans de la génétique classique sont qualifiées de « science bourgeoise » et leurs défenseurs traités comme des valets de l'impérialisme.

En 1948, Lyssenko connaît même une consécration internationale. Les différents Partis Communistes sont priés de chanter la gloire de ses théories et de condamner les lois de la génétique classique. Parmi les intellectuels du Parti Communiste Français, cela crée d'ailleurs quelques remous. Le biologiste Jacques Monod en démissionne avec éclat. Son collègue Marcel Prenant partira quelques années plus tard sur la pointe des pieds, après avoir tenté de concilier l'inconciliable. Mais si les biologistes sont réticents, il se trouve des gens, comme Georges Cogniot et l'inévitable Aragon (qui ne veut pas manquer une occasion de prostituer sa plume), pour se faire les chantres de l'imposture lyssenkiste.

Las ! ça ne pouvait pas durer toujours. Car si on peut truquer les statistiques d'un laboratoire ou d'un sovkhos, c'est plus difficile de truquer longtemps celles de l'URSS tout entière. Et l'application à large échelle des théories lyssenkistes a conduit à de véritables catastrophes économiques. Après la mort de Staline, c'est une première disgrâce, jusqu'au jour où Khrouchtchev à son tour se passionne pour cet illusionniste qui lui promet des récoltes extraordinaires. Mais Khrouchtchev disparaît de la scène politique, et Lyssenko rentre dans l'ombre.

Il y mourra. Mais toujours membre de l'Académie des sciences. Car si la génétique classique a retrouvé droit de cité en URSS, jamais le pouvoir n'a eu l'audace d'ouvrir publiquement le dossier du lyssenkisme, et encore moins d'en faire le procès. C'est que, si Lyssenko est mort, le régime politique qui a permis la plus grande imposture prétendument scientifique de notre époque est toujours vivant.

François DUBURG



Malraux en Mai 1968 : avec Debré, dans le camp des hystériques de l'ordre.

République Démocratique Allemande :

Wolf Biermann, ou la dictature contestée

Depuis 1963, le chanteur et poète contestataire est-allemand Wolf Biermann est interdit de chansons en public, dans son pays, l'Allemagne de l'Est, et a été exclu du Parti Communiste. La RDA vient de profiter d'une tournée qu'il effectuait à l'Ouest à l'invitation des syndicats, pour lui retirer sa nationalité, et ce geste est en passe de devenir une véritable affaire politique.

A la suite de la retransmission d'un concert donné par Biermann à Cologne par la télévision ouest-allemande, reçue en RDA, les autorités de celle-ci menacent la chaîne de TV de représailles : il est question de fermer son bureau à Berlin-Est. 13 intellectuels d'Allemagne de l'Est ont lancé une pétition qui a fait rapidement tache d'huile. En quelques jours, plus de soixante écrivains et artistes s'y sont associés. La contestation gagne la rue : slogans sur les murs, protestations dans une salle de cinéma à Berlin-Est. Les autorités réagissent vigoureusement : un écrivain a été arrêté, des pressions s'exercent sur les protestataires et leur famille. Mais cette « ligne dure » semble ne pas avoir

l'accord de l'ensemble des dirigeants du Parti Communiste en Allemagne de l'Est, d'autant que l'Union Soviétique aurait pris position contre cette maladresse.

Quel est donc ce chanteur qui semble gêner la RDA au point qu'elle préfère s'en débarrasser en prenant le risque d'un scandale public ?

Il est né en 1936 à Hambourg, dans une famille d'ouvriers communistes qui eurent à subir les persécutions nazies. Tout jeune, il adhéra au Parti Communiste, et en 1953, à l'âge de 17 ans, il choisit de s'installer en RDA, qu'il appelle « la meilleure partie de l'Allemagne ». Il y travailla avec Bertolt Brecht, comme assistant de mise en scène, fit des études de philosophie et de mathématiques, et devint un chanteur-poète populaire surtout parmi les jeunes. Ses textes sont inspirés par la haine de la guerre, du fascisme, par l'appel à la fraternité des peuples et à une vie plus humaine : ils sont traversés par un esprit militant, dont les traits sont aussi dirigés sans équivoque contre le bureaucratisme et le caractère policier de l'Etat de l'Allemagne de l'Est. Un des soucis majeurs de

Biermann est de ne pas laisser planer la moindre confusion entre la critique qu'il fait du régime de la RDA et celles de la droite. Il se veut communiste, il le rappelle constamment, et contre les foudres qu'il s'attire en ce moment de la part du pouvoir des bureaucrates, il refuse l'alliance de la presse et des gens de droite, trop intéressés — surtout en RFA — par l'utilisation possible qui pourrait être faite de son « cas » à l'Ouest.

D'un recueil intitulé **La harpe de barbelés**, paru en traduction française en 1972 dans la collection 10/18, nous avons extrait les vers suivants. Mais tous ses poèmes valent la peine d'être connus, qu'ils condamnent le racisme ou l'assassinat de Julian Grimau, qu'ils chantent le printemps de Prague, le temps des cerises à Buckow ou l'ouvrier draineur Fredi Rohsmeisel. C'est une voix nouvelle que nous fait entendre Wolf Biermann, ennemi à la fois des capitalistes et des bureaucrates qui défigurent le socialisme : il est bon que la jeunesse de toute l'Allemagne lui fasse un succès.

Christiane LE GUERN.



(UPI)

N'ATTENDS PAS DES JOURS MEILLEURS

J'en entends plus d'un dire avec amertume « Le socialisme — c'est bien beau.

Mais il faut dire qu'ici on nous trompe sur la marchandise »

J'en vois plus d'un serrer les poings tout au fond de ses poches un mégot froid au lèvres et le cœur plein de cendres

Plus d'un espère que l'eau du fleuve finira bien par ne plus couler Mais au printemps lors du dégel elle se met à couler de plus belle

Plus d'un voudrait passer ses jours comme on passe l'hiver Mais les difficultés il nous faut les surmonter ! surmonter ! surmonter !

N'attends pas des jours meilleurs

N'attends pas de tout ton cœur

Pareil au fou qui jour après jour

Attend au bord du fleuve que soient taris les flots qui roulent éternellement

Beaucoup feront le nécessaire pour la victoire du socialisme Aujourd'hui ! Dès aujourd'hui et non demain !

La liberté vient à son heure

Et le meilleur moyen contre ce socialisme (je le dis tout haut) c'est d'édifier le socialisme

L'EDIFIER !!!

AVEC LE SOLEIL

d'Edith CRESSON

Secrétaire national du Parti Socialiste et responsable de la jeunesse, Edith Cresson s'est fait connaître lors de la campagne pour l'élection législative partielle à Châtelleraut, à la fin de 1975, quand elle était candidate du Parti Socialiste et, en quelque sorte, sa caution féminine. Edith Cresson affirme avoir eu l'intention de montrer comment, quand on est une femme, on en vient à

la politique. Mais, au fil de ce récit autobiographique, il ne faut pas espérer trouver une description des conditions de vie et de travail des femmes dans notre société, ni l'exposé des positions du Parti Socialiste sur le sujet. Edith Cresson se contente de relater très banalement l'itinéraire qui fut le sien, jeune fille d'un milieu aisé, sortie d'une grande école, et dont les héros politiques

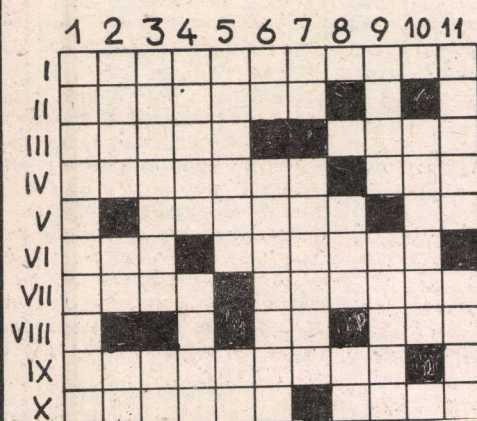
sont Mendès-France, Gaston Deferré puis Mitterrand qui, d'après le titre de son livre et ce qui transparaît tout au long des pages, semble être ce « soleil » qu'elle espérait !

Il s'agit là d'un livre de circonstance destiné à vanter les mérites du Parti Socialiste par la plume d'une femme qui se félicite, en conclusion et comme il se doit, de pouvoir observer que

« le PS cesse progressivement de jouer un rôle d'opposant pour devenir un parti de gouvernement et proposer des réponses aux préoccupations des Français ». Ce n'est pourtant pas dans son livre, pas plus d'ailleurs que dans la politique de son parti, qu'on trouvera des réponses aux questions que se posent les classes laborieuses.

Lucienne PLAIN.

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. Producteur. — II. Une condition. — III. Collinaire de la rose - N'a plus faim. — IV. Restent de marbre - Un échec définitif. — V. Inventeur du coup de Trafalgar - Raide et d'équerre. — VI. Phonétiquement : eut acquis - On y met le pied. — VII. Il dépasse souvent la fiction - Question de lire, elle s'y connaît. — VIII. Moitié - A demi lettré. — IX. Etoile de faible magnitude. — X. Eviter avec adresse - L'Europe n'en est qu'une excroissance.

VERTicalement. — 1. Met de côté. — 2. Début de rupture - Phonétiquement : coupé menu - On les trouve dans la lutte mais pas dans la guerre. — 3. Provoque l'asbestose - Précieux symbole. — 4. Loue les mérites - Meuble une chambre anglaise. — 5. Mère-grand - Un article qui ne se trouve pas en magasin. — 6. Précède souvent le folio - Apprécier. — 7. Bien défini - Alla prendre l'air. — 8. Dit que non - Possessif altruiste. — 9. Une maman toute retournée - Personnel féminin. — 10. En danger en 93. — 11. La grand mère loin - On sait au moins qu'il existe.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	A	R	C	E	S		N	E	S
II	A	V	O	R	T	E	M	E	N	T
III	R	O	S	I	E	R	I	S	T	E
IV	A	I	E	S		F	E	S	E	R
V	N	S		P	I	E	S		T	C
VI	D	I	S	E	R	T		L	E	O
VII	O	N	U		O	T	T	O		R
VIII	L	A	I	T	I	E	R		C	A
IX	E	N	T	E	S		O	P	E	L
X	S	T	E	R	E	D	T	Y	P	E

THEATRE THEATRE

Lorenzaccio

d'Alfred de MUSSET à la Comédie-Française

LORENZACCIO d'Alfred de Musset à la Comédie Française, salle Richelieu, Place du Théâtre Français. Métro Palais Royal.

La pièce relate des événements authentiques. En 1537, dans l'ancienne République de Florence, tombée sous la tyrannie des Médicis, le sanguinaire duc Alexandre est assassiné par son compagnon

de débauche, Lorenzo, surnommé Lorenzaccio en signe de mépris — Lorenzo, le petit en quelque sorte.

Les bourgeois républicains qui complotaient contre la dictature ne savent pas saisir l'occasion et, par crainte du peuple, les grandes familles choisissent en définitive un nouveau duc : Côme de Médicis.

Quant à Lorenzaccio, loin d'être remercié, il est pourchassé et mis à mort...

Mais, si l'action de la pièce se situe au XVI^e siècle, Musset l'a écrite en 1833-34. Et il y a bien sûr transposé la situation de la France, où la révolution de 1830 avait chassé Charles X pour le remplacer par un autre monarque, Louis Philippe.

Le Lorenzaccio de Musset est d'ailleurs le prototype d'un personnage politique qui n'a pas fini de proliférer : l'intellectuel petit-bourgeois, qui voudrait changer la société, se croit volontiers désigné par la providence pour le faire, voudrait bien bénéficier du soutien du peuple — à condition que toute l'intervention du peuple se limite à l'approuver — et finit par désespérer des masses, qui ne reconnaissent pas ses mérites, et par les mépriser.

Lorenzaccio est bien un héros désespéré. Jeune étudiant calme et studieux, il ressent un jour un appel irrésistible. Il a une mission à accomplir : abattre l'un des tyrans qui oppriment l'Italie. Il parvient à se glisser parmi les amis du duc de Florence, gagne sa confiance, devient son « mignon », participe à toutes ses débauches, à tous ses crimes, durant deux années, en préparant le moment favorable de l'assassinat.

Mais en même temps il se transforme : son habit de débauché devient maintenant une seconde nature. Lorenzaccio est lucide. Il sait que les

aristocrates républicains, dont il connaît les complots, seront incapables de se montrer à la hauteur des circonstances après la mort du duc. Il va pourtant au bout de son projet, ne serait-ce que pour faire payer au duc le prix de sa propre déchéance, même si cela ne sert plus à rien. Et ensuite, se sachant pourchassé, il prend si peu de précautions que sa fin est un véritable suicide.

De cette œuvre touffue, qui ne manque ni d'intérêt ni de grandeur, la Comédie Française a fait une adaptation marquée par quelques coupures, qui font parfois perdre de sa force au texte. (Mais il est vrai que, même ainsi, le spectacle dure trois heures et demie, entracte compris).

Les décors et costumes sont somptueux et loin de nuire à la pièce, comme certains critiques l'ont dit. La troupe de la Comédie Française est excellente. Le rôle de Lorenzaccio est joué en alternance par Claude Rich et Francis Huster. Nous avons vu Francis Huster. Il a mérité l'ovation que lui a faite le public.

André VICTOR

Guy Bedos



AU
THEATRE
DE LA
RENAISSANCE

Dans le nouveau spectacle de Guy Bedos on découvre ses nouveaux sketches dans lesquels il a tenu à afficher explicitement où vont ses sympathies, ou plus exactement ses antipathies, dans ce monde hypocrite et malhonnête. Il utilise son humour mordant pour aggraver Giscard (« Vous savez ? l'écrivain »), les « gros bras » du dénommé Amaury, l'ENA, la télévision aux ordres, et ceux qui méprisent la classe ouvrière, même si c'est au

nom de « l'écologie ». Une mention spéciale est réservée à Michel Sardou, envers qui Bedos ne cache pas son mépris.

On a également le plaisir de réentendre les meilleurs sketches de Bedos et les habitués de la fête ou du gala de Lutte Ouvrière pourront éclater de rire une fois de plus en le voyant ridiculiser les « rouleurs » qui se croient irrésistibles, les racistes, etc.

Enfin, dans une dernière partie, Bedos innove en proposant au public de terminer par un dialogue. La qualité du débat dépend évidemment des questions posées mais, même lorsque le dialogue reste un peu terne, on n'a jamais le sentiment de quelque chose d'artificiel.

En résumé, un spectacle qu'il faut se dépêcher d'aller voir avant le 4 janvier.

René BLIARD.

EXPOSITION :

LE FRONT
POPULAIRE
A LA FNAC

La FNAC Montparnasse organise actuellement et jusqu'au 4 décembre une exposition-photo consacrée au Front Populaire.

Nombreux, parmi la cinquantaine de clichés signés Robert Caja et David Segmons, sont ceux

qui ont été repris dans les différents films et livres consacrés à 1936.

L'ensemble n'en constitue pas moins une exposition intéressante.

TELETELE

Samedi

27 novembre

ANTENNE 2 - 13 h 45 - **L'aube des hommes : Et les vents de glace soufflèrent cent mille années.** Les hommes survivent à la quatrième glaciation de notre planète.

FR3 - 20 h - **Thalassa : île à la dérive d'un continent.** L'île de Ré et l'île d'Yeu face au tourisme.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film TV : **Les scrupules de Maigret**, de J.-L. Muller, d'après un roman de Simenon.

Dimanche

28 novembre

ANTENNE 2 - 16 h 20 - **Des animaux et des hommes :** divers reportages et une présentation de l'exposition sur les origines de l'homme qui se tient actuellement à Paris, avec un film sur l'environnement animal des premiers hommes.

FR3 - 17 h 50 - **Méditerranée : Rome, vers l'unité.** La fondation et le développement de la ville.

FR3 - 20 h 30 - Film : **L'affaire Mattei**, de Francesco Rosi, avec Gian Maria Volonté. La vie et la mort de Mattei, l'homme qui essaya de tailler une place, parmi les grands du pétrole au trust nationalisé italien du pétrole.

Rosi est visiblement fasciné par le personnage — qui fut en réalité le serviteur des intérêts de la bourgeoisie italienne et des siens propres. **FR3** - 22 h 30 - **Harlem.** Un reportage sur le ghetto noir de New York.

Lundi 29 novembre

ANTENNE 2 - 21 h 55 - **Les années bonheur : 1936, le printemps des prolétaires.** Cette émission réunit Georges LeFranc (auteur d'une histoire de cette période) et Max Gallo (historien), tous deux hommes de gauche, Cavada (journalis-

te) et l'écrivain réactionnaire Jacques Laurent (Cécile Saint Laurent).

TF1 - 22 h - **Daguerréotypes.** Une réalisation d'Agnès Varda qui raconte la vie des habitants d'une rue du 14^e arrondissement à Paris, la rue Daguerre.

Mardi 30 novembre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran proposent un bon film de Gérard Pirès, **Elle court, elle court, la banlieue**, pour introduire le débat sur les transports en commun. Celui-ci réunira en particulier Marcel Cavallé, ministre actuel des Transports, Brigitte Gros, auteur du livre **Quatre heures par jour** et maire de Meulan, ainsi que plusieurs usagers.

Mercredi

1^{er} décembre

FR3 - 20 h 30 - Film TV : **Jour- nal d'un prêtre ouvrier**, de

Maurice Failevic, réalisateur d'un certain nombre de films sur des sujets sociaux (**La belle ouvrage**, **Le temps d'un été**). La musique est de Francis Le- marque.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **C'est-à-dire : Olaf Palme.** La carrière politique de celui qui fut Premier ministre du gouvernement suédois socialiste jusqu'en 1976.

TF1 - 22 h - **L'opinion publique.** 3^e émission sur le thème : **La France se dépeuple-t-elle ?**

Jeudi 2 décembre

FR3 - 20 h 30 - Film : **Le chevalier des sables**, de Vincente Minnelli, avec Richard Burton et E. Taylor. Les amours d'une femme et d'un pasteur.

TF1 - 21 h 30 - **L'événement :** Le Japon avant les élections.

Vendredi

3 décembre

FR3 - 20 h 30 - **Vendredi**, de M. Cazeneuve : **Le défi et l'en- jeu, les classes moyennes.** Par-

ticipent à l'émission, Alain Duhamel (journaliste), A. Chalandon (UDR), Jean Royer (député-maire de Tours), Jacques Delors du PS et Georges Valbon (député de Seine-Saint-Denis) du PCF.

FR3 - 21 h 30 - **Méditerranée : Un seul Dieu.** L'apparition du monothéisme dans le bassin méditerranéen.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - **Ciné-Club : Le blanc et le noir**, de 1930, de R. Florey, avec Raimu, Fernandel, etc. Un film qui se veut une comédie mais dont le sujet (un enfant noir né dans une famille blanche) est rien moins que raciste.

Samedi 4 décembre

TF1 - 20 h 30 - **Numéro Un :** Guy Bedos.

Dimanche

5 décembre

TF1 - 20 h 30 - Film : **Le Ta- toué**, de D. de La Patellière, avec J. Gabin et L. de Funès.



1900 (deuxième partie)

de Bernardo BERTOLUCCI

Comme la première partie du film, la seconde est la plupart du temps très belle et passionnante. Disons-le tout de suite : le film ne gagne rien à certaines scènes d'une violence inouïe, où le « réalisme » insoutenable frise la complaisance (en particulier cette scène où le régisseur fasciste assassine un gosse). Et on regrette que Bertolucci ait oublié parfois que le propre de l'artiste consiste aussi à être capable de suggérer les choses et les actes, avec tout autant de force, sinon plus, qu'en se complaisant dans un étalage malsain. Mais cette réserve n'enlève pas au film ses autres qualités. La plus évidente reste d'avoir réussi à montrer la psychologie de classe des différents personnages avec vigueur et une grande justesse de ton.

La deuxième période s'ouvre au moment où les bandes fascistes, arborant leurs chemises noires font la loi. Et en particulier le régisseur du domaine, une brute sadique aux sordides rêves d'ascension sociale et de revanche individuelle, qu'Alfredo, devenu le jeune maître du domaine, plus lâche que jamais, garde à son service et laisse

sévir. Et ce fils de famille, qui aurait presque pu, dans le passé, embrasser la cause communiste de son compagnon d'enfance, a beau avoir facilement la larme à l'œil, les nerfs sensibles : son arrogance et sa solidarité de classe restent plus fortes que ses accès de mauvaise conscience. Capable de laisser tabasser presque à mort son ami sans broncher, il se fait mépriser de sa jeune épouse, une femme à la mode, sensible et cultivée, qui finit par s'enfuir, écoeurée devant les exactions de son régisseur.

Les paysans, quant à eux, vivent désormais dans la terreur. Mais ils gardent au cœur une sourde révolte. Et tous, chacun à leur façon, gardent une admirable dignité.

Le film se termine en 1945, à la fin de la guerre, quand les paysans attendent la « Libération », dans laquelle ils voient la fin du pouvoir des patrons et « la terre à ceux qui la travaillent ». Ils n'épargnent pas le couple de fascistes qui avait semé la terreur. Le maître, par contre, Alfredo, ne doit la vie qu'à Olmo, le paysan communiste, revenu de la clandestinité en libérateur, qui

prononce un discours ambigu par lequel une vieille paysanne a l'impression d'être « embrouillée », où il essaie de convaincre que « le patron est bien mort », même si Alfredo, lui, reste bien vivant. Et la « mort du patron » devient moins évidente encore pour tout le monde quand les hommes du CLN (le Comité de libération nationale), qui parlent au nom des « démocrates-chrétiens, des socialistes et communistes tous unis », viennent se faire remettre les armes des paysans. Ceux-ci, réticents et méfiants, finissent par les rendre, les larmes aux yeux, après qu'Olmo a donné l'exemple. Il reste aux paysans communistes à fêter néanmoins « la victoire », en portant en triomphe à travers les champs un immense drapeau rouge, cousu de pièces rapportées, dans une scène à la fois poignante et dérisoire. Les dernières images du film montrent Alfredo et Olmo, devenus deux vieillards presque gâteux, se chamaillant sur un chemin creux, quelque trente ans plus tard, conclusion encore plus dérisoire et désenchantée.

Huguette CHEVIREAU

Une femme à sa fenêtre

de GRANIER-DEFERRE

1936 en Grèce. Metaxas vient de prendre le pouvoir, instaurant une dictature policière, pourchassant impitoyablement les militants ouvriers. L'un de ceux-ci, militant stalinien, entre par la fenêtre de la femme d'un diplomate italien, qui le cache et tombe amoureuse de lui. Elle l'aide à fuir et utilise pour ce faire son milieu, ses amitiés, pour finalement s'enfuir avec lui. Le film indique qu'ils sont morts, victimes de la répression, quelque temps plus tard.

Ce roman de Drieu La Rochelle, écrivain connu pour ses sympathies d'extrême-droite, est mis en scène par Granier-Deferre sur un scénario de Jorge Semprun. Le film est « précieux » et compliqué, comme le sont souvent les romans de J. Semprun, et les nombreux retours en arrière dans le temps le rendent un peu difficile à suivre. Mais c'est une œuvre délicate et intelligente, retraçant justement le comportement et la psychologie de l'héroïne, qu'interprète brillamment Romy Schneider. L'aventure, pour elle, c'est d'aimer un homme qui

porte en lui quelque chose qui le dépasse, alors qu'elle vit dans un monde cultivé et raffiné duquel la vraie vie à laquelle elle aspire semble pourtant absente.

Ce ne sont pas les idées de l'homme qu'elle va suivre qui la gagneront, c'est son engagement. « Les hommes valent mieux que les idées qui les font vivre » dit l'un des personnages, à propos du communisme militant en butte à la répression. Et l'on nous montrera également Drieu La Rochelle, de dos, racontant que, lorsqu'il écrivit ce roman, il était fasciné par quelques hommes qui défendaient le communisme, de la même façon qu'il le fut ensuite, à l'opposé, par le fascisme. Cette constatation pleine d'amertume et de pessimisme, que nous ne partageons évidemment pas, n'enlève rien de sa valeur au témoignage qui le précède.

La Grèce de Metaxas, ainsi que la « Grèce éternelle » qu'on nous montre en arrière-plan, dans ce bon film, sont également dignes d'intérêt.

Louis GUILBERT

Du côté des tennis

de M. HARTMANN-CLAUSSET

Dans la vie de tous les jours des femmes de la bourgeoisie de province, il n'y a pas grand-chose : le tennis, où l'on se retrouve, mais aussi le cheval ou le yoga. Elles s'occupent de la maison, des enfants. Elles font des courses, dépensent de l'argent dans les boutiques à la mode. Elles organisent des dîners, vont à Paris faire du shopping. Elles ont parfois un amant. Certaines ont « une occupation » quelques heures par semaine. Tout cela dans l'ombre des maris, qui sont médecins,

avocats, notaires...

Et puis elles se rencontrent, se confient leurs soucis, leurs états d'âme. C'est à cela que nous assistons pendant une heure et demie. Or, du côté des tennis, on n'est pas toujours bien dans sa peau, on a souvent envie d'une autre vie. Mais on est englué dans le confort doré et dans les conventions sociales. Alors, on s'ennuie ferme... de chaque côté de l'écran.

Claude CHARVET

sélection

FILMS RECENTS

1900 (1^{re} partie) : Paysans et maître dans un petit village italien au début du siècle.

Templiers (3^e) - Studio Galande (5^e) - Grands Augustins (6^e) - Marbeuf (8^e) - Grand Pavois (15^e) - Calypso (17^e).

Barry Lyndon : Une belle évocation de la société britannique au XVIII^e siècle.

Impérial (2^e) - Gaumont rive gauche et Hautefeuille (6^e) - Gaumont Champs-Élysées (8^e) - Gaumont Sud (14^e).

La carrière d'une femme de chambre : Une satire des milieux du cinéma italien sous Mussolini.

Biarritz (8^e) - Les Cinoches de St-Germain (6^e) - Bretagne (6^e) - Trois Haussmann (9^e) - Ternes (17^e).

Les hommes du président : L'enquête de deux journalistes américains déclenche l'affaire du Watergate.

Grand Pavois (15^e) - Ermitage (8^e) - Secrétan (19^e).

Nous nous sommes tant aimés : En Italie, trois résistants trente ans après : un bilan émouvant et plein d'humour.

Les Cinoches de Saint-Germain (6^e).

Lettre paysanne : La vie quotidienne aujourd'hui, dans un village du Sénégal.

La Clef (5^e).

Mado : Sur un fond de crise économique, autour de Mado, gravitent un promoteur immobilier, un groupe de jeunes. Un film de Claude Sautet, intelligent et pessimiste.

Omnia (2^e) - St-Germain Vil-

lage (6^e) - Concorde (8^e) - George V (8^e) - Français (9^e) - Nation (12^e) - Fauvette (13^e) - Montparnasse Rathé 74 (14^e) - Convention (15^e) - Mayfair (16^e) - Images (18^e).

Monsieur Klein : En 1942, à Paris, un riche amateur d'art alsacien va devenir victime des persécutions antisémites et aller, d'abord involontairement puis délibérément, à sa propre destruction.

Capri (2^e) - UGC Opéra (2^e) - Odéon (6^e) - Biarritz (8^e) - Liberté (12^e) - Paramount Montparnasse (14^e) - Royal Passy (16^e) - Paramount (17^e).

ANCIENS FILMS A REVOIR

Festival Gabin « Le magnifique » : Samedi : French

Cancan. Dimanche : **La traversée de Paris**. Lundi : **L'air de Paris**. Mardi : **En cas de malheur**. Il s'agit de films relativement récents.

Olympic (14^e).

Le bal des vampires : Un pastiche très réussi et très drôle des films de vampires.

UGC Opéra (1^{er}) - Cluny Ecoles (5^e) - Marbeuf (8^e) - Montparnasse Bienvenue (15^e).

Fantasia : Walt Disney illustre par des dessins animés quelques célèbres œuvres musicales. Une réussite.

Panthéon (5^e) - Élysées Point Show (8^e) - Madeleine (8^e) - Impérial (2^e).

L'Enfant sauvage : L'histoire de Victor de l'Aveyron, un « enfant sauvage », vue par Truffaut.

Studio Cujas (6^e).

Des pièces qu'on peut voir :

MONSIEUR CHASSE, de Georges Feydeau.

Le vaudeville, par l'un des maîtres du genre. Cela ne vise pas loin, mais on rit d'un bout à l'autre.

Théâtre de l'Atelier.

UNE ASPIRINE POUR DEUX, de Woody Allen.

Allan Félix rêve d'être un séducteur, mais la réalité est moins séduisante. Une satire du comportement masculin.

Théâtre du Gymnase.

LA BELLE HELENE, opérette d'Offenbach.

L'Antiquité grecque gaie-ment revue et corrigée. Tout en musique, tout en drôlerie. Bouffes Parisiens.

PORTUGAL

VERS UNE SCISSION DU PARTI SOCIALISTE ?

Cinq dirigeants de l'aile gauche du Parti Socialiste Portugais ont été suspendus pour « indiscipline » le 22 novembre dernier. La direction du PS reproche entre autres à ces derniers d'avoir soutenu une manifestation pour protester contre les attentats d'extrême-droite. Parmi les cinq militants suspendus figurent les chefs de file du secteur ouvrier du PS élus au dernier congrès sur une liste qui représente 25 % des suffrages de l'ensemble du parti.

Il s'agit donc d'une attaque en règle contre la gauche ouvrière du parti.

Cette crise au sein du PS n'a rien de très étonnant. Le gouvernement de Soarès s'est engagé dans une série de mesures revenant sur les conquêtes ouvrières arrachées depuis le coup d'Etat d'avril 1974 dont la plus récente est la décision par décret loi de payer une partie du treizième mois des salariés (qu'ils devaient toucher à Noël) en bons du trésor.

A terme, cette politique ne peut mener qu'à un recul du PS. Car, spéculant sur le capital de confiance qu'il a acquis auprès des masses qui se sont éveillées à la politique depuis deux ans, le Parti Socialiste le dilapide par la même occasion et prépare ainsi un retour de la droite au pouvoir.

On ne peut guère prévoir comment ce désenchantement des

classes populaires à son égard se traduira sur le plan électoral. Mais les illusions des masses furent aussi les illusions des militants ouvriers au sein du PS, qui furent pour la plupart recrutés dans les commissions de travailleurs qui s'étaient créées en 1975 sur la base de l'offensive socialiste contre le Parti Communiste et où ils s'étaient mobilisés avant tout contre le sectarisme et le bureaucratisme du Parti Communiste sur des positions « démocratiques ». Ce sont ces militants qui formèrent ensuite à l'intérieur du PS des « commissions du travail », prennent des positions contre l'appareil du parti et qui ont acquis une existence relativement autonome.

Et ce sont ces militants qui aujourd'hui sont particulièrement rétifs à la politique de Soarès.

Pour la direction du PS, il s'agit donc de reprendre en main l'ensemble du parti. Mais l'éventualité d'une scission sur sa gauche serait bien dans la logique de la situation politique du PS et n'aurait d'ailleurs rien d'original. C'est ce qu'ont connu la plupart des partis socialistes au pouvoir, à commencer par la SFIO en France en 1936, dont le PSOP (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan de Marceau Pivert) scissionna en 1938, en passant par le PSU, issu de la scission sur la gauche du PS de Guy Mollet, au gouvernement en 1956, qui avait envoyé le contingent en Al-

gérie. Et il ne serait pas étonnant qu'aujourd'hui, de la même façon, se crée au Portugal une nouvelle formation à la gauche du PS, comme le font croire d'ailleurs des rumeurs insistantes à Lisbonne selon lesquelles un Parti Socialiste Ouvrier Portugais (PSOP, lui aussi !) pourrait naître d'une scission de l'aile « ouvriériste » minoritaire.

Mais une telle scission sur la gauche du PSP ne pourrait apporter quelque chose de positif pour la classe ouvrière que si les militants révolutionnaires portugais, au lieu de mener une politique opportuniste et suiviste par rapport au PS, au PC ou même à Carvalho selon les tendances, comme ils l'ont fait jusque-là, étaient capables d'offrir des perspectives aux militants socialistes déçus et étaient capables de les gagner à leur politique.

A cet égard, la gauche révolutionnaire portugaise a des responsabilités particulières. Mais en l'absence de telles perspectives, il est par contre à craindre qu'une fois de plus une formation issue d'un parti socialiste ne donne naissance à un groupe politique centriste qui, s'il a quelque importance, entretiendra des illusions supplémentaires auprès de la fraction la plus avancée des travailleurs en général... et neutre même aussi des militants révolutionnaires en particulier.

H.C.



La réforme agraire, une des conquêtes des travailleurs, remise en cause par le gouvernement. (NORMA)

La réforme agraire en question



Face aux occupations de terres par les paysans, le gouvernement se range du côté des propriétaires. (NORMA)

Les partis de droite portugais — le Centre Démocratique et Social et le Parti Social Démocrate — ont présenté un projet de loi au Parlement, exigeant la suspension des expropriations envisagées dans l'Alentejo, dans le cadre de la réforme agraire et qui visent 500 000 à 700 000 hectares.

Les partis de gauche — le Parti Communiste, le Parti Socialiste et l'Union Démocratique Populaire — se sont opposés à ce projet, jeudi 18 novembre. Mais cette opposition de leur part risque de faire long feu si l'on en juge à l'attitude actuelle du PS à l'égard des paysans pauvres. Car dès le lendemain de ce débat le gouvernement du soi-disant socialiste Soarès a envoyé ses

flics, non contre les propriétaires réticents, mais contre les ouvriers agricoles d'une unité collective de production, pour les obliger à restituer à leur ancien propriétaire une partie des terres expropriées; car la loi, en effet, prévoit pour chaque ancien latifundiaire le droit à une « réserve » qui correspond pour chacun, en gros, à une cinquantaine d'hectares de terres moyennes.

Le syndicat des ouvriers agricoles était opposé à l'attribution des réserves aux anciens propriétaires, alors que la réforme agraire prévue est loin d'être achevée. Il n'a pas été entendu.

Par contre les agrariens organisés dans la CAP (Confédération de l'Agriculture Portugaise), ont

obtenu des socialistes depuis deux mois la restitution des terres illégalement occupées, puis l'éviction du ministre socialiste de l'Agriculture Lopes Cardoso, et enfin le 21 novembre dernier l'interdiction de l'embauche obligatoire d'ouvriers agricoles en chômage dans les propriétés sous-exploitées.

Fermeté devant les travailleurs, compréhension devant les exigences de la bourgeoisie et même de ses secteurs les plus arriérés, voilà la politique des socialistes portugais.

Les forces les plus réactionnaires ne peuvent que se montrer de plus en plus exigeantes devant une telle attitude du gou-

vernement. Selon l'Intersyndicale (proche du Parti Communiste) : « Les grands propriétaires déposés de la région de Béja ont déjà présenté plus de 2 000 demandes d'application de leur droit de réserve, représentant un million d'hectares ». Mis en appétit, il y a de fortes chances que tous ces parasites n'en restent pas là.

Les dirigeants socialistes por-

tugais, même s'ils s'affirment toujours partisans d'une certaine redistribution des terres, comme le montre leur vote au Parlement, se montrent incapables de s'opposer aux agrariens parce que trop respectueux de la propriété privée et trop soucieux de faire bonne figure devant la bourgeoisie. Et de courbettes en capitulations, jusqu'où iront-ils ?

Jean VITTEAUX

Du maoïsme au « carvalhisme »

Un nouveau parti politique, le MUP (Mouvement d'Unité Populaire) est né au Portugal du premier congrès des « Groupes de dynamisation de l'Unité Populaire », qui s'est tenu dans la banlieue de Lisbonne lors du week-end des 20 et 21 novembre.

Ces « groupes » étaient nés pendant la campagne des élections présidentielles, en juillet dernier, pour soutenir la candidature de l'ex-général Carvalho, et regroupaient plusieurs organisations maoïstes, dont les plus importantes étaient l'UDP (Union Démocratique Populaire) et le PRP (Parti Révolutionnaire du Prolétariat). Carvalho n'avait pourtant rien d'un révolutionnaire socialiste, mais il jouissait d'un prestige suffisant auprès des masses, en tant que représentant de l'aile radicale du MFA, pour que la majorité de l'extrême-gauche ait cru bon d'y accrocher son

wagon, et ait soutenu sa candidature; et pour que ceux qui avaient pris une autre position, comme la LCI (organisation sympathisante du Secrétariat Unifié de la 4^e Internationale), aient émis après coup des regrets de ne pas l'avoir soutenu.

En créant le MUP, le congrès des « Groupes de dynamisation de l'Unité Populaire » (que le PRP a boudé pour de toutes autres raisons), vient de franchir un nouveau pas dans l'alignement pur et simple sur Carvalho, puisque la présidence du nouveau parti a été laissée libre jusqu'au moment où Carvalho — qui ne peut l'être pour le moment en tant que militaire d'active — pourrait l'occuper.

De Mao à Otelo, malgré l'étiquette « communiste » du premier, le trajet n'est donc pas si long que cela.

Guy FICHET